faire

5

VIOLENCE : MYTHE ET REALITE



février 76
mensuel 10 F

L'équipe de faire

Comité d'orientation :

André Acquier, Jean-Paul Bachy, Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, Roger Dosse, Claude Estier, Gilles Ferry, Gérard Fuchs, Jacques-Antoine Gau, Claude Germon, Henry Hermand, André Jeanson, Charles Josselin, Lionel Jospin, Jean-François Kessler, Henri Laborit, Catherine Lalumière, Jean Legarrec, Guy Le Neouannic, Louis Le Pensec, Jean Maire, Gilles Martinet, Maïté Mathieu, Jean Monnier, Daniel Mothé, Jean Pronteau, Jean Rey, Michel Rocard, André Salomon, Evelyne Sullerot, Dominique Taddei, Yves Tavernier, Alain Touraine, Claude Vieira

Comité de rédaction :

Martine Buron, Paul Chaslin, Stéphane Coquard, Pierre Dupuis, Patrice Finel, Jacques Gallus, Henri Guillaume, Marc Osouf, Bernard Pingaud, Jean-Louis Pontich, Alain Richard, Lucien Rioux, Gérard Sandoz, Jean-Pierre Worms

Rédacteur en chef :

Patrick Viveret

Maquette :

Bernard Thomas

Photo :

Chantal Géron

Directeur de la publication :

Gilles Martinet

« faire » est édité
par la société des éditions
du Coq Héron
48, rue Sainte-Anne
Paris 2e
742.84.05

Photo de couverture : P. CONSANI/FOTOGRAM.

Composé par :
GRAPHITI, 5, rue des Petits Hôtels
75010 PARIS

N° 5 SOMMAIRE

actualité

PCF : un débat qui s'ouvre **3**

Les alibis de Giscard 6
La gauche à-t-elle le temps 8
L'imposition des plus-values 12
L'offensive internationale du SPD 15
Angola : la guerre fraticide 19

changer la vie

Militer : Pourquoi faire ? **25**



Les boutiques juridiques 28

où en sont aujourd'hui...

Les groupes d'action municipale **31**



recherches et débats

Un inquiétant clivage **37**

Conflit et/ou négociations 40
Animation culturelle : une nouvelle conception 43

interviews

Fabrizio Cicchito **46**

Pourquoi le PSI a-t-il ouvert la crise ?

notes et critiques

- JF. Revel 50
- Le jeune théâtre
- Papinski

dossiers

Violence : mythe et réalité **53**



faire

UN an et demi après les présidentielles, nous voici de nouveau en période de préparation d'échéances électorales.
Les cantonales préfigurant les municipales, les municipales annonçant les législatives et les législatives constituant d'une façon ou d'une autre une confirmation ou une revanche des présidentielles.
Pour conserver son pouvoir la droite est décidé à ne pas lésiner sur les moyens.
La « Société libérale avancée » de Giscard maintient toujours emprisonnés des militants politiques et syndicaux sans fournir l'ombre d'une justification à cette repression sans précédent. Mathieu Lenoir rappelle à cet égard que Giscard porte directement la responsabilité de ce durcissement du régime.
Le thème de la violence est et sera au cours de cette bataille largement utilisé pour rappeler aux « bons citoyens » que la cause de tous nos maux est à chercher une fois de plus dans ces boucs émissaires des temps modernes que sont les jeunes, les travailleurs immigrés et autres « marginaux ».
Philippe Robert et Georges Kiejman expliquent dans notre dossier consacré à cette question ce qu'il faut exactement penser des statistiques et des sondages qui nous annoncent régulièrement une nouvelle montée de la criminalité.

FACE à une droite qui engage la lutte sur un terrain social et idéologique la gauche, comme le rappelle Robert Chapuis ne peut se permettre de répondre sur un terrain exclusivement politique et électoral. Il lui faut manifester plus clairement que jamais sa capacité à lier luttes politiques et luttes sociales, ce qui est précisément le propre d'une stratégie socialiste qui se fonde à la fois sur l'union de la gauche et sur les implications d'un projet socialiste autogestionnaire.

Les enjeux des prochains mois seront aussi internationaux.
Sur l'Europe la gauche devra faire la preuve de sa capacité à dépasser à la fois la tentation d'une sorte de néo-gaullisme politique et militaire et une conception formelle de la supra-nationalité.

LE Parti socialiste français qui vient de provoquer la tenue d'une conférence des partis socialistes de l'Europe du sud a des responsabilités particulières dans ce domaine. Indépendamment du bien fondé de ce thème de l'Europe du sud sur le plan économique et politique, sur lequel « Faire » ouvrira un débat dans ses prochains numéros, il est en effet important de proposer une alternative de caractère socialiste la social-démocratie allemande dont Gérard Sandoz analyse les objectifs dans ce numéro.

Il ne s'agit pas pour nous de céder sur ce point à quelque attitude sectaire ou sentimentale mais de situer l'importance du choix qui s'offre aujourd'hui aux forces progressistes dans le monde entre des stratégies de rupture ou d'adaptation au capitalisme.

ACTUALITÉS

P.C.F. : Un débat qui s'ouvre

Le XXIIe Congrès du Parti Communiste est officiellement clos. Mais le débat de fond apparu dans les tribunes de discussion, publiées par « l'Humanité » et « France Nouvelle », ne fait sans doute que commencer...



mettre le socialisme à l'ordre du jour

Alain Dejean/Sygma

Il peut

paraître étonnant qu'à l'heure où l'on recommence déjà à préparer les futures échéances électorales, le Parti communiste consacre l'essentiel de ses débats à des questions aussi théoriques que la « dictature du prolétariat » ou la définition marxiste du concept de « moralité ». Ceux qui croient pouvoir expliquer ce phénomène en le réduisant à quelque opération tactique de la direction du P.C. pour redonner à leur parti une image à la fois libérale et rassurante ne voient guère en l'occurence que la partie visible de l'iceberg. De même il est insuffisant d'analyser l'évolution du PCF comme le simple résultat de la progression et de la pression du Parti socialiste : le problème des rapports de forces qui jouent dans un cadre unitaire entre socialistes et communistes n'est en effet pas nouveau. Ce qui est neuf par contre, c'est le début d'une interrogation fondamentale sur l'identité théorique, et à terme politique, du PCF (1).

La gauche française n'a finalement pas fini, et c'est heureux, de tirer les conséquences de mai 68. Peu à peu toutes les organisations du mouvement ouvrier, qu'elles soient syndicales, politiques ou culturelles ont été conduites à se réinterroger sur ce que pourraient être une théorie et une stratégie du changement révolutionnaire dans les sociétés capitalistes fortement industrialisées. Les mutations qui se sont produites au sein de

la gauche socialiste, l'évolution de la CFDT, la transformation qu'amorce la FEN, le débat qui s'ouvre au sein de la CGT, témoignent de cette lente mais bien réelle restructuration politique du mouvement ouvrier français. Le Parti communiste à son tour est conduit à ouvrir un débat sur des points aussi importants que la nature et la fonction d'un projet socialiste, la théorie de la transition au socialisme et la thèse de la dictature du prolétariat, la stratégie de « démocratisation de l'Etat », et finalement à travers le débat sur les concepts de liberté et de moralité, la théorie marxiste de l'histoire.

La lecture des tribunes de discussion parues dans « l'Humanité » et « France Nouvelle » est à cet égard éclairante et conduit à émettre trois hypothèses :

– Les militants du PC ont conscience d'avoir engagé un débat décisif pour l'évolution de leur parti.

– Il existe des discussions « croisées » sur les différents problèmes évoqués et l'on peut difficilement conclure à une opposition entre deux ou plusieurs « lignes » totalement cohérentes sur les plans politiques et idéologiques.

– Le débat est loin d'être encore parvenu à maturité et par conséquent ce XXIIe Congrès ne le tranchera pas réellement même s'il le clôture officiellement.

La première

de nos hypothèses est en fait une constatation. Le ton même et la nature des tribunes de discussion manifestent que les intervenants ont conscience de vivre une période de transition, voire de « tournant » de leur parti. Nous sommes loin de ce paraphrasage du projet de résolution proposé, conclu par quelque amendement anodin, que l'on avait l'habitude de lire lors de précédents Congrès. Par ailleurs, le débat s'engage directement, et souvent durement, entre militants ; c'est Guy Poussy qui commence sa tribune sur les problèmes de l'immortalité en écrivant « Je ne suis absolument pas d'accord avec les idées formulées par les camarades J.P. Januel et J. Jung ». C'est Georges Leprince qui déclare, à propos de ceux qui prônent une restriction des libertés pour l'opposition après la victoire de la gauche : « En définitive il faudrait remettre en cause, oui, toute la stratégie du parti ». C'est enfin, et surtout, Etienne Balibar (2) qui affirme au contraire à propos de la disparition éventuelle d'une référence à la dictature du prolétariat : « Le XXIIe Congrès risque d'entériner officiellement un tournant radical par rapport aux principes sur lesquels, depuis l'origine, reposent l'action politique et l'organisation des partis communistes ».

Débat capital, donc, que celui de ce XXIIe Congrès, mais débat « croisé » dans la mesure où il n'existe pas de ligne totalement homogène sur les différentes questions évoquées. Nombre de ceux qui soutiennent par exemple la position de Georges Marchais sur la dictature du prolétariat partagent volontiers les critiques adressées au projet de résolution sur les problèmes de l'immortalité. Il nous faut donc examiner de plus près les points en discussion et être prudents dans l'analyse des courants ou des courants ou des « sensibilités » qui se manifestent aujourd'hui au sein du PCF.

La question principale est incontestablement celle de la transition au socialisme et donc de la dictature du prolétariat. Et ce pour des raisons infiniment plus importantes que celles qui ont été évoquées généralement dans la presse qui s'est bornée le plus souvent à analyser le « coup publicitaire » de Georges Marchais à l'émission télévisée « C'est-à-dire ». On ne touche pas en effet impunément à ce maillon fort de la théorie non seulement léniniste mais aussi marxiste. Balibar ne se fait pas faute de le rappeler en citant justement cette appréciation sans appel de Lénine dans « l'Etat et la Révolution » : « Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat ».

Il s'agit

là d'un problème à la fois théorique et stratégique qui dépasse de beaucoup le caractère plus ou moins répulsif du terme de « dictature » et celui plus ou moins adapté de « prolétariat ». Il est clair que Marx et Lénine n'ont pas utilisé à la légère cette expression et c'est un argument singulièrement léger que de prétendre qu'il s'agit aujoud'hui d'une simple adaptation de vocabulaire. marx et Lénine ont employé le terme de dictature en parfaite connaissance de cause pour caractériser la répression nécessaire pendant une période de transition « de la majorité des opprimés contre la minorité des oppresseurs ». La critique que l'on peut leur adresser c'est de ne pas avoir réellement rompu avec cet idéalisme politique du XIXe siècle qu'évoquait ici récemment Pierre Rosanvallon (3), idéalisme qui les conduisait à sous-estimer le caractère spécifique des phénomènes de domination par rapport aux phénomènes d'exploitation, et par conséquent à ne pas voir que tout mécanisme dictatorial développe sa propre logique et ne saurait être ni temporaire, ni « démocratique pour le plus grand nombre ».

Toute remise en cause de la théorie politique fondée sur la dictature du prolétariat ne peut en effet déboucher, si elle est conséquente, que sur deux perspectives : la théorie réformiste ou la théorie politique autogestionnaire. Les socialistes auraient donc tort de croire que la critique du léninisme constitue automatiquement une avancée positive du PCF.

Elle peut aussi bien se faire sur des bases de droite que sur des



Des « fractures dans la théorie politique léniniste » *J.P Rey/Parimage*

bases de gauche. C'est d'ailleurs ce qui manifeste Balibar lorsqu'il fait une critique de la thèse du rassemblement antimonopoliste, critique comparable sur plusieurs points à celle que le Parti socialiste a déjà développé pour sa part lors de sa Convention sur l'autogestion : « Dès lors, écrit-il en effet, que mûrissent dans notre pays l'exigence et les conditions d'un changement social réel, une stratégie pour y parvenir ne peut se fonder sur la simple comptabilisation des couches sociales qui, aujourd'hui, sont lésées dans leurs intérêts par la politique du grand capital, et qui, en principe, devraient pouvoir s'unir contre lui ; elle ne peut se fonder sur la simple constation que ces couches sont, sur le papier, « majoritaires », elle ne peut se contenter d'avancer des mots d'ordre généraux, et les thèmes idéologiques universels qui, spontanément, devraient rassembler une telle majorité ».

De la même façon, les critiques qui se font jour au sein du Parti communiste sur la stratégie de démocratisation de l'Etat peuvent caractériser aussi bien une attitude léniniste classique qu'un rapprochement avec les thèses sur l'alternative socialiste qui critiquent le caractère statique du thème de la « démocratie avancée ». Une remarque semblable peut être faite concernant l'affirmation maintes fois réitérée par des militants communistes que le socialisme est à l'ordre du jour, thème sur lequel le Parti communiste était jusqu'ici en retrait par rapport au Parti socialiste.

S'il est vrai

que l'on assiste avec ce XXIIe Congrès à un regain d'autorité de Georges Marchais sur une position plus proche de la résolution du Comité Central de Juin 74, que de celle du XXIIe Congrès, on ne saurait pour autant caractériser le débat qui ne fait finalement que s'ouvrir au sein du PC par une opposition entre deux « lignes ». En réalité, les fractures qui se font jour dans la théorie politique léniniste provoquent l'apparition de trois attitudes, que l'on pourrait résumer ainsi : -Une attitude « de droite » (4), caractérisée par l'abandon de « la dictature du prolétariat » au terme d'une systématisation de la thèse du rassemblement antimonopoliste, par l'insistance maintenue sur la thèse de la démocratie avancée, par une tactique d'alliance de type « compromis historique » et par l'abandon d'une certaine critique de l'idéologie dominante. face à ce type de position, on trouve à la fois des militants pour lesquels un attachement fort au léninisme constitue la seule garantie du maintien des « acquis révolutionnaires » du parti, et d'autres qui engagent, fut-ce de façon encore confuse, une certaine critique de gauche des thèses du PCF.

Ceux-là insistent sur la nécessité de mettre le socialisme à l'ordre du jour, entament une réflexion sur les libertés plus proche des thèses autogestionnaires que réformistes et critiquent l'insuffisante avancée de leur Parti sur des problèmes touchant à la vie quotidienne et aux mœurs.

Ainsi le XXIIe Congrès, même s'il clôt officiellement un certain nombre de débats ouverts dans les « tribunes de discussion », ne leur trouvera pas pour autant de solution à l'étape actuelle.
Car pour le PCF, la redéfinition de son identité exigera non seulement du temps mais dépendra également beaucoup de la façon dont le mouvement socialiste choisira lui aussi en définitive, de se caractériser.

Patrick VIVERET

(1) voir à ce sujet notre dossier dans le numéro 4.
(2) Co-auteur avec Louis Althusser de « Lire le Capital ».
(3) Faire n° 3 : « Les Avatars de l'Idéalisme ».
(4) Par rapport au PCF bien sûr.

Les alibis de Giscard

Qui a lancé l'affaire des comités de soldats, s'occupe du rééquilibrage de la majorité et définit la tactique à suivre pour tenter de diviser la gauche : Poniatowski et Chirac, certes, mais surtout et en premier lieu : Giscard lui-même...

Giscard

a atteint son but : même s'il n'est que le Guizot d'une droite rajeunie, même si ses lubies réformistes se dissipent une à une, face à la réalité, les Français croient aujourd'hui qu'il gouverne au centre. C'est du moins ce que révèlent les sondages d'opinion. Le président cherche à donner l'illusion que sa volonté de débloquer la société achoppait sur la conjonction du conservatisme gaulliste et du sectarisme de l'opposition. D'où le leitmotiv qui a cours, même dans certains milieux de gauche : le président n'a pas la majorité de sa politique. Comme si Jacques Chirac ou une brochette de barons sans baronnie l'empêchaient d'administrer le pays à sa guise. Comme si le chef de l'Etat inclinait, sincèrement, à changer la France.

J.P. Paireault



Jacques Chirac : un des « alibis » de Giscard ?

Brisons-là. Depuis 1958, la majorité a une aile réformiste. Depuis 1974, son président de la République se dit réformiste. Cela devrait, en principe, favoriser le réformisme majoritaire. Et bien non. Force est de constater que, pour l'heure, c'est le conservatisme qui triomphe. La plupart des changements claironnés ont été abandonnés. La réforme de l'entreprise ? La réforme de la fiscalité ? La réforme des plus-values ? La réforme foncière ? La réformes des finances des partis politiques ? La réforme des régions ? Ajournées, enterrées ou bien vidées de leur substance. Bref, c'est le *statu quo* « libéral avancé ».

Jacques Chirac a bon dos. Est-ce lui qui met les réformes en panne comme le suggèrent volontiers les giscardiens ? Est-ce lui qui donne au régime sa tournure autoritaire ? A l'évidence, le Premier ministre n'est pas un réformisme. Il est un modéré classique, avec de la glaise plein ses sabots, dans la lignée de Georges Pompidou. Il est capable d'accepter des corrections sociales et n'est pas complètement obtus. Un signe : c'est lui qui, en 1974, eut l'idée de faire entrer Simone Weil au gouvernement. Le réformisme social, affiché par le président, ne l'effarouche pas, il s'en accomode. Alors ?

...Alors,

si le réformisme de Valéry Giscard d'Estaing fait naufrage, ces temps-ci, il faut chercher les raisons chez le chef de l'Etat lui-même. Pour commencer, sa bonne foi, lorsqu'il parle de changement, n'est pas prouvée, loin de là : jusqu'à ce qu'il accède à l'Elysée, toute sa carrière fut placée sous le signe du conservatisme, parfois le plus rance, comme sous la IVe République où il côtoyait au groupe des indépendants, la véritable extrême-droite française. Serait-il de bonne foi, que les choses ne changeraient pas forcément pour autant. Parce qu'il est indécis, vaporeux, il ne paraît pas apte à imposer une politique, ni à briser les résistances qui s'élèvent, du C.N.P.F. aux républicains indépendants en passant par les P.M.E., contre ses vélléités réformatrices.

Qu'importe. Le chef de l'Etat a toujours un alibi : Jacques Chirac. C'est lui qui arrête court ses intentions libérales. C'est lui qui provoque la gauche à l'heure où le chef de l'Etat prône la « décrispation ». Après le Premier ministre-« soliveau » (Messmer), voici donc le Premier ministre-« repoussoir ». L'opération est en passe de réussir. Surtout depuis que le chef du gouvernement a –

sur ordre de Giscard, ce qu'on ne sait pas – lancé l'affaire des syndicats dans l'armée, et fait enfermer quelques boucs émissaires par la Cour de Sûreté de l'Etat.

Valéry Giscard d'Estaing a toujours su répartir les rôles. Naguère, le ministre des Finances de Chaban-Delmas feignait de désavouer son alter ego, Michel Poniatowski, qui, du dehors, multipliait les charges contre le gouvernement. Aujourd'hui, le président de la République fait mine d'être indisposé par les extravagances anticommunistes de son ministre de l'Intérieur. Mieux encore, il demande carrément à son Premier ministre de se livrer à des opérations « crispation », comme celle de l'armée, qui sont tout à fait contraires aux vœux qu'il affiche périodiquement, devant les Français. Il n'est même pas exclu qu'un jour Giscard fasse généreusement libérer les militants syndicalistes qui sont sous les verrous, sur ses propres consignes.

Le jeu

tactique du président n'est pas sans risque, pour lui. Aujourd'hui, il inquiète son électorat traditionnel, tandis que la petite bourgeoisie, affolée par la crise, se tourne vers Jacques Chirac, homme d'ordre et maître en coups de main. L'assiette politique du Premier ministre s'élargit d'autant, dans la droite française.

Au lieu de s'arrêter sur le style paradeur de Jacques Chirac, celui de toutes les droites autoritaires, il est plus utile de chercher à percer les secrets de son metteur en scène, le président. Sans doute, les deux hommes sont-ils à peu près de la même trempe. Sans doute, ont-ils le même objectif : faire passer sans encombre au capitalisme l'épreuve de la crise. Sans doute, le clivage droite/gauche ne passe-t-il pas entre eux. Pourquoi, alors, le chef de l'Etat cherche-t-il à repousser son Premier ministre à sa droite ? Probablement pour le marginaliser.

C'est qu'une course-poursuite est engagée, aujourd'hui, entre les deux principaux chefs du régime pour le contrôle de la prochaine majorité parlementaire. Le président entend avoir, après les prochaines élections législatives, une majorité giscardienne et Jacques Chirac sait que ce serait, alors, sa fin. Tout est là.

Jacques Chirac

et les gaullistes sur lesquels il s'appuie, ont encore quelques atouts. Voici pourquoi, la situation économique est telle que des élections législatives anticipées ne peuvent pas être envisagées dans l'immédiat. La gauche et la majorité sont bord à bord, peut-être pour longtemps. Le ministre des Finances ne s'attend à une véritable reprise qu'à l'automne 1976. Le mensuel économique « L'Expansion » pronostique, dans son numéro de



savoir bien répartir les rôles

Norma

janvier, que **« l'activité ne retrouvera son niveau 1974 qu'en 1977 »**. D'évidence, le président de la République n'aurait pas intérêt, aujourd'hui, dans la morosité ambiante, à dissoudre le Parlement. Il y perdrait sa mise. Il lui faut donc attendre des vents meilleurs.

Pour l'instant, le chef de l'Etat ne peut se priver, à l'Assemblée nationale, de l'appoint gaulliste qui lui fera défaut, à coup sûr, s'il met à exécution quelques-uns de ses grands projets politiques. Sa marge de manœuvre est mince : se risquerait-il trop dans ses desseins centristes, c'est-à-dire, essentiellement, européens et atlantistes, qu'il aurait aussitôt une chambre ingouvernable. La dissolution étant exclue, il doit donc jouer prudent. Il y a, en tout état de cause, trois *casus belli* avec les gaullistes :

● Un établissement, direct ou non, du scrutin proportionnel. Il favoriserait à peu près tous les partis politiques, sauf l'U.D.R. qui serait laminée. Arme à double tranchant : contre les gaullistes mais aussi, paraît-il, contre l'union de la gauche. Pour les tacticiens du pouvoir, l'alliance électorale entre socialistes et communistes n'étant alors plus impérieuse ni pour les uns ni pour les autres, elle casserait aussitôt. En l'espèce, le pire n'est pas sûr. Ce qui l'est, en revanche, c'est que la majorité se briserait sur la réforme électorale qui, du coup, est enterrée.

● Un retour, simulé ou non, de la France dans l'O.T.A.N. Depuis belle lurette, les Cassandre de la gauche annoncent un glissement du pouvoir vers l'atlantisme. Quelques hallucinés le décèlent même, périodiquement. De Gaulle, pourtant, n'avait pas sorti le pays de l'atlantisme. Si la classe au pouvoir est à l'évidence proaméricaine, elle se garde, pour l'heure, de préparer la réinsertion de l'hexagone dans l'O.T.A.N. parce que, là encore, la rupture avec les gaullistes, les vrais, serait inévitable.

● L'élection du Parlement européen au suffrage universel. Le principe en a été décidé par les Neuf : c'est pour 1978. Jusqu'à présent, le chef de l'Etat a tout fait pour « dédramatiser » la question. A première vue, c'est son intérêt. Déjà Alexandre Sanguinetti et Michel Debré se cabrent, rencontrant quelques échos à l'U.D.R. Jacques Chirac, d'ordinaire plus prudent, a même dit, en décembre, devant le bureau exécutif de son parti : « Sur ce sujet, nous ne devons ni nous diviser ni nous renier ». Maladroite périphrase...

Si Valéry Giscard d'Estaing décide d'en découdre un jour avec les derniers des gaullistes, ce sera probablement sur ce terrain. C'est pourquoi il ne faut pas négliger l'éventualité d'un référendum sur l'élection au suffrage universel du Parlement européen. Il provoquerait le départ de la majorité d'une partie de l'U.D.R. et affaiblirait, par conséquent, l'assise politique de Jacques Chirac. Le président pourrait, alors, gouverner sans contrepoids comme l'avait fait Pompidou avant lui De Gaulle.

Mathieu LENOIR

La gauche a-t-elle le temps ?

Face à un régime qui paraît aussi préoccupé de gérer une éventuelle victoire législative de la gauche que d'exploiter un succès de la droite, la gauche ne peut limiter sa lutte à la seule préparation des prochaines échéances électorales. Il lui faut aussi, pense Robert Chapuis, lier plus étroitement les luttes sociales avec les lutte politiques.

Commenter

ce qu'il est convenu d'appeler la vie politique n'est guère facile aujourd'hui : une agitation ne traduit pas nécessairement un mouvement de fond et dans les zones d'ombre ou de silence germent peut-être les grandes tempêtes de demain. Quinze années de gaullisme nous ont donné de mauvaises habitudes : nous sommes tentés de chercher à lire la politique française dans les déclarations présidentielles. Or, Giscard a compris qu'il n'avait pas la taille du général : en abandonnant la jaquette, il quitte aussi le discours. Il s'est fait lui-même commentateur, chroniqueur d'une politique qui ne devient la sienne qu'après qu'il ait parlé. A cet égard, le comportement du président sur les questions de l'armée et de la défense a été fort significatif : il a mené l'enquête, il en a présenté les résultats aux télé-spectateurs, il en a conclu que la France était défendue. pour quoi, pour qui, contre quoi, contre qui ? Ces questions n'entraient



la gauche ne peut se limiter à la seule préparation des prochaines élections

Guy le Querrec/VIVA

pas dans le cadre du reportage.

L'appel au changement montre avant tout une grande disponibilité ; c'est bien d'un libéralisme qu'il s'agit, celui du « laisser-faire ». Est-ce dire pour autant que le président s'est mis en réserve de la République ? En réalité Giscard d'Estaing est cohérent avec lui-même : il avait constaté après mai 58, que l'unicité de la responsabilité du pouvoir comportait des risques sérieux ; ce qui avait joué en faveur de la droite, en raison du contexte - celui de la guerre d'Algérie, pouvait fort bien jouer en faveur de la gauche.

En se confondant avec une personne ou même avec un parti, l'Etat paraît fort, mais que l'opposition grandisse et se radicalise, la marge de négociation diminue ; la répression devient alors un aveu de faiblesse, à moins qu'elle ne se radicalise aussi et que l'Etat se fasse policier, perdant ainsi la façade démocratique nécessaire à sa légitimité. De Gaulle était capable de préférer l'Etat à sa propre classe ; avec Giscard on retrouve « la nature des choses » : on est sûr qu'il préfèrera toujours sa classe à l'Etat. Devant la montée des contestations et des revendications, devant le durcissement des affrontements de classe, le jeu politique redevient nécessaire.

Que Chirac s'emporte, que Poniatowski sévisse, que le gouvernement s'engage, fort bien : Giscard sera, lui, le grand décrispé et le grand décrispateur. La 5e République franchit ainsi une nouvelle étape : le pouvoir se divise entre celui du président à finalité plus immédiate, plus politicienne et, en somme, plus institutionnelle. Dans les temps troublés où nous sommes, il importe en effet qu'un échec gouvernemental ne puisse se transformer en échec présidentiel. Quand le président s'efforce de recevoir les dirigeants de l'opposition et que le gouvernement s'en prend au P.S., à la C.F.D.T. et aux comités d'appelés, il y a moins là une contradiction qu'une tentative pour s'adapter à une situation nouvelle, une de ces évolutions du fait qui précède quelque changement du droit.

Ne l'oublions pas : le régime présidentiel a été instauré en 1962 et non en 1958. Mais il résultait de la façon même dont la guerre d'Algérie avait été menée jusqu'à son terme. Rien n'a changé en mai 74, mais la gestion de la « crise » peut aboutir un jour à des transformations profondes du régime politique : sera-ce en 1978 ? à l'occasion d'élections législatives ? à propos de l'élection du parlement européen au suffrage universel ? dans quelque référendum « européen » ? dans une conjonction entre ces deux ou ces trois faits ? Nul ne le sait encore, mais à



Congrès à Amsterdam de la IIe Internationale : l'important du socialisme autogestionnaire ce n'est pas la référence à telle ou telle tradition

M. Roger Viollet

l'Elysée, on remonte les pendules...

Cette évolution comporte des risques indéniables pour le régime lui-même. Elle rencontre de fortes oppositions internes : de la part des « gaullistes » orthodoxes (on a chassé Sanguinetti de toute fonction pour montrer qu'on ne s'en laisserait pas conter) et de toute une classe politique qui entend survivre longtemps à l'embolie du Général : on leur fera quelques concessions« gouvernementales » ou autres (désignation de Guichard par exemple) et on achètera leur soumission à l'occasion des prochaines élections. Par ailleurs le refus du chef de l'Etat de s'engager dans des choix suffisamment clairs et cohérents entraîne des troubles certains dans les principaux « appareils d'Etat » au sens large du mot : l'armée, la police, la justice, l'université, voire l'Eglise...

C'est pour faire face à ces oppositions et à ces troubles que Chirac et le gouvernement ont engagé, avec l'appui de Giscard l'opération « moral de l'armée ». Il fallait tout à la fois répondre aux critiques internes, celles qui correspondent à la base « sociale » du pouvoir, et empêcher une dégradation des « institutions » légales qui servent de rempart à la bourgeoisie.

Mais si l'évolution du régime soulève des inquiétudes à droite, elle concerne avant tout la gauche... Car il s'agit soit d'empêcher sa victoire électorale, soit d'en faciliter la digestion. Pour y parvenir, le régime s'efforce d'abord d'éviter à tout prix un choc frontal. Que se passerait-il en effet si le président se voyait contraint de disputer son propre pouvoir à la gauche ?

Dans un pays qui ne connaît pas l'alternance démocratique, avec des institutions qui ont été gérées selon le principe de l'unicité du pouvoir entre les mains du président, ce serait risquer l'irrémédiable, donner à la gauche le moyen « institutionnel » de gouverner sans nécessité de composer. Finalement, ce serait un nouveau mai 68, mais légal cette fois (comme on l'a senti en mai 74), qui pourrait ouvrir la voie à un pouvoir populaire aussi unique et indivisible que la république elle-même. L'union de la gauche et l'appui populaire qu'elle reçoit glacent le sang d'une bourgeoisie qui ne se reconnaît déjà plus dans ses propres enfants. Il faut donc à tout prix résoudre le problème de la gauche avant de prochaines présidentielles.

Comment ? Il y a sans doute ici, dans la majorité du second tour des présidentielles, plusieurs écoles :

– certains pensent qu'il faut la diviser entre socialistes et communistes : passons, ce n'est pas nouveau...

– d'autres pensent qu'il faut la diviser entre forces politiques et forces « sociales » : c'est une bataille à la fois syndicale et anti-syndicale qu'il faut mener. C'est plus nouveau et les partis de gauche risquent eux-mêmes de s'y tromper : l'attaque contre la C.F.D.T, en décembre 75, n'avait rien de circonstanciel ; il s'agissait de briser un mouvement social (qui s'exprime d'une façon propre, mais aussi à travers l'unité d'action C.G.T-C.F.D.T) dont on sait, par l'exemple de l'Italie et de l'Espagne, l'influence déterminante sur les orientations de la gauche, dont la politique peut être ainsi mieux liée à ses racines de classe. Il était habile pour le pouvoir de chercher à confondre la C.F.D.T et l'extrême-gauche ; il

eût été fort dangereux que la gauche contribue à cette tentative d'isolement de la C.F.D.T.

– d'autres pensent qu'il faut avant tout battre la gauche, dès aujourd'hui, en ne lui faisant aucun cadeau, en ne lui cédant aucun pouce de terrain. C'est l'image que le pouvoir a voulu donner par exemple à l'élection de Châtellerault. Mobilisation politique donc ; en cas d'échec, on pourra songer à d'autres mobilisations : on retrouve là encore l'armée et l'on comprend pourquoi décidément l'atteinte à son « moral » préoccupe tant le gouvernement.

Il est probable que Giscard et les giscardiens n'ont pas fait leur choix entre ces diverses formules. Ils n'ont nullement intérêt à se découvrir trop tôt : c'est le rapport des forces qui tranchera, le jour venu, dans un sens ou dans l'autre. En attendant, deux préceptes suffisent : ouverture et fermeté...

Finalement, le régime paraît moins préoccupé d'exploiter la victoire de la droite que de gérer l'hypothèse d'une victoire de la gauche. C'est qu'en période de crise économique, on le voit chez nos voisins anglais ou allemands, il est fort utile d'avoir l'appui d'une partie du mouvement ouvrier. Si Giscard ne cesse de se proclamer au centre, c'est qu'il a besoin que la gauche soit intégrée au fonctionnement du régime, soit compromise dans la décision. A une condition bien entendu, et c'est pourquoi l'invitation à la gauche reste purement protocolaire, c'est qu'elle accepte de jouer le jeu du président et ne profite pas des avantages acquis pour contester le régime lui-même.

La gauche

se trouve ainsi placée devant de lourdes responsabilités. Elle va devoir faire face à bien des tentations. Il ne lui suffit plus de préparer sa victoire, elle doit dire et montrer ce qu'elle en fera.

C'est dire qu'elle doit prendre dès maintenant des dispositions pour s'en servir, non seulement dans le cadre d'institutions de plus en plus floues, mais en fonction de réalités sociales qu'il s'agira de prendre en charge, d'orienter et non pas simplement d'utiliser. C'est dire aussi qu'elle doit se préoccuper du type d'institutions qui, à tous les niveaux, permettront d'unir étroitement les forces politiques et sociales de la gauche, dont non seulement la désunion, mais même le décalage sont un des principaux facteurs d'encouragement pour la droite.

A cet égard, ce qui fait l'importance du socialisme autogestionnaire, ce n'est pas la référence à telle ou telle tradition. C'est la nouveauté de la démarche qui consiste à lier étroitement pouvoir politique et réalité sociale, à fonder l'autorité d'une décision sur la collectivité qu'elle concerne, aussi bien dans l'entreprise que dans le cadre de vie ou de formation, à créer un schéma institutionnel de rupture avec la conception bourgeoise de l'Etat.

De la même façon, ce qui fait l'importance du programme commun de gouvernement, ce n'est pas la forme programmatique précise qu'il peut avoir dans tel ou tel domaine (fatalement liée à la situation du pays et à l'état de la négociation en 1972), c'est l'engagement qu'il représente de fonder l'action de la gauche sur un gouvernement commun de toute la gauche et sur des réformes de structure qui entraîneront nécessairement une rupture non économique, mais aussi politique avec le régime actuel.

C'est dans les mois qui viennent que la gauche française sera jugée sur sa capacité à gouverner. Pour cela, il ne lui suffira pas de critiquer la droite : la gauche n'a jamais prouvé son intelligence, mais plutôt son impuissance en attendant l'échec d'une droite qu'elle aimait à croire « la plus bête du monde ».

Ce serait aussi une illusion de penser que le développement du chômage, de l'insécurité, de la tension internationale aboutit tout naturellement à la victoire de la gauche. Outre que ces phénomènes peuvent faire réapparaître une extrême-droite qui changerait l'axe politique du pouvoir, ils créent un sentiment d'isolement et d'impuissance qui conduit à chercher refuge auprès d'une droite « protectrice ». La gauche ne peut pas se dispenser d'être elle-même. Il lui faut manifester ses choix et se donner les moyens de les réaliser, à travers les luttes sociales comme dans les compétitions électorales, sachant lier étroitement les unes aux autres.

Ce qui

a fait l'importance de mai 74, c'est qu'il est apparu alors, que cette double démarche, celle du Programme commun, celle du socialisme autogestionnaire, loin de se contredire pouvaient se renforcer l'une l'autre. Elles ne s'identifient nullement, l'une au P.C., l'autre au P.S. : elles assurent au contraire leur unité parce qu'elles les insèrent l'un et l'autre dans le mouvement social qui donne aux partis de gauche leur véritable sens, un mouvement fait de refus et d'aspirations, de contestations et de revendications qui met en cause le pouvoir, tout le pouvoir dans notre société, celui du régime actuel, mais aussi celui qui constitue la forme moderne de l'aliénation et de l'exploitation des hommes dans leur travail et leur vie quotidienne.

Parce que mai 74 n'a pas encore été la victoire, la tentation serait grande de se laisser glisser en arrière, d'en revenir au fond à mars 73, c'est-à-dire à un moment où l'unité des grands partis s'était réalisée autour d'un programme mais où la division subsistait au sein du mouvement social comme en témoignait notamment le divorce entre la C.G.T et la C.F.D.T. C'est donc bien à la mise en œuvre de la liaison entre les luttes politiques et les luttes sociales que la gauche doit aujourd'hui se consacrer prioritairement.

Robert CHAPUIS

L'imposition des plus-values

L'imposition des plus-values, voici qu'on en parle. En 1975, le gouvernement met à l'étude la taxation généralisée des plus-values. Cette étude aboutit aux rapports Monguillan et Uri. L'un comme l'autre prônent la nécessité de modifier le système fiscal. Mais on est loin de la réforme attendue par la Gauche.

Prenons

deux situations typiques :
- d'un côté, un salarié, célibataire, qui a gagné en 1973 et 1974 2500 F par mois. En deux ans, ses revenus se sont élevés à 60 000 F. Impôt : environ 7 000 F.
- de l'autre, le possesseur d'un capital de 300 000 F. Consacré début 1973 à acheter de l'or qu'il a revendu à la fin de 1974. Plus-value en deux ans : 600 000 F.
Impôt : 0.

Entre ces deux situations, il y a toute la différence, en France, entre le traitement fiscal du capital, des revenus du capital, et des revenus du travail. Dans bien des cas, le gain du « capitaliste » est très supérieur à celui du salarié sans qu'il implique pour autant ni de travailler, ni d'acquitter l'impôt.

Au-delà de sa complexité technique, voilà pourquoi se pose un problème de l'imposition généralisée des plus-values, dénoncé depuis longtemps par les socialistes, et qui promet d'être en 1976 la nouvelle « tartarinade » gouvernementale.

L'imposition des plus-values, réalisées par les particuliers, se caractérise dans notre législation actuelle par trois traits :
- une quasi absence d'imposition des plus-values mobilières ;
- une taxation assez large, mais complexe et disparate, des profits immobiliers ;
- des exonérations et atténuations d'impôt importantes pour les gains réalisés sur des biens professionnels par les agriculteurs, les membres des professions libérales et la plupart des commerçants.

Les inconvénients de ce système, beaucoup plus laxiste et partial que celui de beaucoup de pays capitalistes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, etc.), sont nombreux. Socialement, son inégalité est manifeste : les gains en capital et le capital lui-même bénéficient de privilège scandaleux par rapport aux gains retirés du travail, alors même qu'on prétend revaloriser certaines formes de travail et lutter contre les inégalités. Cette disparité est d'autant plus forte que seuls les bénéficiaires de patrimoines élevés (acquis souvent par héritage) ont accès en fait aux placements les plus rémunérateurs et les moins taxés. Economiquement, l'exonération ou la sous-imposition des plus-values ne sont pas justifiables : elles privilègient les placements les plus spéculatifs au détriment du secteur productif. Elles encouragent le surinvestissement en capital, générateur de chômage et d'inflation.

Le gouvernement

au début de 1975, a mis enfin à l'étude la taxation généralisée des plus-values. Reprenant une tactique qui, sur le plan publicitaire au moins, a fait ses preuves (Commission Sudreau sur l'entreprise, Commission Méraud sur les inégalités), il confie à la Commission Monguillan le soin d'étudier le sujet. Puis le Conseil Economique et Social est consulté : c'est le rapport Uri, adopté en décembre par le Conseil Economique (malgré l'opposition de la CGT et l'abstention de la CFDT). Le gouvernement n'a pas encore pris officiellement position sur les détails de la réforme. Il le fera dans le projet de loi qu'il déposera, s'il respecte ses engagements, lors de la prochaine session parlementaire.

On peut cependant déjà, pour essayer de se retrouver dans ce labyrinthe fiscal où l'ésotérisme des termes se cumule avec la complexité des règles, procéder à un examen rapide des rapports Monguillan et Uri. Puis voir la position qu'en tant que socialiste on peut, à mon avis, prendre sur cette question.

Le rapport Monguillan est un matériau à la fois de départ et de compromis. Il passe en revue – le plus souvent il conclut – les points délicats, il laisse les options ouvertes. Le rapport Uri est plus « progessiste » mais, document soumis au vote d'une assemblée composite, il conser-



Une taxation complexe et disparate des profits immobiliers

JEAN MOUGIN/VIVA

ve lui aussi des aspects de compromis.

Ce n'est pas le seul trait commun à ces deux documents. Tous deux proposent de retenir comme base d'imposition non pas les plus-values latentes mais les plus-values réalisées (l'impôt ne sera dû que si le bien est cédé) ; non pas les plus-values nominales mais les plus-values réelles (qui tiennent compte de la dépréciation monétaire) ; non pas les plus-values brutes mais les plus-values nettes (déduction faite de toutes les moins-values enregistrées). Au-delà d'une certaines durée de détention du bien cédé, plus d'impôt à acquitter. Enfin, les deux documents recommandent d'accepter dans certains cas l'étalement du paiement de l'impôt.

Ils comportent

aussi des divergences. L'imposition concerne-t-elle de la même façon toutes les plus-values ? « Oui », répond P. Uri - « Oui mais », répond la Commission Monguillan, réservant le cas de l'or et des objets mobiliers. A quel taux taxera-t-on les plus-values ? Le rapport Monguillan propose de les intégrer à l'impôt sur le revenu et passe en revue la gamme des taux possibles : taux maximum (taux de la branche supérieure de l'impôt sur le revenu auquel le contribuable est assujetti), taux moyen (rapport entre l'impôt acquitté et le revenu imposable), taux forfaitaire. P. Uri retient, lui, le taux maximum avec un plafond et un plancher.

Autre divergence : le rapport Uri propose que soient déductibles du revenu imposable les moins-values nettes qui seraient enregistrées, alors que la Commission Monguillan, sensible à juste titre aux risques de trafic sur les moins-values que cette solution comporterait, ne la retient pas. Je passe sur la question, très importante, des conditions d'entrée en vigueur de la taxation, qui ne sont pas les mêmes dans les deux rapports, pour insister sur la principale différence, qui paradoxalement n'a pas de conséquences concrètes dans le rapport Uri : celui-ci souligne combien il serait souhaitable que l'impôt sur les plus-values du capital soit encadré par un impôt annuel au taux de 1 % sur le capital mais n'en propose pas l'institution. Outre ses aspects fondamentaux d'équité, une taxation annuelle de capital simplifierait beaucoup celle des plus-values. La plus-value réalisée serait la différence entre la valeur de réalisation d'un bien et la valeur à laquelle ce bien aura été comptabilisé lors de l'établissement annuel de l'impôt sur le capital. Cette différence, en cas de cession du bien, s'intègrerait à l'impôt sur le revenu. Mais P. Uri se borne à constater ce fait sans subordonner pour autant le projet d'impôt sur les plus-values à l'imposition du capital.

Les socialistes

qui ont depuis longtemps dénoncé l'iniquité du système fiscal français en faveur du capital, ne peuvent qu'être d'accord sur le principe d'un impôt frappant les plus-values du capital. Pour autant qu'il respecte un certain nombre d'exigences. Le réalisme d'abord : seules devront être prises en compte les plus-values réelles et nettes. L'inflation pénalise les plus faibles ; il serait choquant qu'elle ne soit pas prise en compte dans la détermination des plus-values. La généralité ensuite : toutes les plus-values de tous les biens (y compris l'or et les objets mobiliers) devront être soumises à l'impôt. Une question délicate se pose toutefois pour les titulaires de capitaux modestes : il convient d'éviter qu'ils aient à payer de lourds impôts, par exemple lorsqu'ils vendent leur habitation (changement de travail, départ à la retraite), alors même que cette vente ne leur procurera pas des fonds suffisant pour retrouver un logement analogue. Enfin il faut respecter l'exigence de justice : le système retenu ne devra favoriser ni les titulaires de capitaux importants ni certaines catégories professionnelles par rapport à d'autres.

Or, si le réalisme semble devoir être satisfait par le projet gouvernemental, il n'en va pas de même pour la généralité et la justice. Sans parler de l'or, à

l'égard duquel les deux rapports sont très prudents, les biens acquis par succession ne feront que partiellement l'objet d'une taxation des plus-values. Depuis longtemps, le pouvoir refuse d'accorder à l'administration fiscale les moyens en personnel et en matériel nécessaires. Il entretient la confusion entre le secret des patrimoines et la protection de la vie privée. Dans ces conditions, le contrôle des plus-values risque de demeurer à la fois insuffisant et inégal : rien n'est prévu par exemple pour contrôler véritablement la vente des objets d'art ou des bijoux. Cette prétendue arme absolue aura donc vraisemblablement l'efficacité dune passoire fiscale dont les trous risquent d'être agrandis par les dispositions particulières, prévues en faveur de tel ou tel. Certains biens seront visés. Les autres, plus volatils et plus spéculatifs, demeureront à l'abri de toute imposition.

Quant

à l'exigence de justice, serait-elle vraiment satisfaite par l'adoption du taux de l'impôt sur le revenu

Rien de prévu pour contrôler efficacement la vente des objets d'art



FOTOLIB

(impôt donnant lieu à une fraude considérable) comme taux de taxation ? Avec ce système, un individu déclarant des revenus modestes mais disposant de ressources en capital considérables sera taxé sur ses plus-values à un taux faible, alors qu'un cadre salarié, qui déclare des revenus plus importants, sera imposé plus fortement. Et qu'on n'invoque pas, pour justifier cette « prudence », de prétendues contre-indications économiques (l'effet sur le marché des capitaux) : l'exemple des pays étrangers dans lesquels existe un impôt généralisé sur les plus-values montre la fausseté d'une telle affirmation.

Au-delà de ces aspects techniques, qui en masquent souvent la portée, il s'agit là d'un débat politique essentiel car la nature du système fiscal traduit la façon dont l'Etat est mis au service de telle ou telle classe. L'injustice bien connue du système fiscal français traduit le fait que l'Etat est au service des intérêts d'une classe dominante.

De ce point de vue, il est illusoire de prétendre modifier profondément notre fiscalité par un impôt qui, selon les premières estimations, pourrait rapporter environ 1% des recettes fiscales. Une véritable réforme de la fiscalité supposerait, selon les principes contenus dans le Programme Commun de Gouvernement, une diminution de la part de la fiscalité indirecte, actuellement régressive, par rapport aux impôts directs ; une refonte de chacune de ces deux catégories d'impôts pour les rendre plus équitables ; une redistribution entre fiscalité locale et fiscalité d'Etat ; une lutte véritable pour une meilleure connaissance des revenus et des patrimoines et contre la fraude fiscale, évaluée aujourd'hui à 60 milliards de francs ; enfin l'instauration d'un impôt sur le capital.

Ce dernier

impôt constitue le complément indispensable d'un impôt sur les plus-values. L'impôt sur le capital n'est pas une faculté mais une nécessité ; un impôt annuel, à taux faible, frappant seulement les grosses fortunes. Il n'aurait nullement pour objet de porter atteinte à la propriété, mais facilitant la connaissance des patrimoines, viserait à rétablir une symétrie : puisque le travailleur paie un impôt sur les revenus de son travail en même temps que sa force de travail diminue avec l'effort qu'il fournit, il est légitime que les revenus du capital lui-même soient soumis à l'impôt.

Reste la question essentielle : les français dans leur majorité souhaitent-ils une réforme fiscale aussi profonde que celle que propose la gauche ?

Le Gouvernement, pour écarter les contre-propositions de la gauche invoquera sans doute certains sondages qui montreraient l'hostilité des français à un impôt sur les plus-values ou sur le capital. Mais, d'une part, que le Gouvernement soit logique avec lui-même : s'il croit à la vertu des sondages comme méthode politique, pourquoi propose-t-il un impôt sur les plus-values qui ne recueille pas selon ces mêmes sondages l'adhésion de la majorité ? D'autre part, et surtout, il existe entre le projet du Gouvernement et les propositions de la gauche une différence essentielle qui réduit à néant l'argument gouvernemental : le premier surajoutera à une fiscalité injuste, un nouvel impôt selon des modalités à peine plus justes ; les secondes impliquent une refonte de toute notre fiscalité qui la fasse servir à d'autres intérêts que ceux des privilégiés. C'est donc seulement dans les propositions de la gauche que la majorité des travailleurs peut se reconnaître.

Il est dans la logique socialiste de n'accepter l'imposition des plus-values que dans la mesure où, par elle-même et par la réforme d'ensemble qui l'accompagnerait, elle utiliserait la fiscalité pour une transformation profonde de notre société.

Laurent FABIUS

L'offensive internationale du S.P.D

La Conférence des Partis Socialistes de l'Europe du Sud qui s'est tenue récemment à Paris constitue à certains égards une réponse à l'offensive internationale lancée par le dernier Congrès du S.P.D. Allemand, offensive dont Gérard Sandoz analyse ici les raisons.



Willy Brandt, initiateur de l'Ostpolitik.

C'était à Mannheim, en novembre dernier. La social-démocratie allemande y tenait ses assises. Y assistaient, outre les 450 délégués, des représentants de 38 pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Visiblement, le président du S.P.D., Willy Brandt, avait fait un grand effort pour réunir un tel aéropage international. Le chancelier autrichien Bruno Kreisky, également présent et qui venait de remporter une brillante victoire lors des élections législatives, devait dire à cette occasion : « Le monde a changé depuis que les sociaux-démocrates gouvernent en Allemagne ». Loin d'être ressentie comme une exagération, cette remarque fut considérée, en particulier par les invités venus des quatre coins du monde, comme un hommage à Willy Brandt, initiateur de l'Ostpolitik.

Celui-ci qui, dix-huit mois après sa « chute », avait fait une rentrée très remarquée et qui est redevenu à côté du chancelier Helmut Schmidt, le personnage le plus marquant de la scène politique de Bonn, n'avait point agi au hasard en invitant tant de dirigeants socialistes, socialisants ou simplement « démocratiques et progressistes » du monde entier : il avait un projet très précis à présenter : la création d'une « alliance pour la paix et le progès social ».

De quoi s'agit-il ? Bien que Willy Brandt n'ait répondu à cette question qu'en termes assez vagues, il est possible de s'en faire une idée sur la base des multiples conversations qui ont eu lieu à Mannheim en marge du Congrès social-démocrate. Deux objectifs semblent déterminants pour la démarche du leader social-démocrate. Le premier, de toute évidence, est de dépasser le cadre européen dans lequel se meut l'actuelle Internationale Socialiste, organisme très informel et quelque peu poussiéreux : ... « Cette Internationale, dit Willy Brandt, est essentiellement orientée vers l'Europe et n'a que peu d'adhérents dans le Tiers-Monde. Or, dans ces pays, il y a de nombreux groupes politiques qui souhaitent collaborer avec les socialistes démocrates d'Europe ». Et Willy Brandt poursuit : « Les problèmes qui se posent à l'économie mondiale – en particulier celui des relations conflictuelles entre les pays industrialisés, les pays producteurs de matières premières et les pays en voie de développement très pauvres – dépassent largement le continent européen ».

Le premier objectif est donc, cela apparaît clairement, de porter l'effort sur l'enracinement des idées social-démocrates dans le monde non-européen, pour y « contrer » à la fois les tenants du communisme et du conservatisme, comme l'a clairement laissé entendre Willy Brandt. Mais l'Europe n'est point oubliée dans cette affaire, et elle y tient peut-être, tout au moins pour l'instant, la place essentielle : car il s'agit de toute évidence, d'empêcher que ne mûrissent, en Europe du Sud, les projets d'alliance et de future collaboration gouvernementale entre partis socialistes et communistes. Les leaders sociaux-démocrates allemands suivent en effet avec méfiance et hostilité les tentatives qualifiées de « front populaire » en France, en Italie et en Espagne, après avoir assez activement contribué à les combattre au Portugal.

Il n'y a

pas lieu d'être surpris devant l'attitude et l'initiative de Willy Brandt : l'effort de faire pénétrer les idées social-démocrates dans le Tiers-Monde correspond, nous le verrons, à la politique générale qu'est en train d'élaborer et de développer le gouvernement de Bonn à l'égard des pays en voie de développement. Quant aux efforts pour « contrer » le communisme, ils correspondent, eux aussi, à la démarche globale de la République fédérale, solidement insérée dans le réseau de l'alliance atlantique où Bonn, avec son armée devenue puissante, joue un rôle essentiel. Par ailleurs, l'hostilité profonde de la social-démocratie allemande à l'égard du communisme qui repose essentiellement sur l'existence de la R.D.A., l'Etat allemand communiste, a été récemment renforcée par l'attitude sectaire du Parti communiste portugais d'Alvaro Cunhal.

Mais pour mieux comprendre à la fois l'initiative de Willy Brandt et la politique du gouvernement de Bonn conduit par le social-démocrate Helmut Schmidt, il est nécessaire nous semble-t-il, d'esquisser une sorte de portrait du S.P.D., organisation qui reflète, que cela plaise ou non, l'état d'esprit du mouvement ouvrier allemand.

En premier lieu, il s'agit de constater que toutes les tentatives faites au cours de la longue existence de la social-démocratie allemande pour la faire évoluer vers une attitude révolutionnaire et pour lui faire abandonner son attitude « réformiste » ont été jusqu'ici vouées à l'échec. Au cours de la période qui a précédé la première guerre mondiale la social-démocratie, persécutée par le régime impérial, a pu apparaître à quelques-uns – et à Lénine en particulier – comme une organisation imprégnée d'esprit révolutionnaire. En réalité, la classe ouvrière allemande, représentée par le .S.P.D. et les syndicats, avait comme aspiration profonde d'être intégrée dans la société : c'était le théoricien du réformisme, Edouard Bernstein, qui reflétait le mieux ce désir, et non pas Rosa Luxembourg qui s'est toujours exprimée au nom d'une minorité plus ou moins importante.

On a pu vérifier cette constation, aujourd'hui admise par les historiens les plus sérieux, tout au long de l'existence de la République de Weimar, et après l'échec de la révolution de 1918 : échec dû, non pas à la « trahison » de quelques chefs (il faudrait rejeter, une fois pour toutes, l'explication « policière » de l'histoire...), mais à l'attitude profondément conservatrice de la classe ouvrière allemande qui a toujours préféré le « raisonnable » à « l'aventure ». L'échec du communisme allemand en témoigne également. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le mouvement ouvrier renaît. Avec ses traditions : une organisation, le S.P.D., qui compte actuellement près d'un million de membres et une confédération syndicale avec plus de sept millions de cotisants. C'est un bloc puissant, presque sans fissures et qui tient sa force essentielle de l'adhésion de la majorité de la classe ouvrière, de la plupart des intellectuels et d'une partie non négligeable des classes moyennes.

Sous le régime impérial, la social-démocratie, détestée et considérée comme un corps étranger par la bourgeoisie et les féodaux, fut tenue à l'écart des affaires publiques. Du temps de la République de Weimar, un premier effort d'intégration à la suite de la révolution avortée, fut couronné de succès : il y eut des gouvernements sous direction, puis avec participation social-démocrate. Mais tout s'est terminé avec la période hitlérienne : l'effort d'intégration avait encore une fois fait faillite.

Même mésaventure au lendemain de la fondation de la République Fédérale : Konrad Adenauer, devenu chancelier, avait la même méfiance à l'égard du S.P.D. que jadis ses prédécesseurs à Berlin. Ce bourgeois catholique, représentant direct des grands intérêts industriels et financiers, n'était pas loin de considéré comme des « rouges dangereux » les chefs de la social-démocratie qui, pourtant, avaient fait le maximum pour apparaître comme « raisonnables ». Une fois de plus, « l'intégration » dans la société, tant souhaitée à la fois par les chefs du mouvement ouvrier allemand de même que par la grande majorité de la classe ouvrière elle-même, semblait rejetée dans un avenir incertain.

Mais pas pour longtemps. Sous l'impulsion d'Hervert Wehner, ancien dirigeant communiste allemand, le S.P.D. fit, en 1959, un suprême effort d'adaptation « aux conditions nouvelles de la société moderne ». Ce fut l'adoption du « programme de Bad Godesberg » qui, certes, se réfère encore aux principes généraux du socialisme démocratique, mais qui renonce, pratiquement, à une transformation profonde de la société : « concurrence autant que possible, planification autant que nécessaire », dit ce programme où est en fait approuvé le système de la « libre-entreprise ». « Je m'opposerai à tout programme qui rendrait difficile ou interdirait à la social-démocratie de faire ce qu'elle croit nécessaire lorsqu'elle sera au pouvoir », dira Helmut Wehner.

On connaît

les étapes suivantes : en 1966, lorsqu'une récession frappe l'économie, la démocratie chrétienne, émanation essentielle de la bourgeoisie, appelle au pouvoir, dans le cadre d'une coalition, le S.P.D. Le premier pas vers l'intégration est fait. Et c'est en 1972 la victoire de la social-démocratie et celle de Willy Brandt : un triomphe qui, par ailleurs, reflète la volonté des couches les plus progressives du pays, de prendre congé d'un passé révolu et de « moderniser »



l'effort pour faire pénétrer les idées social-démocrates dans le Tiers-Monde

Guy le Querrec/Viva

l'Allemagne. La social-démocratie est – enfin – « acceptée », bien que toujours avec méfiance, par les représentants des grands intérêts industriels et financiers.

Depuis qu'il est au pouvoir – avec Brandt d'abord, avec Schmidt ensuite – le S.P.D. a toujours tenu compte de quelques « impératifs ». Le premier : la République Fédérale ne saurait à aucun prix se passer de l'alliance avec Washington, insérée qu'elle est, face à l'Union Soviétique et à « l'autre » Allemagne, dans un réseau de défense militaire. Sur ce plan, et à cause de la menace qu'ils sentent planer sur la République de Bonn, les dirigeants sociaux-démocrates sont et resteront « atlantiques ». Rien, sans doute ne les fera dévier de cette attitude.

Mais il est, par ailleurs, incontestable que la République Fédérale, avec son formidable potentiel industriel, technologique et militaire, a su gagner une certaine autonomie quant à sa politique étrangère. L'Ostpolitik de Willy Brandt correspondait, certes, à l'effort de « détente » entrepris par les Américains envers l'Union Soviétique. Mais il ne s'agissait pas uniquement – loin de là – de s'aligner sur Washington, mais également de promouvoir une politique spécifiquement allemande : l'Ostpolitik, c'était, et c'est toujours, l'émanation d'une volonté de paix après le désastre de la dernière guerre. Mais c'était aussi, et c'est toujours, l'effort et la volonté des Allemands de conquérir les marchés à l'Est : « il est important pour moi, à récemment dit Willy Brandt dans une interview, que (...) la République Fédérale parle de sa propre voix dans les capitales de l'Est et qu'elle ne soit pas obligée de s'en remettre à d'autres pour parler à sa place ... »

Sous la direction d'Helmut Schmidt, la volonté de conquérir une plus grande autonomie en politique extérieure est devenue plus éclatante encore. C'est l'Allemagne Fédérale qui tance l'Italie, incapable de mettre « de l'ordre » dans ses finances, et accuse ouvertement Harold Wilson qui ne réussit point à s'opposer aux revendications « démesurées » des syndicats. D'un mot, la République Fédérale, bien qu'elle-même durement frappée par la récession, agit en tant que « puissance d'ordre » et a recours à une diplomatie assez « musclée » qui ne se limite pas à l'Europe. Bonn a conquis une influence politique croissante en Méditerrannée et au Proche Orient grâce à des crédits et des investissements importants. Dans le Tiers-Monde, la République Fédérale a pris pied récemment et dépasse de loin la France et les autres pays européens sur le plan de la pénétration économique et financière. Conscients de leurs « responsabilités », les dirigeants allemands, suivant les consignes d'Helmut Schmidt, prêchent aux pays du Tiers-Monde la nécessité de la « raison » pour « préserver le monde d'un bouleverse-

ment désastreux ». Sans aucun doute, le chancelier et ses collaborateurs sont bien conscients du fait que l'Allemagne Fédérale est aujourd'hui la première puissance européenne. Et cela explique, tout au moins en partie, la démarche de Willy Brandt qui insiste partout sur la nécessité de « décourager les aventures » : en Europe et dans le Tiers-Monde. Le S.P.D. joue la carte de la « stabilisation mondiale ».

Une telle

politique ne saurait être pratiquée sans une base solide dans les frontières du pays. Nous avons mentionné le bloc puissant que forment le S.P.D. et la Confédération Syndicale (D.G.B.). Mais il faut ajouter que la politique du S.P.D. inaugurée par le « programme de Bad Godesberg » a eu des conséquences très importantes : aujourd'hui les dirigeants du S.P.D., et en particulier le chancelier Schmidt, admettent très franchement qu'il ne s'agit plus, pour eux, de promouvoir un projet spécifiquement socialiste mais tout au plus d'atténuer quelques injustices sociales. La récession actuelle n'a pas amené les leaders du S.P.D. à pratiquer une révision de cette attitude, mais, tout au contraire à demander à la classe ouvrière – mais non point aux classes possédantes – un « effort supplémentaire ». Ainsi, les syndicats dirigés par des sociaux-démocrates se sentent-ils obligés de « modérer » leurs revendications. Les conventions collectives récemment négociées prévoient toutes – sans exception – une diminution du salaire réel.

Il semble bien que cette politique d'où toute vision socialiste, même modérée, est absente, ne soit pas sérieusement contestée par la « base ». Au récent congrès du S.P.D. à Mannheim, les jeunesses socialistes, les « Jusos », étaient nettement en perte de vitesse. Leurs revendications – essentiellement une série de nationalisation, un contrôle des investissements et un impôt sur le capital – n'étaient défendues que par une minorité de participants. C'est un signe : il y a deux ans encore, la direction du S.P.D. avait toutes les peines du monde à affronter les assauts des « Jusos » condidérées alors comme les « promoteurs de la social-démocratie de 1980 ».

Comment expliquer cette régression ? Sans aucun doute, le chômage (plus d'un million de chômeurs et plusieurs centaines de millions de travailleurs condamnés aux horaires réduits) ne favorise-t-il guère les courants les plus progressistes au sein du S.P.D. Mais ce seul fait n'explique pas tout, et même pas la perspective des élections législatives de 1976 qui, naturellement, renforce la cohésion face à un adversaire décidé à mettre fin au règne gouvernemental de la social-démocratie.

Ce qui est

plus fondamentalement en cause, nous semble-t-il, c'est la « structure intégrée » sur laquelle repose le mouvement ouvrier allemand. L'exemple de la cogestion pratiquée outre-Rhin est, à cet égard, tout à fait significatif. Il s'agit d'une part, de déléguer le maximum de représentants syndicaux dans les Conseils de Surveillance des grandes entreprises pour – tout au moins théoriquement – aboutir à diminuer la puissance des industriels et à augmenter les pouvoirs des travailleurs. Mais la pratique, acceptée par la « base », est bien différente. Elle revient à instituer une collaboration étroite entre patrons et représentants syndicaux qui, finalement, repose sur l'acceptation mutuelle du *statu quo*. Il faut cependant souligner que la présence de millions de représentants syndicaux dans les Conseils de Surveillance des grandes entreprises est assez mal vue par la plupart des patrons : car « objectivement », elle pourrait devenir une source de « contestation ».

Sur ce plan, et excepté quelques « bavures », il y a accord entre le S.P.D. et les syndicats. Dès lors que ces deux partenaires essentiels du mouvement ouvrier allemand acceptent « l'intégration » et refusent la possibilité d'un bouleversement des structures de la société, leur politique correspond au bon sens : car comment avancer des revendications « déraisonnables » au moment où Helmut Schmidt déclare que le système de la « libre entreprise » est le meilleur qui puisse se concevoir ? Jamais, à aucun moment de sa longue histoire, la social-démocratie allemande n'a pratiqué une révision aussi déchirante de ses anciennes doctrines. Car, dans le passé, et tout en recherchant une « intégration », maintenant réalisée, elle a éu soin de sauvegarder un certain langage socialiste et de se référer à des valeurs en opposition à celles qui ont cours dans la société industrielle.

Et ce n'est nullement un hasard s'il y a, au sein de la social-démocratie allemande, un « déficit théorique », comme l'admettent franchement les dirigeants du S.P.D. En dehors des travaux publiés ces dernières années par les « Jusos » et qui concernent essentiellement les structures du néo-capitalisme ainsi que les problèmes du « cadre de vie », aucune étude théorique sérieuse des penseurs officiels du S.P.D. n'est venue éclairer les militants sur les questions du socialisme de nos jours. « Déficit » grave de la part d'une organisation qui, naguère, avait compté un certain nombre de théoriciens remarquables dans ses rangs...

« On ne peut faire que ce qui est faisable » : c'est la phrase favorite du chancelier Helmut Schmidt, vice-président du S.P.D. Et cette attitude, partagée peu ou prou, par la grande majorité des militants et par celle de la classe ouvrière, reflète bien la démarche actuelle de la social-démocratie allemande, démarche qui ne paraît guère pouvoir être modifiée à court terme.

Gérard SANDOZ



Angola : La guerre fratricide

Spécialiste des problèmes de l'Afrique, Yves PERSON analyse ici sans complaisance les forces ethniques et politiques qui s'affrontent aujourd'hui en Angola.

Quand en janvier 1975, à Lisbonne, je parlais de l'Angola avec des camarades portugais et angolais, nous éprouvions une crainte et nous exprimions un espoir. La crainte était que le MPLA ne soit totalement écrasé par le FNLA dès la proclamation de l'indépendance. L'espoir était qu'il se réconciliât avec l'UNITA, afin d'équilibrer la force de son rival principal. La crainte paraît aujourd'hui sans fondement mais l'espoir n'a pas eu de suite. Un an après, il est devenu concevable que le MPLA, seul, puisse s'imposer militairement à la totalité de l'Etat angolais. Dans la perspective de la libération rapide du sol du continent et dans celle d'un socialisme autogestionnaire, qui est le seul projet permettant à l'Afrique d'échapper au nationalisme étatique et à la dépendance, faut-il s'en réjouir ?

Pour beaucoup, la réponse est oui sans hésitation, à moins de trahir tout esprit progressiste. Le politicologue américain Immanuel Wallestein vient de le proclamer avec force dans « Jeune Afrique ». L'essentiel est cependant de ne pas donner à la théorie le pas sur l'histoire et il convient donc d'examiner les faits avec scrupule avant de se prononcer.

Dans sa propagande le MPLA se présente comme la seule force progressiste et socialiste, sans aucune compromission avec l'impérialisme mondial. Il serait donc l'avant-garde révolutionnaire du peuple angolais, le seul mouvement qui le représente dans son ensemble car il est vierge du péché mortel de « tribalisme ».

La sincérité des dirigeants du MPLA, leur volonté et leur courage ne sont pas à mettre en doute. Mais il faut dire clairement qu'il s'agit d'un parti d'appareil de type stalinien et qu'il ne représente qu'une minorité du peuple angolais. Il a été constitué par des métis et « assimilados », écartés des valeurs populaires par le système colonial portugais, encore plus assimilateur que le français, et formés à Lisbonne par le Parti communiste portugais, alors clandestin. Cela n'enlève rien au mérite de ses membres. Mais il faut admettre qu'ils ont une vision mécaniste et déterministe du monde, ce qui les remplit d'arrogance intellectuelle – et qu'ils ont une pratique politique centraliste et autoritaire. Ce parti n'a jamais pu reconnaître le droit de tendance et depuis sa création en 1956, il n'a pas cessé d'exclure les déviants. D'abord le groupe du grand poète Mario de Andrade, premier leader du parti, et plus proche que beaucoup des valeurs populaires : il a écrit une partie de son œuvre littéraire en langue kimbundu. Puis la tendance maoïste de Viriato da Cruz, qui a été mourir en exil à Pékin – ce qui a poussé la Chine à donner son appui au FNLA.

Enfin, faute majeure, à la fin de 1974, le MPLA a rompu avec Daniel Chipenda, le seul chef de guérillas efficace qu'il ait jamais eu et qui a été suivi, sans aucune défection, par les hommes de la « Révolte de l'Est », quand il a décidé de passer chez Holden Roberto.

Contrairement au FROLIMO ou au PAIGC, qui ont toujours tenu la balance égale entre Russes et Chinois, le MPLA, depuis l'exclusion de Da Cruz, a recherché exclusivement l'appui de Moscou. Cette tendance a été le fait du docteur Agostinho Neto, personnage étrange, fils de pasteur protestant, ferme et autoritaire, qui ne parle aucune langue africaine bien qu'il soit de pure race noire, et du principal idéologue du parti, le métis Lucio Lara, fils d'un riche planteur de sucre de la région de Huambo (anciennement Nova Lisboa).

Le MPLA

traite ses adversaires non seulement de complices de l'impérialisme, mais de « tribalistes », injure grave dans la perspective du nationalisme étatique qui ravage la nouvelle Afrique. L'arrogance idéologique du MPLA lui donne à son avis le droit exclusif de se définir et de définir les autres. Mais ceux-ci le lui rendent bien et accusent les gens de Neto d'être « tribalistes » en se défendant de l'être. En fait, en Angola comme partout en Afrique, la réalité profonde du peuple est celle non pas des tribus, mot dont l'usage ici est totalement impropre, mais des ethnies ou plutôt des nationalités.

Vouloir en nier l'existence pour se fixer sur les Etats découpés arbitrairement par le colonisateur, c'est vouloir prendre la suite de celui-ci en poursuivant l'ethnocide, l'aliénation et l'oppression du paysan, c'est-à-dire de 90 % à 95 % des travailleurs.

Bien sûr, ces nationalités ne sont pas socialement homogènes, mais la contradiction majeure est celle qui oppose la masse des travailleurs, vivant dans leur culture, à une bourgeoisie, économique ou bureaucratique, formée surtout de métis ou d'assimilados, largement ralliés à la culture du colonisateur et posant sur le paysan le regard méprisant de l'Autre (1).

Et pourtant, dans cette perspective, le MPLA n'est pas moins « tribaliste » que les autres, sauf en ce qu'il rallie la plus grande partie de la bourgeoisie de métis et d'assimilados. Comme ceux-ci sont en très grande majorité originaires de l'ethnie Mbundu, c'est essentiellement celle-ci qui se reconnaît massivement dans le MPLA, qui n'est vraiment implanté que dans son domaine géographique. Celui-ci comprend il est vrai la capitale Luanda et il est certain que les masses misérables qui s'y pressent s'identifient en grande majorité au MPLA. Mais, au total, cela ne fait pas plus de 25 à 30 % de la population de l'Angola, concentrée à vrai dire dans la zone la plus anciennement occupée et la mieux tenue par les portugais.

Cela explique peut-être l'impuissance remarquable du MPLA à organiser des guérillas, après l'émeute urbaine qui fut écrasée en février 1961. Ce n'est qu'à Cabinda, tardivement, grâce à l'appui de Brazzaville, qu'il put faire quelque chose. Il y a cependant une exception remarquable : celle de la puissante « Révolte de l'Est » organisée à partir de 1968 par Daniel Chipenda, jusque-là célèbre comme footballeur. Mais Chipenda jouait du réflexe ethnique des Tshokwe et on verra en 1974 que l'adhésion politique ne comptait pas pour ces hommes.

Il est

certain que celui qui, malgré ses protestations, prête le plus le flanc à l'accusation de « tribalisme » est le FNLA. Il a derrière lui la quasi totalité du peuple Bakongo, mais lui seul – c'est-à-dire l'angle nord-ouest de l'Angola et 15 % au plus de la population. Partagés par l'arbitraire colonial entre le Congo, le Zaïre, et l'Angola, les Bakongo sont les héritiers de l'un des plus illustres royaumes de l'ancienne Afrique, et ils en sont conscients. Ils ont résisté avec une violence particulière à la conquête portugaise qui ne s'est achevé qu'en 1915 et beaucoup ont alors émigré au Zaïre (Congo Belge). Au demeurant, ils ont toujours essayé d'ignorer la frontière arbitraire et poreuse qui les sépare de leurs frères du Nord. Pendant toute la période coloniale, fortement marqués par les protestants qui ont fait du Kikongo une excellente langue littéraire, ils ont tourné le dos à Luanda, leur véritable métropole étant Kinshasa. Leur langue de communication est surtout le français, très peu sachant bien le portugais. En fait, ils ne se considèrent pas comme Angolais. Mal-

gré ses protestations, c'est certainement le cas de leur leader, Holden Roberto, dont le nom vient du pasteur qui a converti sa famille à la fin du siècle dernier.

Membre de la famille royale de l'ancien Congo, ce brillant jeune homme a été préparé comme candidat au trône par les protestants – donc par le Parti anti-portugais. Ami de Nkrumah et de Lumumba, il a bientôt trouvé tout cela un peu vieillot et s'est efforcé de passer au nationalisme moderne en fondant en 1957 l'U.P.N.A. (Union des Populations du Nord de l'Angola), qui s'est transformé en 1959 en U.P.A. (Union des Populations de l'Angola), puis en 1962 en F.N.L.A. (Front National de Libération de l'Angola). Roberto parle mal le portugais et l'un de ses problèmes est de trouver dans son entourage assez de gens compétents dans cette langue pour alimenter sa propagande. Ce sont ses gens qui ont lancé en mars 1961 la grande insurrection du Nord, marquée par un terrible massacre de colons blancs et surtout de contratados (travailleurs forcés).

Malgré des revers, cette révolte n'a jamais pu être réduite par les Portugais, ce qui explique que l'O.U.A. ait reconnu le groupe de Holden comme Gouvernement en exil de la République d'Angola de 1964 à 1972. Mais elle n'a jamais pu déborder de la Zone Bakongo, où l'influence de Roberto est presque exclusive, et en dehors de laquelle elle est nulle (sauf chez les rares Bakongo établis à Luanda).

Bien qu'il ait parfois prononcé le mot de socialisme, Holden se veut surtout nationaliste africain. Il a certainement été soutenu depuis 1962 par les Américains soucieux de préparer la relève du Portugal. Une alliance matrimoniale le lie à Mobutu, si bien que le Zaïre, où les réfugiés Bakongo étaient ionnombrables depuis 1962, lui a fourni une base sûre. Les Chinois ne l'ont appuyé qu'après l'élimination des maoïstes par le MPLA.



Holden Roberto, leader du FNLA SYGMA

L'UNITA

est le moins connu des trois mouvements et le plus controversé, car il a fait l'objet des attaques les plus violentes du MPLA. Jonas Savimbi, brillant élève des missions protestantes du pays Ovimbundu (Huambo, anciennement Nova Lisboa), a reçu une formation universitaire à Genève. Après avoir songé à rejoindre le MPLA, il se rallie en 1964 au FNLA mais le quitta dès 1966 en raison d'oppositions personnelles mais aussi doctrinales à Roberto, car Savimbi se situe dans une perspective socialisante beaucoup plus à gauche. L'opposition est également ethnique : Les Ovimbundu qui représentent la base principale de Savimbi, n'ont pas oublié les horribles massacres qu'ont subi leurs travailleurs forcés lors de l'insurrection de 1961 : ils détestent les Bakongo.

Les Ovimbundu représentent à eux seuls près de la moitié de la population de l'Angola, ce qui explique qu'ils aient particulièrement souffert du travail forcé. Après avoir fondé l'UNITA, en 1966, Savimbi est le seul des grands leaders qui se soit installé en territoire angolais pour diriger directement la résistance. C'est ce qui l'a fait accuser de collaboration avec les Portugais. Il avait pour lui d'être soutenu par un peuple important, qui se reconnaissait en lui. Mais, loin de toute frontière et sans appui extérieur, il dut faire preuve de prudence et sa guérilla fut moins spectaculaire que celle de Roberto. Il a certainement négocié avec l'ennemi, en menaçant de couper le chemin de fer du cuivre qui va du Sheba (nouveau nom du Katanga) à Lobito. Il a obtenu cependant le soutien de Keneth Kaunda et de la Zambie, mais la route qui y menait était longue. Or, dès 1968, Chipenda, avec sa « Révolte de l'Est », s'est efforcé de la couper. Dès lors, il y a eu plus de combats entre le MPLA (Chipenda) et l'UNITA, qu'entre ces deux mouvements et les Portugais.

Le MPLA a accusé Savimbi d'être un agent de la PIDE, mais aucun document n'a été publié pour le confirmer bien que les archives de cet organisme soient depuis mai 1974 aux mains d'une commission dominée par le P.C. Par contre, on connaît une lettre de 1972 dans laquelle Savimbi offrait au général portugais commandant la région Est son aide militaire contre le MPLA – ou plus précisément contre Chipenda. Bien qu'elle ait été démentie, cette lettre est vraisemblable si l'on considère qu'il était vital pour l'UNITA de garder ouvertes les routes vers ses bases de Zambie que Chipenda lui disputait. Inversement, pendant des années, Savimbi a fourni tout l'appui possible au SWAPO qui organisait la guérilla en Namibie contre les forces sud-africaines. C'est se moquer du monde que de le qualifier rétrospectivement d'agent de l'Afrique du Sud en raison des développements de ces derniers mois.

Quoi qu'il en soit, la décolonisation est venue alors que l'UNI-

TA, isolée au centre du pays et sans appuis extérieurs, était de loin le plus faible militairement des trois mouvements. Mais, politiquement, il avait certainement tout le sud et le centre du pays derrière lui, soit 55 à 60 % du peuple. L'influence de Savimbi ne se limite pas en effet au pays Ovimbundu, elle est sensible dans tout le sud et l'ensemble des Humbe, Ovambo et Guanguela, proches parents des premiers.

Il y a aussi le MLEC, Mouvement de Libération de l'Enclave de Cabinda. Sans le dogme absurde des frontières sacrées issues de la colonisation, ce petit pays devrait être rattaché au Congo, peuplé des mêmes nationalités et Brazzaville l'a effectivement revendiqué jusqu'au jour où, par solidarité révolutionnaire, il s'est effacé devant le MPLA. Cependant ce mouvement n'est nullement une création artificielle des pétroliers. Le pétrole a été trouvé en 1966. Or, le manifeste du nationalisme Cabindais, dû à Domingos José Franque, père du leader actuel, date de 1950 (Nos os Cabindas). Gênés par le voisinage des Français et des Belges, les Portugais ont relativement bien traité les Cabindais, leur épargnant le travail forcé et développant l'enseignement. Il s'est ainsi constitué une bourgeoisie commerçante, établie de Pointe Noire à Brazzaville et Kinshasa et méprisant profondément les Angolais, en rappelant que leur pays était un protectorat et que ses liens avec le Portugal datent seulement de 1886. Les premiers actes de résistance, liés à une religion syncrétiste, le lasysme, datent de 1959-60. Le mouvement s'est constitué en 1962. Par la suite est venu le pétrole, ce qui l'a renforcé et il est clair que M. Franque voudrait faire de son pays un émirat pétrolier. On peut penser que la masse du peuple est derrière lui, comme cela était apparent avant que le MLEC ne soit chassé de l'enclave au début de 1975 par les forces du MPLA venant de la R.P. du Congo.

Pendant la première phase de la décolonisation portugaise, à la fin de 1974, les autorités de Luanda, tout en maintenant une hositilité au FNLA, favorisèrent politiquement, mais non militairement, l'UNITA, dont l'emprise fut confirmée sur la majorité du pays.

Par contre les accords d'Alvor paraissaient faire la part belle, militairement, à Holden Roberto, ce qui explique nos craintes d'il y a un an. Les trois mouvements devaient disposer de forces égales en Angola, mais le voisinage du Zaïre permettait au FNLA de disposer à proximité de renforts considérables qui pouvaient à tout instant traverser la frontière. Par l'intermédiaire du président Mobutu, les aides chinoise et surtout américaine venaient sans peine. La seconde prenait de l'ampleur dès le printemps.

Entre la puissance militaire du FNLA et le poids démographique bien supérieur de l'UNITA, l'avenir paraissait bien sombre pour le MPLA. En excluant Daniel Chipenda, il venait de perdre la seule force de guérilla sérieuse qu'il ait jamais eue, en dehors de Cabinda. La logique géographique eut voulu que Chipenda se ralliât à Savimbi, mais les deux groupes s'égorgeaient depuis trop longtemps et c'est à Holden que s'affilia la « Révolte de l'Est ». Comme un accord FNLA-UNITA était contre nature, le seul espoir était un rapprochement MPLA-UNITA, ce que mes



SYGMA

Mercenaires blancs entraînant des hommes du FNLA

interlocuteurs souhaitaient généralement.

Les choses

changèrent avec la nomination de l'amiral Rosa Coutinho comme haut commissaire en Angola, admirateur particulièrement fervent de Salazar et qui venait d'effectuer une reconversion totale. Il mit aussitôt tout son poids derrière le seul MPLA, lui transférant les stocks militaires de l'armée portugaise à mesure que celle-ci se retirait et démobilisant à son profit les troupes noires. Parmi celles-ci se trouvaient les Forcas Especiais, c'est-à-dire les ex-gendarmes de Tschombé. Spécialistes redoutables de la lutte anti-guerilla dans la zone des diamants (près d'Henrique de Carvalho), ces adversaires de Chipenda rejoignaient ainsi le MPLA au moment où la « Révolte de l'Est » le quittait. Nous savons à présent qu'une certaine aide soviétique vint aussi assez tôt, faisant sortir le MPLA de son tragique isolement.

Cela explique, sans la justifier, la politique intransigeante qu'adopta alors Neto, dont on jugea bien à tort que l'arrogance était suicidaire. Fort de l'appui des Portugais et des masses populaires de Luanda, le MPLA le prit de haut avec l'UNITA. Savimbi signa cependant deux accords mais ne put les faire accepter aux siens et se trouva à contre-cœur obligé de se rapprocher du FNLA. Ensuite, en deux étapes (en mai puis en juillet), Neto viola froidement les accords d'Alvor en expulsant par les armes ses partenaires de la capitale sans que les Portugais, qui en avaient encore les moyens, réagissent. Il s'efforça ensuite d'établir des points de contrôle sur l'ensemble du territoire. Le ralliement massif de la bourgeoisie de métis et d'assimilados mettait en outre à son service la plupart des rares cadres intellectuels de l'Angola.

C'est alors, semble-t-il, sans doute en août ou septembre, que Savimbi, qui, contrairement au FNLA, ne recevait toujours pas d'aide extérieure, qui manquait de cadres éduqués et qui avait perdu l'accès aux frontières du Zaïre et de la Zambie, accepta l'aide que lui offrait l'Afrique du Sud et organisa la colonne de mercenaires qui allait lui permettre de reprendre en octobre le terrain perdu en juillet, mais aussi de se déconsidérer devant l'opinion africaine.

Logiquement, le MPLA, qui ne contrôlait que sa zone ethnique, Luanda et le pays Mbundu, ainsi que le Lunda, pays des diamants tenu par les Katangais, devait être écrasé dès que le départ des derniers Portugais laisserait le champ libre. On sait comment l'intervention massive des armes soviétiques et de combattants cubains, allait au contraire lui donner une supériorité militaire écrasante. Ainsi, non seulement la menace de destruction qui pesait sur lui est-elle définitivement écartée, mais elle est reportée sur ses voisins car une conquête totale de l'Angola par les armes devient désormais possible. L'effet psychologique catastrophique de l'intervention sud-africaine aux côtés de l'UNITA a grandement renforcé la force morale du MPLA dont on tend à oublier l'exclusivisme rigide et la position minoritaire.

Quel jugement

un socialiste, attaché à la libération rapide de l'Afrique méridionale, mais aussi à l'avènement d'un véritable socialisme autogestionnaire, fondé sur la base paysanne, peut-il porter sur cette situation ? Quelles que soient les réserves que l'on puisse faire sur le MPLA, dont je n'ai caché aucune faiblesse, il me semble que l'on ne peut pas refuser de lui accorder un soutien, à condition qu'il soit extrêmement critique. Tous les mouvements de libération de l'Afrique portugaise ont fait bloc derrière lui, ainsi que Nyéréré dont la sympathie pour la Chine n'est un mystère pour personne. L'écrasement du MPLA aurait été une défaite grave pour la libération de l'Afrique, sans parler du bain de sang inévitable à Luanda, dont la population le soutien massivement.

On ne peut cependant pas reconnaître le MPLA comme l'unique représentant, auto-proclamé, du peuple angolais, dont moins du tiers est sans doute derrière lui. Si des élections réellement libres avaient lieu actuellement dans l'ensemble du pays, il est à peu près certain que l'UNITA à elle seule recevrait plus de la moitié des voix. Mais la masse angolaise n'a pas été formée à la démocratie et Neto espère qu'elle se ralliera au plus fort s'il gagne militairement, comme il peut le faire. L'Afrique du Sud ne peut pas se maintenir sans indigner toute l'Afrique et aucune force équivalente ne viendra équilibrer l'intervention cubaine.

Mais un Etat angolais dominé par une minorité usant de la force, et ravagé par les guérillas serait un repoussoir et ne fournirait pas une base adéquate pour la libération du Sud.

Il me semble donc qu'il faut obtenir le départ à la fois des Cubains et des Sud-Africains et revenir au compromis MPLA-UNITA qui paraissait possible et souhaitable voici un an. On ne peut pas demander à l'UNITA, qui sait que la majorité du peuple est derrière elle, de capituler purement et simplement. Et, si elle est écrasée militairement, on peut craindre que la résistance qui se prolongera, ne brouille les cartes pour longtemps. Mais personne ne peut supposer que Savimbi supporterait les Sud-Africains un jour de plus, s'il n'était pas menacé par une force supérieure. Par contre, aucun compromis n'est possible avec le FNLA. Marginal et à peine angolais, celui-ci n'aurait pu s'imposer au pays que par une supériorité militaire écrasante, qu'il possède moins que jamais. Pour éviter la sécession du nord, l'Etat angolais devrait accorder la plus longue autonomie à la zone de langue Kikongo.



Agostinho Neto, leader du MPLA

Enfin, si un Etat angolais réellement démocratique peut s'établir autrement que par l'écrasement militaire de la majorité par la minorité, son premier devoir, comme celui du Mozambique, sera d'aider à la libération de l'Afrique méridionale en évitant, si possible, un bain de sang.

La première étape serait la Namibie et là, l'Angola peut beaucoup. On sait que l'Afrique du Sud détient illégalement ce territoire, dont elle refuse l'accès au haut commissaire des Nations-Unies. Or la frontière sud de l'Angola est particulièrement scandaleuse : elle dépèce en deux parties à peu près égales la nationalité Ovambo, qui est la principale de Namibie. Race martiale, les Ovambo du Nord ont opposé une résistance héroïque aux portugais jusqu'en 1915, sous la direction du fameux roi Mandume.

Une fois vraiment libéré, l'Angola démocratique devrait à mon avis renoncer solennellement au dogme scandaleux et ultra-réactionnaire du caractère sacré des frontières coloniales. Il devrait sans attendre concéder à la Namibie le pays Ovambo du nord, c'est-à-dire la zone située entre Cunene et Cubango au sud du 16°. Le haut commissaire des Nations-Unies s'y installerait aussitôt et le voisinage de cette zone libérée rendrait vite intolérable la position des sud-africains.

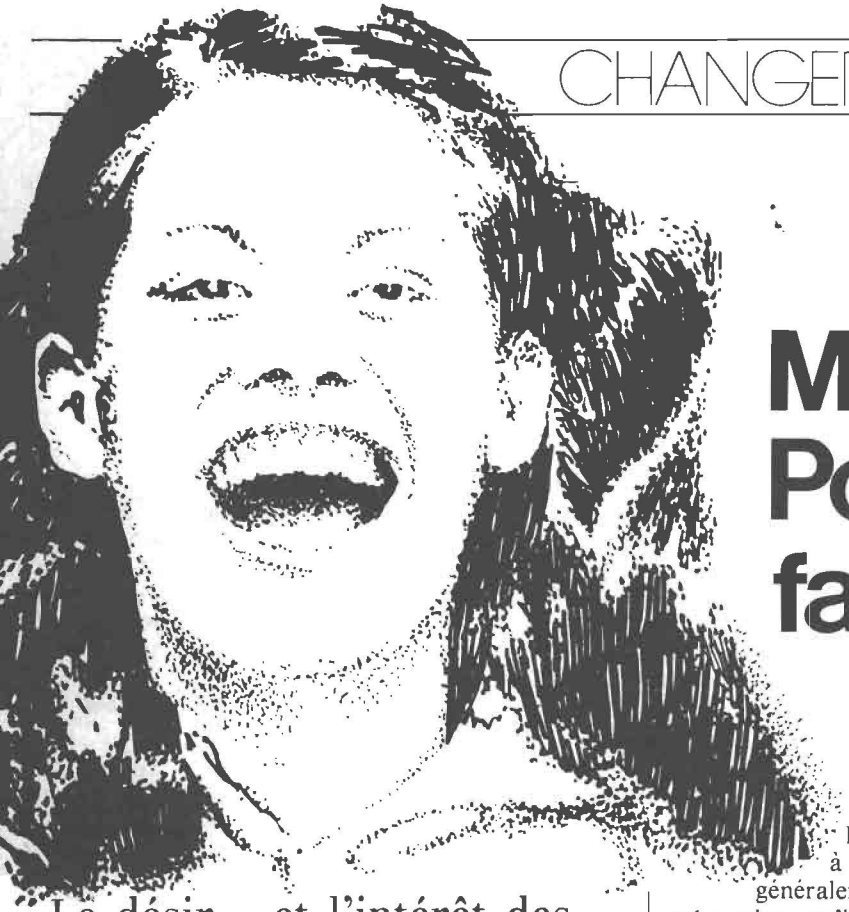
L'Angola

est actuellement ravagé par les interventions étrangères, mais celles-ci n'auraient pas été possibles sans la division des Angolais, qui découle d'une déviation fondamentale, malheureusement fort répandue à travers l'Afrique. C'est l'arrogance de petits groupes dirigeants qui prétendent, quelque soit leur idéologie, monopoliser le pouvoir, sans tenir aucun compte des aspirations et des besoins du peuple paysan qu'ils méprisent et qu'ils traitent parfois encore plus durement que le colonisateur. Les rapports avec la masse des travailleurs, c'est-à-dire avec ceux qui vivent l'identité collective du peuple, doivent être la pierre de touche qui permet de juger un régime africain.

Si le MPLA s'inspire de ce principe, il est possible que la crise actuelle lui soit salutaire et qu'il cesse vite d'être minoritaire. La mobilisation en masse du peuple de Luanda donne un caractère nouveau à son armée, qui n'est plus l'héritière du pouvoir portugais. Dans une inévitable improvisation, des réformes économiques et sociales importantes sont en cours. Les assimilados feront-ils l'effort nécessaire pour cesser de regarder leur peuple et sa culture avec le mépris du colonisateur ? Dans ce cas, les masses pourront se rallier à eux et pas seulement en pays Mbundu. Mais il faut renoncer à l'orgueil et à la démesure qui font croire que la force règle tout.

Yves PERSON

(1) Quand le MPLA a expulsé de Luanda les gens du FNLA, il a convoqué la presse pour lui montrer des membres humains qui auraient été trouvés dans les frigidaires des vaincus. Une doctoresse, ayant déclaré qu'il s'agissait de pièces d'autopsie qu'on venait de lui enlever, fut aussitôt arrêtée et l'hôpital se mit en grève, en vain, pour obtenir sa libération. Cette anecdote montre évidemment que, pour le MPLA, contrairement à Gramsci, ce n'est pas la vérité qui est révolutionnaire. Elle montre surtout que ses militants sont issus d'un groupe social aculturé, pour qui la masse paysanne est formée de barbares grossiers, d'anthropophages.



Militer: Pourquoi faire?

Le désir... et l'intérêt des partis politiques est d'avoir le plus d'adhérents possible. Encore faut-il savoir les accueillir, les mettre en confiance. Le problème n'est pas si anodin qu'il paraît. L'image offerte par un parti à ses adhérents, ne préfigure-t-elle pas le visage de la société lorsqu'il l'aura changée ? Daniel Mothé ouvre ici un débat qui concerne provisoirement le Parti socialiste dans la mesure où celui-ci se veut autogestionnaire.

L'adhésion des gens à un parti ne se fait pas généralement en fonction des connaissances exhaustives qu'ils pourraient avoir sur les positions politiques du parti auquel ils adhèrent. Ces positions sont très nombreuses. Les nuances, difficiles à saisir, demanderaient des années à temps plein pour être connues et comprises. Même en supposant qu'on le puisse, il faudrait recommencer très vite puisque les positions des partis changent avec le temps, les évènements et s'augmentent continuellement de nouveaux problèmes.

L'attirance ou l'adhésion vers un parti, se fait pour des motifs souvent vagues ; le discours n'y tient qu'une très faible place ou pas de place du tout. On adhère, parce qu'on aime la manière courageuse dont un leader a mené telle action, parce qu'on investit dans ce parti, les désirs et les souhaits d'une autre manière de vivre. On pense que ce dernier détient de nouvelles formes de relations humaines, de nouvelles méthodes d'organisation de la société, etc... On se politise ensuite, en se documentant sur le contenu logique du discours. Puis on rationnalise son adhésion, soit pour la justifier, soit pour le contenu cognitif du discours politique permettant de comprendre ou d'expliquer des faits et des évènements.

Mais, il ne reste qu'un nombre restreint des gens qui, après avoir suivi la première démarche, consentent à suivre la seconde. Les partis politiques en France sont des « passoires ».

Les seules statistiques connues, celles du P.C., doivent correspondre à celles des autres partis – je ne parle évidemment pas des partis sans militants (partis conservateurs) dans lesquels, seule la première démarche est obligatoire ; la fonction militante étant remplie par des fonctionnaires ou des contractuels – Si les partis, se réclamant du socialisme, sont exigeants avec ceux qui les rejoignent, c'est qu'ils prétendent offrir davantage de satisfactions. Lorsque les socialistes parlent de changer la vie des gens dans une autre société, cela ne se réduit pas, en général, au prix du camembert, au nombre de crèches et de prisons. Changer la vie, c'est aussi changer les rapports sociaux entre les hommes, établir des liens affectifs, absents dans cette société. Cela ne signifie pas l'augmentation du nombre d'institutions existantes mais leur modification profonde, afin de rendre de meilleurs services aux citoyens. C'est introduire des notions, telles que le respect, la fraternité, la dignité de l'homme, etc...

Il est vraisemblable que les gens qui entreprennent une démarche vers un parti en y adhérant, le font pour des raisons de ce type. De plus, ils investissent dans leurs attentes, leurs propres fantasmes et leurs propres désirs qu'ils espèrent retrouver dans le groupe.

La question n'est pas de savoir si les gens adhèrent pour ces raisons – puisque notre propagande va dans ce sens – mais pourquoi ils ne restent pas. On peut toutefois objecter qu'il existe peut-être un décalage entre le discours sur le changement de la vie et l'image de notre propre vie à l'intérieur du parti. Décalage dévoilé, pour la première fois, dès que le nouvel adhérent en franchit la porte. L'image de la société socialiste autogérée offerte dans notre propagande est sans doute trop forte, trop outrée en comparaison de la vie existante à l'intérieur de nos sections. Ou alors, l'image que nous donnons de nous-mêmes, n'est pas différente de celle des autres sociétés ou associations, politiques, culturelles ou sportives. Ce décalage entre les attentes que nous suscitons et le comportement dans les sections, provoque une sorte de scepticisme et rend la partie audible de notre discours totalement abstraite et inopérante. Pour être crédible, notre discours politique sur le changement de la vie devrait, au moins avoir une ébauche de réalisation dans le parti qui s'en fait le promoteur. Au fond, il semble bien que ceux qui viennent, aimeraient voir un petit bout de cette vie que nous voulons changer. Devant cette perspective, certains marxistes présentent une objection que je voudrais brièvement réfuter : d'après eux, vivant dans une société d'aliénation, il nous serait impossible de nous extraire volontairement de sa culture aliénée et d'offrir un autre mode de vie dans cet ilot socialiste que serait le parti. Autrement dit, ce dernier n'est qu'une association ayant les mêmes règles que n'importe quelle association. Il ne peut avoir aucune originalité, quant à la manière de fonctionner ou de se comporter. Sa seule originalité résiderait dans son discours et son idéologie. On peut alors se demander, pourquoi l'idéologie socialiste serait la seule à pouvoir échapper aux forces corrosives de l'aliénation de notre société ? Pourquoi l'idéologie aurait le privilège de sortir intacte, d'être originale ? Pourquoi pas... la manière de faire l'amour ou celle de se comporter avec les crocodiles ! Laissons ces questions aux exégètes de nos arrières grand-pères. Prétendre que notre manière de changer la vie n'apparaît pas dans notre organisation politique, n'est pas tout-à-fait exact car il n'y a pas que les adhérents qui quittent le parti, il y a ceux qui restent : un certain nombre. Ceux-là sont supposés percevoir le changement que nous proposons. On peut aussi prétendre – et c'est l'opinion que je défendrai – que les raisons pour lesquelles les uns s'en vont et les autres restent, sont les mêmes. Elles sont dues au mode de fonctionnement de notre parti. Il se base beaucoup plus sur le mode des sociétés aliénées que sur celles que nou projetons. Je serais tenté de croire que ceux qui restent, trouvent un certain profit dans ce mode aliénatoire, tandis que ceux qui partent, refusent de payer ce prix.

Le fonctionnement de notre organisation politique est souvent très éloigné de la société autogestionnaire que nous préconisons. Quant à l'autonomie culturelle, d'abord ; le nouvel adhérent d'un parti, entre dans un milieu social au sein duquel pour être reconnu, il devra adopter la culture du groupe. Très vite, il s'aperçoit tout ignorer, non pas de la politique mais du méta-langage du groupe qui lui, se comprend à demi-mot.

Chacun y est lié par nombre de connivences, a un passé commun, les reliant les uns aux autres ; provoquant des rires sur tel ou tel mot ; il y a des phrases considérées par tous comme des plaisanteries, des mots dont il ne connaît pas la signification exacte mais qui semblent avoir des effets magiques, chargés d'affectivité. D'autres, au contraire, provoquent le respect. L'étranger s'aperçoit rapidement que dans ce genre de communauté, on ne parle pas comme ailleurs, chez « les gens de la rue ». S'il est venu en ethnologue ces mœurs le passionneront. Il tentera de déchiffrer le sens des mots et de comprendre les coutumes. Pourquoi, ce que l'on dit dans la section est ennuyeux, triste, très solennel et que, au sortir du lieu de réunion,

aussitôt les gens se remettent à parler comme tout le monde, plaisantent, boivent ensemble, jouent, rient et donnent l'impression d'être heureux de se retrouver ?
Si l'étranger est venu avec l'espoir de se faire reconnaître et si son profil professionnel ne correspond pas aux normes mises en valeur par le groupe, il devra attendre de connaître les nouveaux codes culturels pour pouvoir parler la même langue que les autres. L'amour, la considération des autres devra se payer par l'acceptation de cet univers culturel et aussi par son aptitude à le manipuler. Il faut du temps pour acquérir cette culture. Il se rendra compte que l'amour est fonction de l'ancienneté et doit passer par sa propre « aculturation », c'est-à-dire par le renoncement.
C'est exactement la même chose pour les religieux.

Or, c'est bien le contraire qui est prôné dans une perspective de société socialiste autogérée. Cette société se veut acceptative, à la différence du socialisme autoritaire où tout le monde passera par le même moule, aura la même opinion, adhérera au même dogme. Le fait que le P.S. offre le choix entre deux ou trois tendances ne change pas tellement. On devra se plier à l'une d'elles à l'intérieur d'une culture identique. L'image du parti est celle d'une société totalitaire améliorée. Nous avons beau répéter que nous sommes pour la sauvegarde de l'homme, nous n'acceptons les incartades culturelles que pour les personnalités. Certains scientifiques ou hommes de lettres, pourront permettre une hétérodoxie car ils ne fréquentent pas, en général, la section, mais des cercles élitistes où les rigueurs culturelles sont bien moins contraignantes que celles de la section.

Pourquoi sauvegarder la culture d'une personnalité plutôt que celle du balayeur ?
Les projets autogestionnaires ne sont-ils pas aussi faits pour les pauvres ?

La vie militante est fixée par un système de cooptation. On devient militant parce qu'on a fait ses preuves. Dans les partis plus totalitaires que le nôtre, il existe une période probatoire pendant laquelle, le militant apprend à parler et à penser avant de pouvoir s'exprimer en assemblée. Nous avons un peu évolué par rapport à eux.
Mais le principe de cooptation reste en opposition intégrale avec tout système autogéré.
Le socialisme que nous préconisons, sera celui de ceux qui ont un langage, une profession et qui s'expriment au travers de leurs connaissances. Tout sera inversé, les militants devront s'initier à leur langage pour les comprendre ou pour tenter de traduire en option politique, leur expression culturelle, leur volonté. Ce sera leur puissance, leur intelligence, à pouvoir se faire reconnaître de cet univers extérieur, qui leur donneront plus ou moins de poids. Mais ce seront les militants qui devront se faire coopter dans un univers étranger. L'univers politique d'une société autogérée ne sera plus l'univers des spécialistes, ni celui des militants.

En effet, cet univers militant prépare beaucoup plus à l'exercice du pouvoir qu'à l'exercice du pouvoir des autres. La vie militante risque d'attirer surtout ceux qui ne réussissent pas à se réaliser dans leur travail ou leur activité.

Ils savent que les partis sont des moyens comme les grandes écoles de conquérir les pouvoirs de diverses natures. L'autogestion devra mettre en place des systèmes protecteurs pour éviter cette spécialisation, la séparation du politique du reste de la vie. Tout en sachant qu'il s'agit de problèmes difficiles, on peut affirmer que le parti n'a rien recherché dans son fonctionnement qui s'approche ou tente de donner une réponse à de tels objectifs.
Nous avons vu que le parti est hiérarchisé par son système de cooptation par ses connaissances, par ses valeurs donc par son ancienneté; En tant que tel, il est une société protégée et protectrice de ses membres. Les valeurs militantes apparaissent d'une certaine fiabilité grâce à tout l'arsenal que constituent : l'histoire, la tradition, le drapeau, les chants, les héros, les martyrs qui sont là pour rassurer. Le parti est protégé parce que son système de valeurs, fortement intériorisé par ses membres, lui donne l'équilibre et donc un conservatisme. tandis que l'autogestionnaire sera plus fortement déséquilibré par l'hétérogénéité de ses problèmes et de ses options.
Les dogmes, les paroles de nos illustres théoriciens ne serviront pas à grand-chose pour faire fonctionner un système autogéré. Il vaudra mieux ne pas trop utiliser les drapeaux, les symboles, même pour augmenter la productivité.
On connaît le peu de validité du procédé à long terme.
Le parti, c'est pour beaucoup, une recherche de fraternité et d'affectivité, difficiles à trouver, lorsqu'on est perdu dans un univers social aussi vaste et aussi peu coopératif. Cet aspect affectif joue un rôle énorme dans les motivations en devenant des récompenses pour ceux qui se conforment aux règles du groupe.
Si l'on veut construire une autre société, le parti doit être apte à répondre à certains problèmes de type autogestionnaire.
Changer la vie, c'est aussi s'atteler à changer notre modèle de vie à l'intérieur de notre institution, qui, il faut le reconnaître, ne préfigure en rien la société que nous projetons.

Daniel Mothé

Les boutiques juridiques

La justice devrait être l'affaire de tous et non plus celle d'une classe privilégiée. Mais comment se battre concrètement sur ce terrain peu connu. Patrice Garnier évoque ici l'expérience intéressante des « boutiques juridiques ».

Nul n'est censé ignorer la loi et pourtant personne ne la connaît. Le maquis des lois, la prolifération des décrets n'ont d'égal que la montagne des textes qui tentent de les expliquer, de les commenter. La jurisprudence vient tout compliquer car chaque tribunal interprète les textes en fonction du cas particulier qu'il faut juger. Que nous reste-t-il à faire quand nous recevons le papier bleu d'un huissier qui nous somme de faire ceci ou cela ?

Dans ce domaine comme dans tant d'autres, les pays étrangers nous ont précédé dans les recherches et le bilan de leur expérience peut servir de points de repères.

Aux Etats-Unis, l'administration Kennedy, dans sa guerre contre la pauvreté, facilite la création de services juridiques qui mettraient leurs compétences au service des plus défavorisés, dans les ghettos noirs notamment. Les professionnels du droit contrôlaient ces services qui intervenaient principalement dans le domaine du logement. Quatre objectifs étaient poursuivis : une éducation des milieux les plus pauvres aux règles du droit, la pression sur les administrations pour qu'elles respectent les procédures, la modification de la jurisprudence en faisant appel dans des cas significatifs, enfin la modification des règles législatives mettant le doigt sur les lacunes les plus criantes de la législation. La pression des associations réactionnaires d'avocats et le retour au pouvoir de l'administration républicaine hostile à ce projet, ont dénaturé les objectifs de ces « cliniques juridiques », pourtant bien timides.

Certains ont alors créé des « Law Communes », collectifs d'avocats, qui se donnent pour tâche de défendre les militants politiques (agitation sur les campus, noirs des ghettos, guerre du Vietnam).

La défense de ces militants est faite gratuitement. Le projet est de les défendre, non pas sous le couvert d'arguments juridiques mais en faisant éclater le cadre feutré du prétoire pour le transformer en tribune politique. Le fonctionnement est bien entendu collectif, pas de rapport individuel entre un avocat et un client mais prise en charge collectifve de la défense ; pas de spécialisation à l'intérieur du collectif mais débat sur les affaires à soutenir. Se voulant militants politiques, les avocats qui travaillent dans ces collectifs souffrent cependant de leur position ambigüe. Pour vivre ils sont obligés de traiter d'autres affaires plus traditionnelles et payantes.

Aux Pays-Bas, le problème est plus avancé et plus institutionnalisé. La boutique de droit d'Amsterdam reçoit une subvention municipale. L'aide apportée est surtout individuelle mais diffère des consultations traditionnelles d'avocats. En effet les spécialistes qui apportent les conseils sont des bénévoles et des boutiquiers », responsables des boutiques dispersées dans les différents quartiers, discutant une fois par semaine des cas traités afin d'assurer une responsabilité collective. Les problèmes très concrets touchant le logement, le travail, sont les plus souvent traités. Mais l'aide individuelle ne suffit pas. Il faut à un niveau collectif rendre plus accessible la justice en élargissant les systèmes gouvernementaux d'aide juridique et en modifiant la loi pour ne pas simplement s'attaquer aux conséquences mais en supprimant les causes de l'injustice.

Et en France ? Les problèmes de la justice sont posés à bien des niveaux. Le Syndicat de la Magistrature (1) le fait à son niveau (?).

Le M.A.J. (Mouvement d'Action Judiciaire) qui se définit comme un mouvement de travailleurs du droit – avocats, magistrats, personnels des tribunaux, enseignants, étudiants, éducateurs, assistantes sociales... – qui ont choisi de remettre en cause l'institution judiciaire, le fait également (?). De nombreuses institutions, officielles ou non, ont mis sur pied des permanences juridiques.

A Brest, le groupe information-droit qui tient une permanence par semaine, assure « une assistance gratuite sur des cas individuels en s'efforçant par une collaboration étroite avec les organisations et mouvements populaires concernés de les situer dans un cadre de lutte collective ». En effet, ce groupe développe toute une critique de l'institution judiciaire, effectue un travail d'analyse et d'explication sur le droit et l'institution judiciaire et cherche à populariser les luttes menées dans le domaine judiciaire. L'assistance juridique est ici placée dans un cadre de réflexion et d'action plus large.

Un autre groupe à Strasbourg a une approche différente. Des permanences sont mises sur pied (6 en 1975) et tenues par des juristes compétents. L'objectif est de fournir gratuitement le renseignement le plus sûr, dans les meilleures conditions. Les associations les plus diverses servent de relais pour faire connaître les boutiques à leurs adhérents.

Les contacts recherchés avec des professionnels de la Sécurité sociale, de l'assurance, des impôts, permettent de fournir au plus tôt les renseignements concrets. Pour ce groupe, formé de spécialistes du droit, l'égalité de l'accès à l'information juridique est primordiale et doit aller de pair avec l'égalité de l'accès à la justice.

L'expérience la plus radicale mais encore embryonnaire semble être celle qui prend corps dans le XIXe arrondissement à Paris (2).

Née dans le cadre de l'association de quartier, « Place des Fêtes Avenir », le groupe juridique tient depuis 6 mois des permanences gratuites.

Autour de la table qui trône au milieu de la permanence, on ne reconnaît guère le spécialiste. Mais on comprend vite qu'il n'y a pas de spécialiste. L'avocat ne connaît guère que des principes généraux, les procédures judiciaires et quelques problèmes

Vient de paraître : §

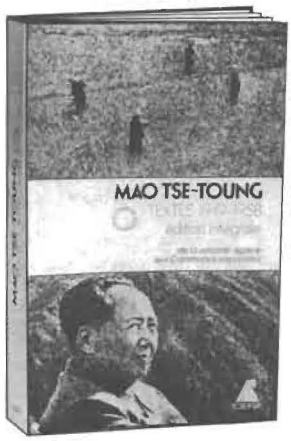
l'édition intégrale

des TEXTES - DISCOURS - ALLOCUTIONS, DIRECTIVES - LETTRES INTERVENTIONS - ENTRETIENS de

MAO TSE-TOUNG

1949-1958

pour la première fois directement traduits du Chinois.



Ces textes ont été publiés en Chine par les gardes rouges dans un recueil «MAO ZEDONG SIXIANG WANSUI» strictement réservé aux cadres dirigeants du parti communiste chinois.

notes et index permettent de situer tous ces textes dans l'histoire chinoise et mondiale.

Un ouvrage indispensable pour la connaissance de la Chine Populaire et la pensée de MAO TSE TOUNG

612pages 85 f.

CERF

JEAN-FRANÇOIS BIZOT-AU PARTI DES SOCIALISTES ·

Les groupes d'Action Municipale

Refuser d'accepter passivement les décisions d'autrui, prendre son avenir en main : tel fut le point de départ de la création des G.A.M. (Groupes d'Action Municipale). Prenant peu à peu conscience de leur identité, ils essayent de mettre en pratique leurs aspirations autogestionnaires. Robert de Caumont, membre du Collectif National des G.A.M., rend compte du chemin parcouru dans l'expérience du pouvoir municipal.

On n'appréhende pas facilement de Paris la réalité des G.A.M. si l'on s'intéresse surtout aux rapports de forces électoraux, aux manifestations nationales et aux négociations entre appareils. Composé de groupes locaux autonomes, principalement implantés en province et en banlieue parisienne, considérant les élections comme un moyen et non comme une fin, soucieux de bâtir l'unité à partir d'actions locales, ce mouvement n'est perçu que très superficiellement à travers des « temps forts » de la politique, des victoires électorales, ou même des relations de rencontres nationales :

– 1965, Grenoble : « parce que l'eau n'arrivait pas aux étages de certains immeubles », Hubert Dubedout ouvre la voie de la mairie à la « nouvelle gauche ». C'est « l'expérience de Grenoble » qui commence... Et le « Monde » de titrer « les élections de Dubedout ».

– 1967, Caen : dans une ville tenue par des notables de droite, une association contestataire fait élire un conseiller général... Et le « Monde » titre : « La politique en dehors des partis ».

– 1968, Grenoble : le 18 mai, une douzaine de groupes divers confrontent leurs pratiques, constatent qu'elles sont semblables et traduisent un accord profond sur les objectifs et les méthodes de l'action locale. « Les G.A.M. » commencent à prendre conscience de leur identité.

– 1970, Grenoble : Leur « 4e Rencontre Nationale » mesure le chemin fait par les groupes à partir des luttes locales. Ils se donnent une « Charte Nationale » où ils s'affirment pour le socialisme et l'autogestion et rejettent


NORMA

Ainsi progresse à Hérouville « l'autogestion de la vie quotidienne » - Voir note n° 5

formellement toute compromission municipale avec le centre ou la droite. Une « Tribune Libre » du « Monde » pose « 15 questions aux élus ou à ceux qui aspirent à leur succèder » sur la pratique de la démocratie locale. Son thème : « Prendre le pouvoir... ou le rendre aux citoyens ». Sur cette base, de nouvelles équipes viendront complèter « l'expérience de Grenoble », démontrant à la fois les possibilités et les limites de l'action locale.

– 1972, Chenove : bilan autocritique de quelques « Nouvelles Equipes Municipales » (1) issues des G.A.M., en dialogue avec les groupes, demeurés « en dehors des institutions ». Accord sur la nécessité de développer des « contre-pouvoirs », même et surtout lorsque « nos amis sont à la mairie... » Et le « Monde » titre : « Les G.A.M. s'interrogent sur la réalité du pouvoir municipal ».

– 1974 : Tous les G.A.M. s'engagent dans la campagne du « candidat unique de la gauche ». Celui-ci affiche sur les murs un slogan qui leur rappelle quelque chose : « Leur seul désir : garder le pouvoir ; mon seul projet : vous le rendre ». Dans le prolongement de cet espoir, des militants connus des G.A.M. participent activement aux Assises du Socialisme... et la presse ne manque pas d'en déduire qu'ils engagent tout leur mouvement dans l'adhésion au P.S.

Très logiquement, n'ayant enregistré que ces manifestations apparentes de la partie « émergée » du mouvement, certains commentateurs se sont interrogés sur sa « recherche d'un second souffle » voire sur sa survie. Né dans la conjoncture « d'avant-mai » sur les décombres des partis de gauche, n'a-t-il pas atteint ses objectifs, puisque la gauche rénovée aspire désormais à être présente sur tous les terrains de lutte – y compris le « cadre de vie » – et prend en charge, dans ses textes et ses mots d'ordre, ce qui,



Réunion du secrétariat collégial des G.A.M.

naguère encore, faisait l'originalité des G.A.M. ? S'il devait en être ainsi, les militants des G.A.M. n'auraient pas des réflexes d'anciens combattants déçus : ils n'ont jamais considéré leurs groupes comme une fin en soi. L'un d'eux les décrivait un jour comme « des structures plastiques biodégradables... » exprimant par cette boutade le fait qu'un G.A.M. « colle au terrain », naît, vit, meurt, en fonction des nécessités ressenties par la population de sa commune. Or il se trouve qu'aujourd'hui les G.A.M. s'activent et se multiplient. Il doit se passer quelque chose...

Quoi donc ? Pour le comprendre, il faut savoir comment naissent les G.A.M. : à la base, à partir d'actions concrètes. Justement, le « Manifeste National »(2) que les groupes viennent d'adopter à l'unanimité, à Pontarlier, lors de leur 11e Rencontre Nationale, explique leur accord politique par leur commune oririgine : l'évolution progessive des luttes sur le cadre de vie.

Né dans la conjoncture d'avant-mai,

le mouvement, au départ axé sur des luttes locales, s'affirme peu à peu pour le socialisme et l'autogestion.

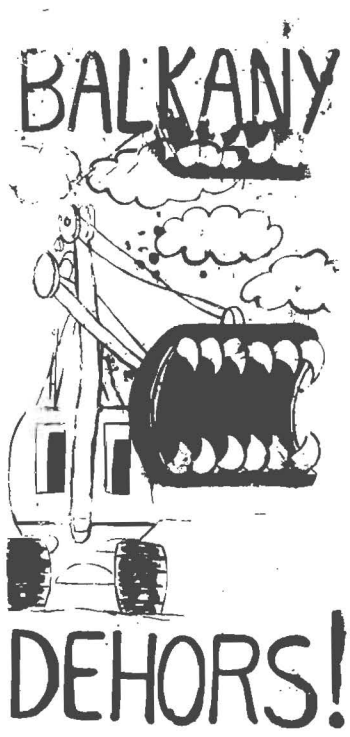
« Au départ, l'urbanisation accélérée, et l'irruption du capitalisme sur ce nouveau champ d'action, où se développent de nouveaux phénomènes d'exploitation et d'aliénation ».

Première réaction, « la naissance d'associations spécialisées (parents d'élèves, locataires, consommateurs, usagers de services publics, etc.) qui se donnent d'abord des objectifs limités à la satisfaction de besoins immédiats (ouverture de classes,

blocage des loyers et des charges, lutte contre la vie chère, création d'équipements et de services) ». Leurs moyens d'action restent traditionnels (démarches, pétitions, interventions des élus, manifestations...) Et surtout, demeurant dans le cadre limité d'un seul aspect de la vie, elles inscrivent rarement leur action dans une vision globale de l'homme et de la société, et s'accomodent en fait du système actuel.

Peu à peu, les choses changent. Les objectifs s'étendent à des revendications de contrôle, de pouvoir, mettent en cause la finalité même des institutions (contrôle des charges locatives, contestation du contenu et des méthodes de l'éducation, surveillance de la publicité et de la qualité des produits, gestion des services par leurs usagers, participation aux décisions d'urbanisme...) On voit se développer des moyens d'action en marge d'une légalité, démasquée comme couvrant des intérêts particuliers (refus de paiement, boycott, occupations, remise en route par les travailleurs ou les usagers d'une production ou d'un service). En changeant les rapports de forces ces moyens d'action dessinent déjà une autre légalité, fondée sur l'intérêt du plus grand nombre. Et les militants engagés sur ces différents terrains de lutte constatent qu'ils affrontent les mêmes adversaires, portent les mêmes revendications, ont intérêt à coordonner leurs actions, à les placer dans une perspective plus globale.

C'est notamment face au pouvoir local, à sa conception du développement urbain, de l'animation sociale ou culturelle, de l'éducation, de la démocratie, que cette jonction s'effectue. Car, dans notre système actuel, c'est au maire et à la commune que les citoyens prêtent, à tort ou à raison, la capacité d'intervenir dans tous les domaines de la vie quotidienne. Et c'est à ce stade que naissent et se développent les G.A.M. Composés de



Dessiner une autre légalité

militants engagés dans l'entreprise ou sur les différents aspects du cadre de vie, ils apprennent par leur pratique des luttes que le socialisme et l'autogestion ne seront pas octroyés d'en haut, mais seront imposés par une constante pression de la base ; c'est à cette prise de conscience et à cette mobilisation qu'ils travaillent.

Ils sont donc un mouvement politique né d'une pratique militante sur le terrain de la vie locale.

Changer les rapports de force

entre usagers et responsables par une pratique militante intensive et généralisée sur le terrain de la vie locale.

C'est pourquoi les évènements politiques de ces dernières années : programme commun, montée de la gauche, remise en cause des coalitions sans principes et de l'apolitisme municipal, réflexion du courant socialiste et autogestionnaire sur un projet de société et des mesures de transition, accentuent l'utilité de l'intervention, non seulement des G.A.M., mais aussi de l'ensemble des organisations syndicales, familiales, écologiques, qui constituent, de façon informelle, ce que l'on peut appeler le « mouvement » socialiste. Au-delà de l'action des partis, ce « mouvement » a un rôle essentiel à jouer : dès aujourd'hui, pour promouvoir une prise de conscience politique plus large et plus profonde, donc moins soumise aux aléas de la conjoncture ; après l'arrivée de la gauche au pouvoir, pour approfondir la rupture avec le système capitaliste et l'idéologie qu'il secrète ; enfin, pour protéger ces conquêtes contre tout retour offensif de la classe aujourd'hui dominante, mais aussi contre tout glissement opportuniste dont le risque est inscrit dans la nature même du pouvoir.

Par rapport à ces objectifs, le terrain municipal a le mérite de constituer déjà une sorte de « banc d'essai », d'autant plus que les élections de 1977 sont le premier scrutin s'étendant à toute la France depuis l'espoir de mai 74, et que beaucoup en attendent la confirmation et même, dans certaines communes, une sorte de concrétisation de cet espoir.

C'est dans cette mesure que le « Manifeste de Pontarlier », « image collective des objectifs que les G.A.M. se donnent, des méthodes qu'ils utilisent et du rôle qu'ils veulent jouer dans la transformation de la société » comporte plusieurs interrogations utiles posées au « mouvement socialiste » sur les voies et moyens pour passer du discours autogestionnaire à une pratique politique et sociale qui ne le contredise pas.

Contestant « la démocratie formelle qui ne se manifeste qu'à l'occasion des élections », les

G.A.M. revendiquent pour chacun le droit d'accéder au contrôle ou à la responsabilité directe des décisions qui le concernent. Mais ils constatent que ce droit « ne peut être octroyé par des décisions d'en haut », mais doit être conquis au terme d'un cheminement progressif, qui passe par l'information, la formation, la critique, les luttes. Ils affirment que les conflits sont les moteurs de tout progrès, et qu'il ne convient pas de les étouffer, mais de les assumer et de les résoudre. La compréhension de cette nécessité par les municipalités de gauche est une condition essentielle pour passer d'une conception « paternaliste » de la participation à une pratique qui soit vraiment dans la ligne du socialisme autogestionnaire.

L'expérience des luttes

menées par les G.A.M. peut promouvoir par la suite une prise de conscience politique à un échelon beaucoup plus national.

Partant « des difficultés concrètes ressenties par les habitants dans leur vie de tous les jours », veillant « à employer un langage compréhensible par tous », les G.A.M. pensent qu'une prise de conscience politique massive et durable ne peut résulter que de l'expérience des luttes dans le cadre de vie comme dans l'entreprise. C'est ainsi que les citoyens peuvent découvrir progressivement, par eux-mêmes, l'origine de l'exploitation et de l'aliénation qu'ils subissent et les choix politiques seuls capables de les en libérer.

Cette démarche part du refus d'accepter passivement de subir les décisions d'autrui ; elle est donc dès l'origine, aspiration autogestionnaire ; elle passe par le constat que le capitalisme, système de valeurs fondé sur le profit et non sur l'utilité sociale, ne peut accepter que les travailleurs exercent un pouvoir sur toutes les activités de leur vie ; elle démontre par conséquent la nécessité d'une transformation **socialiste** ; elle permet enfin de constater la pesanteur qui inspire à tout pouvoir (même à un pouvoir municipal de gauche) la tentation autoritaire et centralisatrice : elle inspire donc aux citoyens la conviction que socialisme et autogestion ne doivent pas être dissociés, et qu'il faut s'organiser pour revendiquer et exercer un pouvoir réel, aujourd'hui dans une commune socialiste, demain dans un état socialiste. N'y a-t-il pas là une interrogation utile pour les partis politiques de gauche, à la fois sur la nécessaire lenteur de la politisation des masses, et sur les implications stratégiques et tactiques du projet autogestionnaire ?

Présents dans l'action sur l'urbanisme et l'environnement, sur l'école et la formation permanente, sur la consommation, les loisirs et la culture, l'animation des collectivités locales, les G.A.M. voient s'en dégager des aspirations nouvelles, dont les partis de gauche tiennent compte de plus en plus lorsqu'ils précisent les contours de leurs projets de société.

Mais ils pensent que ces objectifs demeureront théoriques si certains jalons ne sont pas posés, dès la prise du pouvoir, dans leur direction. Et ces mesures ne verront le jour que si les partis de gauche en ressentent la nécessité à travers l'intensification des luttes. Pour être concret, cela signifie qu'il faut prendre des mesures qui puissent servir de base à de nouveaux rapports entre propriétaires et locataires, enseignants et enseignés, notables et « administrés », producteurs et consommateurs, et ce, à tous les niveaux. Dans cette perspective, le pouvoir local peut, dès aujourd'hui, ne pas être neutre, et servir de point d'appui à des revendications et à des expériences.

Grâce aux G.A.M. :

L'autogestion est devenue une pratique. La gauche peut en tirer des leçons.

Enfin, les G.A.M. estiment que l'autogestion ne se décrète pas. Loin d'être pour eux « un projet global constamment remis à plus tard », elle est dès maintenant une pratique, un effort permanent de cohérence entre les buts poursuivis et les méthodes d'action.

Et, sans sous-estimer le poids des obstacles qu'oppose la société actuelle à une telle mutation des structures, ils jugent utile de tenter de la vivre dès aujourd'hui : autonomie de chaque groupe, collégialité des instances de décision, ouverture à l'expression et au contrôle de tous les militants, refus de la personnalisation du pouvoir, révocabilité et rotation des responsables, non cumul des mandats, décentralisation de l'initiative, liaison directe entre les groupes de base.

De même, mesurant le poids des inégalités actuelles, ils constatent le penchant des animateurs à concentrer le pouvoir entre leurs mains. Et cela leur impose, pensent-ils, non seulement une révision des structures, mais aussi des comportements : cohérence entre l'action militante et les autres aspects de la vie, refus de penser et d'agir à la place des autres, sous prétexte d'efficacité, rejet du jargon des « spécialistes », méthodes de travail favorisant l'expression égale de chacun, priorité à des actions de formation partant de situations concrètes et fondées sur l'initiative et la participation active de tous.



NORMA

Camping sauvage pour protester contre la construction d'une autoroute. Voir note n° 5 bis

Bien sûr, de telles expériences se vivent plus facilement à l'échelle limitée de groupes locaux, dans une organisation légère qui n'a pas vocation à porter les responsabilités du pouvoir. Mais les résultats obtenus comme les échecs rencontrés dans cette voie peuvent contribuer à faire progresser la pratique des organisations politiques, dont beaucoup de gens attendent toujours plus de cohérence entre les objectifs qu'elles se donnent et la pratique qu'elles adoptent dans leur vie interne et leurs interventions publiques.

Voici donc le point actuel de la réflexion collective des G.A.M., dont la progression, au rythme de deux Rencontres Nationales par an, résulte à la fois de l'expérience acquise et des interrogations des nouveaux groupes. Constamment en effet de nouveaux militants s'engagent, et ramènent à des préoccupations concrètes les militants plus anciens, leur rappelant la nécessité de ne pas brûler les étapes. Et les expériences faites révèlent, de leur côté, bien des écueils, au point que les G.A.M. semblent parfois remettre en cause les idées qu'ils ont lancées, alors même qu'elles paraissent largement acceptées. Ainsi, l'expérience municipale de certains groupes leur a montré combien ils avaient sous-estimé le poids de l'idéologie dominante, et qu'il ne suffit pas de « prendre le pouvoir » pour être en mesure de le « rendre aux citoyens ». C'est à partir de là qu'ils ont défini le rôle de l'élu local en système capitaliste comme étant avant tout un moyen privilégié d'obtenir et de diffuser toute l'information, de fournir des points d'appui aux luttes, de montrer par des exemples concrets ce que pourrait être une autre démocratie dans une autre société. C'est ainsi qu'ils en sont venus à une conscience plus aiguë de la nécessité de maintenir, hors des institutions, une capacité de pression autonome et intacte.

De même, de nombreux militants ont ressenti la contradiction qu'il y a à interpeller le pouvoir local sans tenter de démontrer qu'une autre pratique est viable, à critiquer les partis politiques sans participer de l'intérieur à leur rénovation. Le Congrès d'Epinay, le manifeste de Toulouse du P.S.U., les Assises du Socialisme, ont provoqué des engagements successifs. Et si parfois ces militants vivent péniblement les contradictions qui demeurent, ils voient avec satisfaction s'inscrire dans les textes et même dans la pratique des objectifs et des méthodes qui, naguère, ne rencontraient au mieux qu'un scepticisme bienveillant.

Il arrive souvent que ces militants privilégient leur nouvel engagement. Parfois, de ce fait, le groupe connaît un passage à vide. Mais la relève intervient dans beaucoup de cas ; le G.A.M. attire de nouveaux militants, syndicalistes de l'entreprise ou du cadre de vie, qui découvrent à la faveur d'actions concrètes la nécessité d'intervenir de façon plus globale par rapport au pouvoir local. Parmi eux, la proportion de femmes est élevée : les centres d'intérêt et la pratique des G.A.M. semblent, au moins dans un premier temps, mieux répondre à leur attente que celle des partis (4).

Le 12 janvier dernier, les G.A.M. avaient, pour la première fois, la possibilité de s'exprimer sur FR3. Plutôt qu'une expres-

sion verbale et théorique, les membres du secrétariat collègial ont choisi de porter témoignage, par le récit illustré de quelques luttes, du fait qu'il est possible, dès aujourd'hui, de « prendre son avenir en mains » dans toutes les dimensions de la vie quotidienne (5) : habitat, urbanisme, transports, consommation, etc., et de provoquer une certaine transformation de la vie municipale. L'ampleur et la qualité de l'écho obtenu, par lettre ou par téléphone, a montré que cette approche de la politique répondait à une sensibilité assez profonde. Mais avec la venue des élections municipales, de nouveaux problèmes vont se poser.

Les Municipales :

Instaurer un débat sur l'exercice du pouvoir local par la gauche.

Le premier est celui de l'essor actuel des G.A.M. Les groupes qui naissent aujourd'hui et se relient au mouvement sont nombreux, et leur pratique est claire. Mais, jouissant d'une assez bonne « image de marque », largement fondée sur le « mythe de Grenoble », le sigle G.A.M. peut aussi tenter çà et là des citoyens entreprenants, désireux de promouvoir une « relève municipale » à tonalité « moderniste », « technicienne », « participationniste », dans l'ambiguïté politique. Ceux-là se gardent bien de prendre contact avec le mouvement... C'est pourquoi, celui-ci s'est donné les moyens de combattre de telles pratiques. Ne peuvent se prévaloir du sigle G.A.M que les groupes ayant expressément adhéré, en assemblée générale, au Manifeste de Pontarlier. Mais par-delà cette garantie « juridique », c'est surtout la popularisation du caractère original et contraignant de la démarche des G.A.M. qui peut décourager ces tentatives de contrefaçons. On ne s'improvise pas militant « au ras du bitume », et c'est un effort bien difficile à accomplir pour un apprenti-notable. Ce qui explique, entre autres, l'échec peu reluisant de la tentative d'O.P.A. décrétée officiellement en 1971 par l'U.D.R. (6) -, qui avorta en quelques semaines au niveau de deux ou trois communes !

Plus délicat est le problème de l'intervention des G.A.M. dans la lutte pour le pouvoir local, et de son articulation avec celle de l'ensemble des partis de gauche. Demeurer clairs dans le contexte souvent opportuniste d'une campagne ; conserver une capacité critique sans manquer aux solidarités essentielles ; éviter, autant que faire se peut, que se creuse le fossé entre « notables » et militants ; promouvoir de nouvelles expériences municipales « avancées » sans compromettre la capacité d'intervention hors des institutions : telles sont les préoccupations que les G.A.M. aimeraient, à travers la diversité des situations locales, introduire dans le débat municipal. Avec beaucoup de citoyens, ils se sentiraient peu concernés par un débat qui ne porterait que sur les alliances et la tactique. Ils aimeraient voir s'instaurer un autre débat, sur ce que l'ensemble des forces populaire (partis, syndicats et mouvements), et notamment celles qui militent pour le socialisme et l'autogestion, attendent de l'exercice du pouvoir local par la gauche unie.

Cette question sera à l'ordre du jour de deux rassemblements très proches : la XIIe Rencontre Nationale des G.A.M. (28 et 29 février) et la Rencontre Nationale « Socialisme et Cadre de Vie » (24 et 25 avril) (7). Les militants qui y confronteront leurs attentes pensent que la gauche sera d'autant plus crédible qu'elle saura mieux accorder sa politique municipale avec le projet de société qu'elle entend construire.

Robert De CAUMONT

(1) Edité par « Correspondance Municipale », 94, rue N-D-des-Champs, 75006 Paris

(2) Diffusé par : G.A.M., 16, rue Anatole France, 92800 Puteaux, tél. 75-11-85

(3) La Rencontre Nationale a seule autorité pour définir l'orientation du mouvement. Un collectif national composé de 12 groupes se réunit tous les deux mois. Un secrétariat collègial composé de 6 militants engagés dans leurs groupes se réunit chaque semaine pour en appliquer les décisions.

(4) On retrouve cette proportion élevée d'engagement à tous les niveaux de responsabilité : 3 membres sur 6 du secrétariat collègial sont des femmes. - PHOTO - Réunion.

(5) Un groupe d'habitants, dans une Z.U.P., lutte depuis 7 ans. Il décide lui-même des aménagements à réaliser autour de son immeuble, et réussit à les imposer. Chemin faisant, il découvre des choses importantes : le centralisme, la technocratie, l'injustice fiscale, la faiblesse du pouvoir local, la mainmise de l'argent sur la ville. Puis il met à la porte le syndic professionnel et tente l'autogestion de 140 logements. Expérience concluante. Enfin, il s'oppose victorieusement à la construction d'un nouvel immeuble, récupère le terrain, décide de son utilisation, élabore avec les enfants du quartier le projet d'un « terrain d'aventures », que la municipalité accepte de financer. Ainsi progresse, pensent les G.A.M. « l'autogestion de la vie quotidienne ». - PHOTO - Gosses.

(5) bis Un camping sauvage de trois mois, sur le chantier d'une autoroute inutile et gênante, réalisée pour complaire à un promoteur. L'administration parvient enfin, par ruse et par force, à imposer l'ouvrage aux habitants. Mais ils ont retenu la leçon. « Ne faites jamais confiance à l'administration. Restez sur le terrain jusqu'à ce que vous ayez obtenu satisfaction ! ».

(6) Dans le « manuel du candidat » aux élections de 1971, Tomasini, sous le titre évocateur : « Implantation dans les milieux urbains et G.A.M. », déplorait que son parti laisse à la gauche « le monopole de l'imagination » et incitait ses « compagnons » à noyauter les G.A.M. « pour en changer l'esprit ». L'entreprise se réduisit à la création d'un faux G.A.M. allié de Solange Troisier, à Sarcelles. Il fut attaqué en référé et combattu en campagne électorale par le collectif national. Canacos (PCF) l'emporta aisément.

(7) Le document de travail de cette rencontre : « Pour une société socialiste » peut être commandé aux G.A.M. (adresse ci-dessus).



Un inquiétant clivage entre économie et politique VIVA\MARTINE FRANCK

Un inquiètant clivage

Pour dépasser le clivage entre un discours économique de caractère technocratique et un discours politique purement idéologique, il faut, estime Jacques ATTALI, être capable d'intégrer le renouveau théorique de l'autogestion dans le débat conjoncturel sur l'économie.

Trop souvent, dans la plupart des pays capitalistes aujourd'hui, on constate un inquiétant clivage entre le débat idéologique et le débat économique tel qu'il apparaît dans la presse et les presses média. Le premier est manichéen, formel, porte sur des grands principes, dont le contenu concret reste flou et dont, en tout cas, sont exclues toutes les dimensions économiques de la crise en œuvre. Il est fondé sur une représentation du débat social en termes de classes sociales, dont la désignation empirique reste imprécise.

L'autre, au contraire, porte sur l'analyse des mesures techniques globales, en général à court terme, et reste prisonnier des cadres donnés par la Comptabilité nationale. La représentation de la réalité y est faite en termes agrégés. On y parle de relance ou de soutien de la consommation et de l'investissement. On ne regarde ni les stocks (de capital, de main-d'œuvre), ni l'affectation à chaque classe sociale de chaque richesse nouvelle,

comme si les grandeurs économiques représentées étaient neutres, indépendantes de tout conflit de répartition, de pouvoirs et de valeurs sociales. Or, il n'y a pas de représentation sociale objective.

Certes, il n'existe aujourd'hui aucune donnée comptable permettant d'expliciter clairement le partage social des fortunes et des productions. Mais, il ne faut pas accepter cette limitation pour autant, qui réduit le débat économique à une pure analyse cybernétique avec un centre (l'Etat), régulant l'activité individuelle de chacun.

Le lieu du débat politique est donc doublement biaisé : l'un concret, rendu technocratique par sa représentation formelle. L'autre idéologique, rendu flou par son vide empirique. Ce processus est enraciné dans le contexte général de la « représentation » politique. La façon dont la télévision spectacularise la discussion pour n'en garder que l'anecdotique, l'évènementiel, l'agressif et le simple, accélère cette double évolution des débats. La représentation prend ainsi son double sens mystificateur de délégation et de simulation au lieu de désigner la mise en œuvre d'une légitimité.

Ceci est grave. Une telle dichotomie entre les deux représentations empêche l'opinion de comprendre clairement qu'une liberté, un droit (telle par exemple la liberté d'entreprendre ou tel le droit de propriété) n'ont pas de sens en dehors des règles du jeu économique où ils s'insèrent et du rapport de forces entre classes sociales. Et que, de même, des mesures économiques, en apparence aussi techniques et globales qu'un mouvement de taux d'intérêt, un déficit budgétaire ou le choix d'un indice de prix, servent implicitement les intérêts d'un groupe social précis, camouflé derrière la représentation de l'intérêt général et peuvent même, dans une optique socialiste, être des puissants instruments de changement.

Il n'est pas facile de faire toujours le pont entre ces deux champs, de transformer une représentation en l'autre, de déplacer le débat politique sur un terrain qui lui reste encore aujourd'hui étranger. C'est d'ailleurs un problème bien connu des théoriciens que l'analyse des biais introduite par la représentation des phénomènes et des groupes rend difficile leur perception politique.

Cet écart n'a pas d'ailleurs posé que des problèmes théoriques. Il conduit en fait à des difficultés quotidiennes tant dans une période d'opposition que d'exercice du pouvoir. Lorsque les forces de gauche sont tenues de proposer des solutions alternatives sans exercer le pouvoir, la dualité du langage conduit l'opinion à juger de son discours économique sur la base des critères de validité du discours du pouvoir, c'est-à-dire sur sa capacité à réguler le système représenté globalement par le PNB, la consommation, etc. Il est naturel, alors que son projet économique paraisse inacceptable, puisque son objet est justement au contraire de transformer le système en y modifiant les rapports de forces, représentés dans le système de classes.

De même lorsque les forces de gauche sont au pouvoir, la divergence des deux langages et des deux représentations, rend difficile la mise en œuvre de réformes profondes. Celles-ci peuvent en effet, dans une première étape, modifier les habitudes et même ne pas servir les intérêts de ceux qui, à moyen terme, en seront les bénéficiaires. Là encore, le jeu de la représentation idéalise à court terme un processus nécessairement long. La modification d'un pouvoir représentatif ne suffit pas à modifier les conditions de vie de ceux qu'ils représentent.

L'existence de programmes économiques clairs, perpétuellement tenus à jour, simples, insérés dans les programmes politiques, porteurs de revendications nouvelles et soucieux de faire émerger les aspirations les plus critiques (c'est-à-dire de nier la représentation globale), est la condition, à mon sens, essentielle pour éviter cet écueil. Mais, à condition que le program-



La protection de l'environnement un débat aussi politique qu'économique AGENCE AREPI

me économique lui-même ne soit pas peu à peu coupé de ses racines idéologiques. Et c'est la tentation générale. Même de la gauche. Ainsi, par exemple, lorsque l'on emploie les mots de « solutions à la crise », on fait implicitement référence à un problème qu'il s'agirait de résoudre (technique), alors qu'il s'agit d'un conflit à arbitrer (politique).

L'environnement idéologique de l'économie (et inversement) est donc toujours à remettre en cause. Aujourd'hui, il me paraît nécessaire de l'approfondir dans trois directions, pour affirmer la nature de leur rapport.

Si l'analyse socialiste des causes à long terme de la crise commence à s'affirmer, loin à la fois du fonctionnalisme des explications de droite, et du manichéisme simpliste du CME, elle oublie trop souvent encore de montrer que, même dans le contexte du court terme, on peut rendre compte de l'impuissance de la politique conjoncturelle classique par l'analyse du conflit entre les intérêts du capital et ceux du travail. Reste à construire une théorie socialiste de la conjoncture. Elle commence à se constituer aujourd'hui.

Ainsi, par exemple, on peut montrer le caractère nécessairement inflationniste de toute relance dans les structures actuelles : « relancer » c'est recréer des anticipations de rentabilité pour que les détenteurs du capital investissent. Alors, le commerce extérieur étant stagnant, l'équilibre budgétaire étant un dogme, la relance exigerait l'anticipation de marchés intérieurs, donc une hausse des salaires. Mais, il y a contradiction car améliorer la rentabilité du capital, c'est aussi baisser le rapport salaire/profit. Le processus capitaliste ne peut gérer à court terme cette contradiction que par l'aggravation de son endettement et l'inflation. Plus largement, on doit pouvoir dans chaque cas, désigner les classes sociales qui bénéficient de telles ou telles mesures de soutien, les intérêts précis défendus. Quelles sont les libertés protégées, au détriment du patrimoine de qui ? Ce travail quotidien et lourd est un élément essentiel de la réflexion théorique et politique.

Le renouveau théorique de l'autogestion a introduit dans le débat idéologique tout un champ nouveau de valeurs. Celui de la réflexion sur le rôle de la marchandise, de l'exclusion, de la solitude et de la mort. Champ trop longtemps tabou dans la réflexion sociale et dont la théorie économique commence à peine à prendre acte.

Mais, de ce champ nouveau, il n'est pas encore rendu compte dans le débat conjoncturel sur l'économie. Ainsi, il reste difficile d'insérer une réflexion sur l'allongement de la durée de vie des objets, le contrôle ouvrier ou la protection de l'environnement dans un débat politique sur l'inflation ou l'emploi. Alors qu'en définitive, l'un est au cœur de l'autre. En finir avec la représentation des grandeurs (comme avec la délégation et la représentation politique) sont deux objectifs qui ne peuvent être atteints que simultanément.

La plupart des programmes se présentent aujourd'hui comme des catalogues de mesures. Il est difficile à l'opinion de percevoir quel groupe social en bénéficiera. Par exemple, il ne paraît pas suffisant, pour que les nationalisations ne pénalisent pas les porteurs d'actions (qui recevront en échange des obligations) que la réforme fiscale pénalise les détenteurs de moyens de production, mais aussi les rentiers, les spéculateurs et un certain nombre d'entrepreneurs moyens qui ne survivent aujourd'hui que « grâce » à la fraude fiscale et à l'exploitation extrême de leurs salariés. Pour une force politique qui a pour vocation de représenter très largement les intérêts et le système de valeurs de ceux qui vendent leur travail, clarifier les liens entre le débat idéologique et le débat économique est central, difficile et risqué. C'est faire le pari sur la lucidité. Sinon, on risque (comme ce fut le cas trop longtemps au Portugal) de voir se dérouler, sur une scène irréelle de la représentation politique, un débat vidé de son contenu, et dans les bureaux et les entreprises se définir une politique économique, coupée de la réalité sociale et fondée encore sur les schémas cybernétiques, imposés par l'idéologie unanimiste de l'économie néoclassique.

Contre cette divergence paresseuse, un effort permanent, théorique et politique reste toujours à accomplir. Il suppose qu'on en finisse avec une vision de l'économie comme une science probabiliste et globale, représentative d'individus isolés, pour en venir à une science sociale atomisée, parcellisée à la dimension des conflits nouveaux et de leur diversité, représentations de la multiplicité des nouveaux groupes en constitution.

Jacques ATTALI

La phase de négociation d'un conflit est vécue sur un mode plus ou moins culpabilisant par les travailleurs et leurs syndicats. Elle constitue pourtant un moment tout aussi important de la lutte.

Conflits et/ou Négociations

Les rapports sociaux particulièrement les rapports sociaux dans l'entreprise sont souvent classés en deux catégories : les rapports conflictuels et les rapports «négociatoires ». Les premiers étant privilégiés par les formations radicales – CFDT, CGT – et les autres par les formations réformistes : FO, CGC, CFTC.

La politique conflictuelle traduit le passage à l'action des travailleurs qui se mobilisent pour réaliser un projet décidé en commun, rompant ainsi l'équilibre structurel et le fonctionnement régulier de l'entreprise. Elle opère donc la mise en évidence, « l'activation », du rapport de force entre les salariés et la direction. La mise en cause du fonctionnement de l'entreprise est alors appelé conflit, par opposition aux situations antérieures où la contestation ne mettait pas en cause la marche normale de l'entreprise.

Pour évaluer « l'efficacité conflictuelle », il est nécessaire, avant tout, de déterminer les différents niveaux auxquels on peut l'appréhender. – Au niveau du rapport de force, le conflit est toujours le signifiant d'une situation donnée. Le conflit peut être aussi le révélateur d'une situation : il devient alors le nouveau symbole d'un vécu qui était auparavant inexprimé ou mal exprimé.

Au niveau de la revendication à court terme, le conflit peut être évalué en fonction du pouvoir catalyseur de telle ou telle revendication.

Au niveau du long terme, le conflit peut s'inscrire dans une série de conflits et l'évaluation ne pourra alors s'effectuer qu'à la fin de cette période.

On peut aussi se demander si le conflit est nécessairement payant à court ou long terme du point de vue des avantages acquis dans l'entreprise ou de la modification globale du rapport des forces entre mouvement ouvrier et patronat. Le slogan : « la lutte est toujours payante » a été, depuis ces dernières années, mis en question par les centrales syndicales prônant une certaine radicalité de l'action. La dénonciation par la C.G.T. de certains conflits qualifiés d'aventureux ou d'avant-gardistes découle d'une analyse concluant que certains conflits ne répondent pas aux critères que nous avons énoncés : ces conflits sont estimés procurer plus d'inconvénients que d'avantages pour les travailleurs.

On peut réagir à cette situation en prétendant que le conflit échappe à toute analyse, qu'il est porteur d'une légitimité naturelle, que l'on doit le défendre partout en en toutes circonstances. Mais ce serait admettre une sorte de « naturalisme conflictuel » : le conflit arrive toujours au « bon moment » et ses formes sont toujours adéquates à la revendication qu'il exprime.

Si l'on refuse cet a priori, on est alors obligé de reconnaître que le conflit n'échappe pas plus à l'analyse que la négociation. Pour ne pas avoir à répondre à cette ques-



A quel moment le conflit est-il efficace ou révélateur ? SYGMA

tion, la tentation est grande de procéder par amalgame : le conflit considéré comme suicidaire est alors dénoncé comme manœuvre patronale ou fasciste. Cette manière de procéder est cependant pernicieuse à la longue car elle prive les travailleurs d'outils d'analyse et laisse les leaders seuls juges pour décider si le conflit est valable ou non. Cette situation a porté préjudice au mouvement syndical dans la mesure où s'est créée une sorte de méfiance dans l'évaluation cachée du conflit : c'est ce qui conduit la plupart du temps à des déclenchements sauvages de grèves à l'insu des syndicats.

Mais d'autres questions surgissent aussitôt. A quel moment le conflit est-il efficace ou révélateur ? Au moment où il se déroule, au moment où il aboutit à une négociation ou quand il ne fait simplement que menacer l'ordre, avant, après ?

Sur ce plan nous connaissons la réponse des syndicats anglo-saxons qui estiment que la menace du conflit suffit souvent pour satisfaire certaines revendications (cas de la Suède). Cette position, certes discutable, ne peut cependant pas être contestée dans le cadre de syndicats puissants. Par contre elle n'a plus guère de valeur lorsque les forces syndicales qui menacent de déclencher un conflit sont dans l'incapacité matérielle de l'assumer : c'est le cas de la France, où les organisations syndicales restent de faible dimension comparativement à la situation d'autres pays européens.

En France le conflit est souvent avalisé par les forces les plus radicales car il est surtout porteur d'une signification sociale et politique qui permet de suppléer à la faiblesse organisationnelle des mouvements politiques et syndicaux. Dans ce sens l'évaluation ne se fait qu'en fonction de cette symbolique et de la menace qu'elle fait peser sur l'équilibre d'un système contesté.

Mais peut-on admettre avec certitude que le domaine conflictuel constitue une sorte de havre de sécurité du mouvement ouvrier français dans lequel il se retrouve à l'abri de la récupération ?

Lorsque le conflit devient une forme d'expression politique et syndicale qui supplée à une certaine faiblesse institutionnelle, le conflit s'institutionalise lui-même et peut entrer lui aussi dans le cadre des programmes prévisionnels de l'entreprise : il est alors traité par l'ordinateur au même titre que des prévisions de marché.

Les services de relations humaines dans les entreprises sont des organismes destinés à amortir les conflits en les éloignant de la

direction générale et à les intégrer dans la gestion.

Le maniement de symboles conflictuels (y compris le débrayage) ne sert pas seulement à effrayer l'adversaire, il a aussi pour effet, du côté des travailleurs, de vider l'abcès du ressentiment. Un manque de clairvoyance dans les objectifs « négociatoires » de ces conflits aboutit à plus ou moins long terme, à une démobilisation ou à des compromis confus.

On peut citer certaines pratiques patronales qui, ayant des études en réserve attendent l'apparition saisonnière de conflits pour « se les faire arracher ». Il suffit alors que le système syndical ou contestataire, moins fiable que le système de la gestion patronale, ait une ratée pour que la revendication ne se réalise pas.

La fiabilité du conflit est presque nulle dans le cas de mouvement spontané. Le conflit devient plus maîtrisable lorsqu'il intervient dans une entreprise qui possède un appareil syndical solide, mais alors il entre aussitôt dans la stratégie négociatoire des organisations syndicales et devient un simple instrument de négociation. Pour être efficace il perd sa créativité et devient un conflit « normalisé » dans lequel les travailleurs n'ont qu'un rôle subalterne, tout se jouant au niveau des leaders.
Le cas de conflits comme Lip échappe en partie à la règle, mais seulement dans la mesure où l'organisation syndicale et ses militants ont donné la parole aux travailleurs mais aussi se sont battus pour la leur garder.

Le conflit pour être efficace doit donc être soumis à une analyse si possible collective, il doit être un signifiant recouvrant une réalité et non un fantasme, il doit libérer non seulement les pouvoirs des leaders mais aussi les pouvoirs de la base. Toutes ces conditions ne pourront être réunies que si l'organisation syndicale et ses militants partagent de tels objectifs.

Dans un système, comme en France, où les organisations syndicales sont relativement faibles, la politique « négociatoire » est perçue comme culpabilisante et honteuse. Cela ne l'empêche pas de se pratiquer, comme ailleurs, mais cela l'empêche par contre de se formuler.

Elle est culpabilisante car, se déroulant dans un rapport de forces défavorable, les organisations syndicales n'ont que peu d'atouts pour imposer leurs orientations (surtout lorsqu'aucune menace conflictuelle ne vient les appuyer).

Mais comme le système industriel fonctionne et que les conflits ouverts sont relativement peu nombreux, cette situation peut entraîner une utilisation des travailleurs comme simples fantassins d'un système de négociation qui n'ose pas s'avouer et qui prive les véritables acteurs du conflit du pouvoir de décider de la stratégie syndicale de négociation.

C'est certainement la raison pour laquelle en France le résultat de la négociation n'est jamais tellement accueilli favorablement, car il implique toujours un doute sur le rapport des forces en présence. On ne sait jamais si on n'a pas été floué.

Il serait intéressant de rompre avec cette vision dichotomique et d'analyser la négociation dans les mêmes termes que le conflit pour s'apercevoir de leur intime parenté.

Les trois éléments de l'analyse : la puissance démonstrative, les effets à long et court terme pourraient être repris pour l'analyse de la négociation. On devrait également rechercher les éléments conflictuels qui ont influencé la négociation pour distinguer ce qui appartient aux travailleurs et ce qui appartient aux intérêts du patron. Ainsi lorsqu'on retrouve dans les négociations ou dans les transformations des entreprises, des réalisations comme les groupes autonomes ou l'aménagement de certains postes, on peut s'interroger sur les limites de l'analyse marxiste-orthodoxe. Dire en effet que toute transformation de l'entreprise n'a pour objectif que d'augmenter l'exploitation ou de permettre de la faire supporter, revient à nier la valeur d'une grande partie de l'action entreprise par les travailleurs depuis plusieurs années pour obtenir l'amélioration de leurs conditions de travail.

C'est aussi se demander pourquoi le renforcement de l'exploitation passe maintenant par une augmentation de l'autonomie des travailleurs alors qu'elle passait jusqu'à présent dans les analyses classiques par le renforcement de leurs dépendances. Lorsque les travailleurs s'insurgent depuis quelques années contre la répétitivité, la robotisation, contre l'insalubrité, la charge de travail et les cadences et que les négociations apportent quelques avantages dans ces domaines, la part conflictuelle des travailleurs est inclue dans ces résultats en modifiant aussi quelque fois les rapports hiérarchiques et de commandement dans l'entreprise.

Refuser de prendre en compte ces acquis qui reviennent à la combativité ouvrière, c'est faire croire que l'entreprise n'est pas modifiable par l'action des travailleurs. C'est introduire le défaitisme chez les travailleurs que de les convaincre que le changement se situe seulement à des niveaux politiques beaucoup plus élevés et plus mystérieux détenus par l'élite politique ou les théocrates de l'idéologie prolétarienne. A la place de ces conceptions mécanistes, on doit au contraire réintroduire la place de la lutte des travailleurs et ses effets dans toutes les modifications de l'entreprise.

Il faut donc bien comprendre que les rapports sociaux dans l'entreprise ont toujours comme terme la négociation et que la valeur de celle-ci sera fonction du contenu conflictuel du rapport de forces. Ce n'est pas parce qe cet élément se trouve exclu de la stratégie « négociatoire » des organisations de type réformiste qu'il faut penser que les autres organisations, fussent-elles gauchistes, peuvent échapper à la négociation. Le plus important pour ne pas mystifier les travailleurs, est de cesser de réduire leur rôle à celui de simples fantassins du conflit pour leur permettre d'autogérer la négociation.

Daniel MOTHE

L'animation culturelle n'est plus un vain mot mais une réalité concrète. Ils étaient quelques centaines, réunis à Grenoble, résolus à partir en guerre contre l'immobilisme culturel en allant à la rencontre des jeunes, des travailleurs, sur les lieux mêmes de leur vie.

Animation culturelle : Une nouvelle conception



De nouvelles formes d'action culturelle *M. DELLUC/VIVA*

Animation culturelle : cette expression couramment usitée, recouvre des intentions à l'heure actuelle de plus en plus diverses. Si l'on y regarde de plus près, on découvre derrière ces mots, des activités qui vont de la mise à la disposition par un centre culturel d'une table de ping pong, à la décentralisation d'un spectacle ou à un travail en milieu populaire.

Une nouvelle fois la confusion règne et les objectifs pourtant très différents de ces interventions sont habilement camouflés.

A Grenoble, il y a quelques semaines, une centaine d'enseignants, comédiens, psychologues, musiciens, venus de toute la France, se sont réunis pour la troisième fois consécutive (I), pour développer ce qu'ils appellent « de nouvelles formes d'action culturelle ». Ils disent ne rien avoir de commun avec les animateurs tout frais émoulus du « parfait petit manuel de l'animation ».

Ils interviennent uniquement dans des milieux qu'ils jugent défavorisés, et n'attendent pas, derrière les murs des centres culturels des MJC et des Maisons de la culture, les quelques pékins en quête d'activités culturelles.

Depuis quelques années, ils sont

Une « bonne politique culturelle », cela peut-être autre chose que les tournées Karsenty pour le bourgeois, « Au théâtre ce soir » pour le prolo.

partis en guerre, ici et là, à leur manière, contre l'immobilisme culturel dans les villes et dans les campagnes, en proposant sur les lieux mêmes de leur vie à des jeunes, des femmes, des immigrés, des travailleurs, des animations sur les thèmes quotidiens auxquels ils sont confrontés (chômage, avortement, commérage...).

C'est ainsi qu'à Montbéliard, Jean Hurstel (devenu maintenant co-directeur du centre d'action culturelle) a développé un travail culturel en quartier ouvrier. Depuis la première réunion de quartier en 1970, à laquelle avaient participé une trentaine de personnes, ce sont maintenant six groupes autonomes qui fonctionnent en permanence. Au total 300 à 400 personnes se mobilisent régulièrement ou épisodiquement pour des rencontres et des activités de théâtre, de cinéma ou de sculpture.

Dans le domaine musical, de nouvelles expériences sont également tentées. Camille Roy, qui dirige l'équipe musicale de Châlons, raconte une de ses interventions à Annecy, lors d'un stage rassemblant pour un week-end les instituteurs de la région d'Annecy. Après avoir proposé à chacun des participants de « taper » comme ils le désiraient sur des instruments à percussions, il leur a demandé (à l'aide de quelques exercices) de s'impliquer « dans un geste sonore nouveau ». Cela a eu pour résultat une communication musicale qui, une fois terminée, a abouti à un débat, et, dit-il : « à une mise en pièce de leurs méthodes pédagogiques ».

En milieu scolaire et pendant plus de quatre mois, Armand Gatti, qui se consacre depuis cinq ans à l'animation culturelle (en Belgique, en Allemagne dans les usines et en milieu rural), a proposé aux enfants du CES J. Lurçat de Ris-Orangis de créer ce qu'ils ont nommé « une pièce... à trente facettes ».

A partir du thème du « chat guérillero », (2) les enfants ont commencé (seuls ou en groupes) à réaliser des affiches, puis ils ont appris à « traduire » le découpage du scénario qu'ils ont inventé. Plus de 250 enfants et une vingtaine de professeurs ont participé à cette aventure. En tout, à peu près le tiers des effectifs du CES.

Ailleurs, des équipes permanentes d'intervention musicale, théâtrale, audiovisuelle, de psychiatrie de secteur, se développent également à Grenoble, Aix-en-Provence, Avignon, et en milieu rural.

Comme on le voit, leurs secteurs et leurs méthodes d'intervention ne sont pas toujours semblables, mais ils ont tous, comme le dit Renata Scant (du Théâtre-action Grenoble), un dénominateur commun : « se poser le problème de l'expression chez les défavorisés, selon le mode d'intervention propre à chacun des animateurs ». La plupart d'entre eux se sont réunis à Grenoble pour évoquer leurs difficultés, et promouvoir de nouvelles formes d'animation culturelle ». Ils veulent trouver leur place dans ce que Tallau (du CAC d'Avignon) appelle « la tarte à la crème de la culture ».

Tous étaient d'accord pour reconnaître que leur action, bien qu'efficace (3) et peut-être à cause de cela, se heurtait sans cesse à des obstacles de différentes natures que l'on peut essayer de regrouper en trois points.

Tout d'abord, sur le plan économique, le manque d'argent est lié d'une part à l'insuffisance des budgets culturels municipaux et surtout, au fait que les critères de rentabilité des interventions culturelles en milieux défavorisés n'ont rien à voir avec ceux utilisés habituellement. En effet, la valeur travail ne se mesure pas en termes de recette ou de public. « C'est, comme dit Alain Simon (Relais culturel d'Aix) sous forme de boutade – comme si on demandait à un enseignant de dire : « Voilà, j'ai fait ma classe comme ça, je voudrais tant de subventions pour l'année prochaine ». Ainsi, 4 % seulement du budget culturel d'Aix-en-Provence est consacré à l'animation en milieu populaire.

L'Etat subventionne paritaire-

ment la plupart des budgets culturels des municipalités et, de ce fait, contrôle régulièrement les dépenses effectuées.

Sur le plan politique, les élections législatives et surtout municipales restent un enjeu primordial et déterminant des choix politiques. La devise reste toujours : « je fais plaisir à tout le monde pour que je puisse rester maire de ma ville » (Alain Simon). L'animation de quartiers populaires est souvent jugée hasardeuse, ou inefficace, et on lui préfère de loin une bonne politique bien classique de diffusion culturelle. Comme ça tout le monde est content ; la bourgeoisie locale s'émoustille devant les spectacles parisiens en tournée, pendant que le prolo regarde « Au théâtre ce soir » devant sa télé. Bien peu de gens, en fait, ont intérêt à ce que ce petit manège change. Les animateurs doivent se battre pour survivre, et éviter les licenciements comme cela s'est produit à Mâcon en 1974, où toute l'équipe d'animation a été licenciée. Ils sont également à la merci des volte-face des municipalités. C'est ainsi qu'Avignon a changé trois fois son orientation culturelle. En 1973, après avoir pratiqué des interventions dans les quartiers ayant abouti à la création de sept groupes autonomes, la municipalité d'Avignon, sous la pression des notables locaux, propulse en 1974 les animateurs dans les milieux scolaires. Obligés de renoncer à leur travail de quartier, ils amorcent à peine des activités dans les écoles, qu'un nouveau changement de cap est entrepris par la mairie : en 1975, la municipalité décide de créer une « politique régionale centralisatrice ».

On voit, dès lors, qu'il est difficile pour les animateurs de suivre un travail et de maintenir un contact permanent indispensable dans un premier temps avec la population.

Il ne faudrait toutefois pas en conclure que, mis à part les obstacles économiques et politiques, tout marche comme sur des roulettes. Bien que les nouvelles formes d'action culturelle rencontrent un succès certain auprès des milieux défavorisés, « certaines personnes n'ont même pas l'énergie suffisante pour s'exprimer » dit Fernand Garnier (du Théâtre-Action Grenoble). « Aider les immigrés, les femmes, les jeunes travailleurs à prendre la parole, les aider à conquérir une identité sociale ne se fait pas sans problème. On rencontre très souvent des gens déculturés qui ne savent plus où ils en sont. Entre plusieurs cultures, complètement déstructurés sur le plan psychologique, ils sont partagés entre la culture à la maison et celle que l'école propose ».

L'expérience récente de Gatti a fait apparaître un clivage entre les enfants et leurs parents. Pendant que les élèves du CES défilaient dans les rues de Ris Orangis avec leurs masques, leurs serpentins et leurs confettis, la majorité des parents restèrent rivés à leur poste de télévision. Cela tend à prouver que, si le décloisonnement est possible dans certains milieux, il est encore difficile d'arriver à un enthousiasme collectif qui mettrait, au moins pendant quelques heures, le « télé-sangsue » au rencart.

Simultanément aux luttes qui sont menées sur le front économique et politique, le problème essentiel de ces nouvelles formes d'action culturelle est qu'elles doivent être constamment relayées et développées pour déboucher sur la construction d'un réseau solide et éviter ainsi que les efforts effectués ces dernières années fondent comme neige au soleil.

Pour que ces expériences puissent être efficaces à long terme, il faut que des « animateurs relais bénévoles » – selon l'expression de Francis Jeanson – émergent un peu partout, et qu'ils diffusent et participent à ces nouvelles formes d'action.

Le travail de Gatti à Ris Orangis n'aura été qu'une petite étincelle si les professeurs, les élèves et les autorités locales ne renouvellent pas et n'intègrent pas à la vie de tous les jours ces nouvelles expressions collectives.

C'est à cette condition qu'un front culturel stable et subversif peut se créer à côté des autres fronts de lutte. Il ne faut pas pour l'instant en exagérer l'importance, mais il est clair que la voie défrichée par quelques pionniers depuis ces dernières années s'avère de plus en plus praticable.

Il ne s'agit pas non plus de balayer toute la diffusion culturelle plus traditionnelle. Au colloque de Grenoble, tous les participants étaient d'accord pour bien préciser qu'ils n'ont pas l'intention de brûler les livres. Ils veulent simplement rétablir le déséquilibre flagrant qui existe entre leur action culturelle et la pratique traditionnelle.

Leur projet est sans équivoque politique car ils sont conscients des limites du changement dans la société actuelle. De multiples laboratoires ont déjà été créés, au sein desquels se fabriquent des formules qui, sous peu, risquent d'enrayer la machine culturelle en place. Il est maintenant nécessaire qu'ils dépassent le stade expérimental dans lequel beaucoup aimeraient les voir enfermés. (4)

Luc SATIN

(1) La première réunion a eu lieu en 1973 à Avignon sous l'initiative de Jean Hurstel, et la deuxième à Macon l'année suivante.

(2) Ce thème a été choisi par référence au chat de l'armée symbionaise de libération (SLA) qui s'est laissé mourir dans les flammes alors que l'incendie de l'immeuble du SLA obligeait les membres du groupe à se rendre. A partir de cet événement la « tribu » de Gatti a proposé aux enfants de faire vivre ce chat dans les murs du CES. (en référence à Guevarra qui écrivait un jour à sa mère que suivant la légende, le chat vivait sept vies successives et qu'à lui-même, déjà mort deux fois d'après les journaux, il en restait cinq à parcourir).

(3) Directeur du cabinet de J. Duhamel de 1970 à 1973, ce haut fonctionnaire déclare dans son livre la culture pour vivre : « Partout où des expériences ont pu être tentées en faveur des milieux défavorisés, on a pu noter une attention qui prouve que le besoin culturel existe à l'état latent et n'est pas une invention des animateurs ».

(4) Le groupe réuni à Grenoble invite tous les animateurs qui travaillent dans la même direction qu'eux à écrire au théâtre action Grenoble. 54, rue Saint Laurent à Grenoble. Un projet de réunion de toutes les animations pratiquées par les équipes présentes à Grenoble est envisagé dans une ville de France encore indéterminée au mois de juin ou juillet 1976.

INTERVIEWS

Agé de trente-cinq ans, ancien responsable syndical de la C.G.I.L., actuellement membre de la direction du Parti socialiste italien. (où il est chargé de la propagande) Fabrizio Cichitto est, avec R. Lombardi, C. Signorile et L. Labor l'un des animateurs de l'aile gauche du Parti.

Celle-ci a mis en avant, au cours de ces dernières années, un certain nombre de thèmes que l'ensemble du parti a aujourd'hui repris à son compte. Les problèmes posés par l'actuelle crise gouvernementale vont d'ailleurs probablement provoquer une nouvelle répartition des tendances.



L'objectif à court terme : centrer la politique industrielle sur la protection de l'emploi. D.R.

CICCHITEO

Pourquoi le parti socialiste italien qui, au début du mois de décembre avait décidé d'attendre le Congrès de la Démocratie Chrétienne pour provoquer la crise a pensé devoir agir plus tôt ?

Voyez-vous il y a quelque chose de paradoxal dans la situation politique italienne. Lorsque le P.S.I. pouvait sortir du gouvernement sans provoquer de crise politique (car il était alors facile de réaliser sans lui une coalition centriste : démocrates-chrétien + sociaux-démocrates + républicains + libéraux) il ne le faisait pas pour « éviter le pire ». Maintenant que le P.S.I., tenant compte du résultat des élections régionales et locales de juin, n'entend plus participer à des gouvernements de centre-gauche, la formule centriste n'existe plus et aucune force politique n'accepte de former un gouvernement sans les socialistes.

Pour en venir à l'essentiel de votre question la réponse est que le P.S.I. a provoqué la crise pour éviter un piège, mais qu'il risque peut-être de tomber dans un autre piège. Je m'explique : entre la décision prise par la direction du parti de retarder la crise jusqu'au congrès de février et l'article de De Martino qui a provoqué cette crise dès le 30 décembre, il y a eu les mesures économiques proposées par le gouvernement. Ces mesures étaient absolument inacceptable pour les socialistes. Des aides accordées aux entreprises sans discrimation aucune (or, sachant comment fonctionne notre système bancaire, nous pouvions prévoir que ces aides seraient allées aux entreprises les plus importantes) ; la poursuite de la politique de favoritisme et d'inefficacité dans le Mezzogiorno ; la création d'un mécanisme « pervers » visant à réduire l'emploi sans provoquer trop de tensions sociales grâce à la garantie du paiement d'un salaire pendant quatre ans environ aux ouvriers licenciés à la suite d'un processus de reconversion.

Ces mesures mettaient en œuvre une opération néo-corporative qui aurait détérioré encore davantage l'économie italienne. Le P.S.I. estimait que ce genre d'opération ne pouvait faire l'objet d'amendements et qu'il fallait procéder à une nouvelle élaboration du programme. On s'est demandé pourquoi le P.S.I. n'a pas porté le débat au Parlement. La chose aurait été possible si le P.C.I. avait eu une attitude différente.

Mais le P.C.I. a tout de suite adopté une position très souple à l'égard des mesures gouvernementales. C'est qu'il voulait d'une part maintenir à tout prix un contact avec la D.C. et « cou-

vrir » Moro et Zaccagnini afin de leur permettre de remporter le prochain congrès de la D.C. C'est qu'il entendait d'autre part consolider les rapports qu'il a établi avec le secteur de la grande industrie dirigé par Agnelli par l'entremise de Ugo La Malfa, le leader du parti républicain (P.R.I.) Dans une telle situation le P.S.I. risquait d'être entraîné dans les sables mouvants d'un débat parlementaire où le jeu mené par la coalition D.C.-P.R.I. aussi bien que par le P.C.I. visait à faire voter quelques amendement socialistes puis à faire accepter l'essentiel des mesures.

D'une manière plus générale le jeu consistait à établir une sorte de « triangle » Moro : La Malfa - P.C.I., au centre duquel le P.S.I. ferait figure de spectateur toléré. En fait il aurait été mis sur la touche. Ces divers éléments ont poussé De Martino à passer à l'action et à provoquer la crise.

Entendons-nous, la crise pouvait être provoquée politiquement d'une manière plus adroite, non pas par le biais d'un éditorial mais à partir d'une mobilisation de masse, d'une concertation avec les syndicats, d'une action de propagande dans le pays. Nous avons essayé de faire cela après, mais on a perdu une occasion favorable.

Ayant évité un piège et fait comprendre même à ceux qui ne voulaient pas comprendre (Moro et La Malfa mais aussi les communistes) que les socialistes comptaient encore dans la réalité du pays, le P.S.I. se trouve aujourd'hui devant un autre traquenard : il risque d'avoir à choisir entre la reconduction du centre-gauche et la convocation d'élections anticipées.

Quels sont les objectifs visés par le P.S.I. ? Quelles liaisons établissez-vous entre ces objectifs et les revendications mises en avant par les syndicats dans la négociation des nouveaux contrats ? Qu'en est-il notamment du problème de la réorientation et du contrôle des investissements ?

L'objectif fondamental du P.S.I., en ce qui concerne les problèmes à moyen terme, est de centrer la politique économique et du même coup la politique industrielle sur la nécessité de protéger l'emploi.

c'est pourquoi toutes les propositions socialistes en matière d'investissements industriels visent essentiellement à maintenir les niveaux existants de l'emploi.

On ne peut accorder aux entreprises des facilités et des crédits en fonction d'une politique libérale, on ne peut consentir à la fiscalisation partielle des charges sociales sans négocier la répartition sectorielle et territoriale des investissements sur le plan de l'emploi. Les socialistes peuvent accepter la mobilité de la main-d'œuvre, c'est-à-dire le déplacement d'un emploi à un autre mais non pas le passage de l'emploi au chômage, même si les effets de celui-ci se trouvent atténués par la promesse de quatre années de salaires.

A la base de la position socialiste il y a la volonté d'établir un lien entre la programmation de la demande et la programmation de l'offre. Face à la crise économique il faut introduire sur le marché une sollicitation d'un type nouveau constituée par une forte demande de consommation publique (logements, écoles, hôpitaux, transports) s'accompagnant, pour équilibrer les comptes, d'une lutte contre les gaspillages et le parasitisme, pour la stabilisation des dépenses publiques courantes. Ce développement programmé de la demande doit être réalisé à travers l'action des collectivités, qu'il s'agissent des régions, des collectivités locales, des coopératives etc. Sur cette orientation nous sommes d'accord avec le P.C.I. Mais le point important est que cette orientation aille de pair avec une programmation de l'offre, c'est-à-dire avec un contrôle sur la qualité et la quantité des investissements. Cela peut-être réalisé à la condition de rétablir un contrôle direct sur la politique des participants de l'Etat et d'utiliser ces instruments indirects qui constituent le crédit et la discrimination fiscale des charges sociales qui pèsent sur les entreprises privées. Il s'agit de modifier le poids des différents secteurs en choisissant les secteurs à technologie plus avancée, les machines-outils, l'alimentation, etc.

Cette orientation rejoint très vigoureusement la ligne syndicale. En premier lieu parce que, en visant à protéger l'emploi, elle veut défendre le pouvoir syndical dans l'usine et dans la société. En second lieu parce qu'une politique de contrôle **par le haut** des investissements et de l'emploi rejoint la demande de contrôle **par le bas** formulée par les syndicats des métaux et de la chimie dans leurs plate-formes contractuelles. Il y a une complémentarité étroite entre ces deux moments dans ce sens que c'est seulement à travers l'articulation du contrôle par le haut au niveau gouvernemental et du contrôle par le bas dans l'usine qu'on peut régler vraiment les comptes avec la politique patronale. Tout cela implique nécessairement un programme précis sur les secteurs à développer et sur les secteurs à réorganiser (programme qui permettra d'établir un nouveau tableau des interdépendances sectorielles).

Un premier projet a déjà été établi à cet égard par quelques camarades tels que Nicola Cacace et Paul Leon.

Mais le problème à débattre est autre, je ne considère pas, pour ma part, que la Démocratie Chrétienne soit en mesure de s'attaquer aux positions de rente et de remettre en cause le conditionnement des investissements industriels.

Pour faire une telle politique il faut que le gouvernement puisse agir d'une manière autonome à

Fabrizio Cicchiteo

l'égard des intérêts économiques dominants, car sinon une telle ligne sera retournée comme un gant et deviendra l'expression des intérêts qu'on entend combattre. Le problème du programme ne peut donc jamais être dissocié de celui des alliances politiques. C'est de là que naît la nécessité d'une alternative de gauche.

Quelle analyse faites-vous des attitudes du P.S.I. et de la D.C. ?

Commençons par la D.C. On ne peut identifier la D.C. aux catholiques. La D.C. a été le parti « presque » unique des catholiques sous la conduite de De Gasperi. Il était alors cimenté idéologiquement par un anti-communisme de marque religieuse inspiré par Pie XII. Successivement, sous la direction de Fanfani et des « Dorothées » (Rumor, Segni, Taviani, Andreotti) la D.C. a capitalisé sa force politique dans un système articulé de pouvoir : entreprises publiques, banques, organismes de prévoyance et d'assistance, centres de la spéculation financière et de la spéculation urbaine. Ce système de pouvoir a donné à l'Italie une dimension féodale. On a vu ainsi se développer toute une série de fiefs indépendants les uns des autres. C'est sur ce point que le centre-gauche a échoué et que le P.S.I. a essuyé une défaite historique. Le Centre-gauche a fait, il est vrai, quelques réformes : la nationalisation de l'énergie électrique, les régions, le statut des droits des travailleurs, le droit de la famille, la réforme de la R.A.I. Mais ces réformes ont été englouties dans les sables mouvants d'une politique modérée. Le centre-gauche a hérité sans le désagréger du bloc historique centriste, fondé sur l'alliance du profit et de la rente, il lui a ajouté une augmentation des dépenses publiques et quelques concessions salariales. Par la faute de la D.C. on n'a pas touché aux structures.

Il y a actuellement une discussion dans la gauche italienne au sujet de la D.C. Pour ma part je ne crois pas au « compromis historique » parce que je ne crois pas à la possibilité de refonte de la D.C. La D.C. est un parti fondamentalement modéré qui ne peut faire autre chose que ce qu'il fait actuellement. Cela est démontré par la ligne que suivent Moro et Zaccagnini qui expriment la composante catholico-démocratique de la D.C. Moro est le conservateur le plus intelligent de la scène politique italienne. Il n'arbore pas les attitudes outrancières de Fanfani, mais il a toujours visé à diviser la gauche et à unifier la D.C. Dans les années 64-68 il a entraîné le P.S.I. dans une collaboration gouvernementale modérée, fermée au P.C.I. Aujourd'hui que les socialistes ont durci leur position il s'est efforcé de les déborder en s'adressant directement au P.C.I. Mais dans sa démarche on ne trouve ni la proposition de formuler un programme plus avancé ni le désir de modifier les bases de la coalition gouvernementale. Il parle sans doute d'une « confrontation » avec le P.C.I. Mais ce n'est pas une nouveauté. Il cherche en fait à cristalliser le rapport traditionnel entre majorité et opposition.

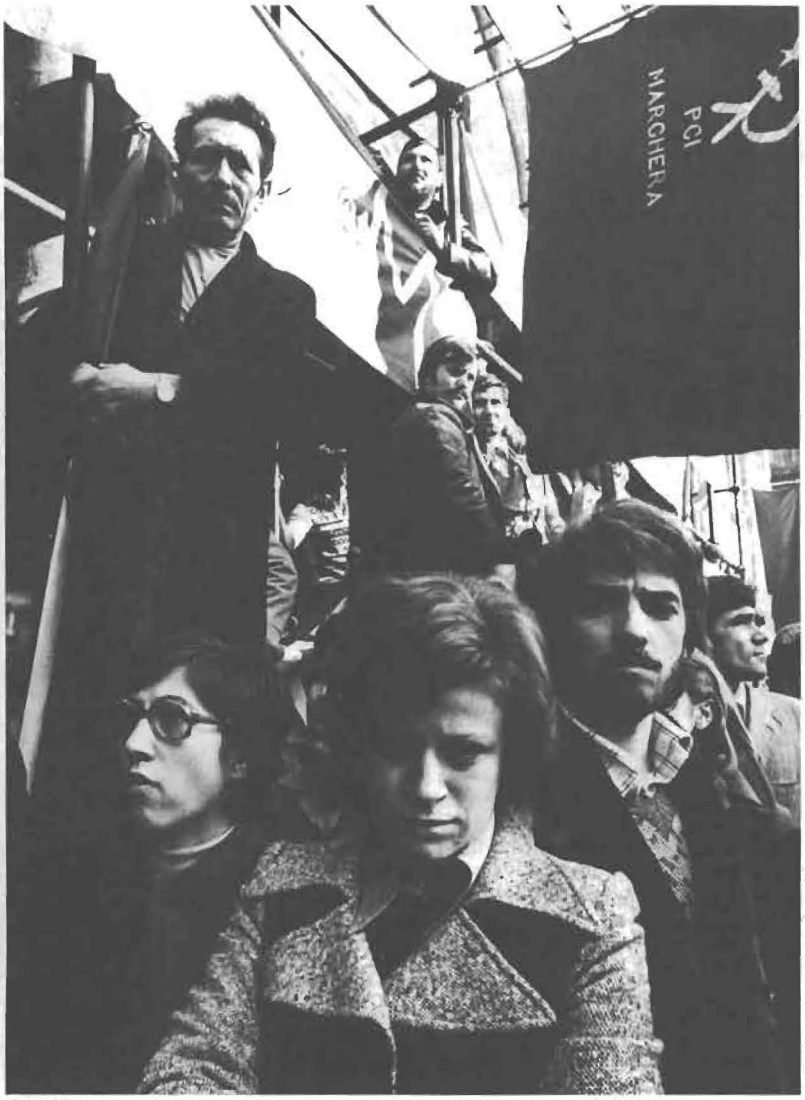
La démocratie chrétienne tente une opération de récupération électorale aussi bien sur sa gauche que sur sa droite. Avec Moro et Zaccagnini la D.C. cherche à récupérer les couches populaires catholiques. Avec Andreotti, Forlani et l'intervention massive de la hiérarchie écclésiastique on essaye de rameuter les électeurs libéraux et sociaux-démocrates et de pêcher dans les trois millions de voix du M.S.I. Le P.C.I. est en train de s'apercevoir tardivement de cette manœuvre et c'est seulement ces tous derniers jours qu'il a commencé à prendre ses distances à l'égard de la D.C. Le P.S.I. est obligé pour rattraper les erreurs commises dans le passé à se lancer dans une course fébrile. La collaboration aux gouvernements du centre-gauche a été très négative pour le P.S.I. Celui-ci a été pressé comme un citron. Il y a eu détérioration de son image extérieure, de sa capacité d'initiative politique, de la qualité de ses instances dirigeantes : ce que la gauche socialiste avait prévu depuis 1964.

Aujourd'hui la force des choses pousse le P.S.I. à une position d'alternative. Pour reconquérir sa place dans la société italienne le P.S.I. doit donner des réponses aux aspirations nouvelles qui ont surgi dans la société civile, dans la classe ouvrière, la jeunesse, les femmes et de larges secteurs de la classe moyenne. La ligne de l'alternative est une stratégie en ce sens qu'elle implique un processus politique complexe et difficile. Il y a un secteur qui vote à gauche quand il est sûr que son vote renforce l'opposition mais qui devient beaucoup plus hésitant lorsqu'il sait que ses voix peuvent effectivement porter la gauche au pouvoir.

Par ailleurs, la pire chose que pourrait faire le P.S.I. serait de prêcher l'alternative et de pratiquer le centre-gauche. Il y a encore quelques tentations dans ce sens dans certains secteurs du parti. Personnellement je donne une interprétation « gramscienne » de l'alternative : pour moi elle consiste dans l'agrégation d'un nouveau bloc historique composé de socialiste, de communistes, de forces laïques et de masses catholiques. Le terme de compromis peut être utilisé, comme l'a dit Gramsci dans les « Cahiers de la

Prison », pour désagréger le bloc historique traditionnel, non pour effectuer une sorte d'addition entre le nouveau bloc et l'ancien. S'il est déjà difficile de trouver une majoration de 51%, une alliance de 80% est impraticable et impossible de par l'extrême hétérogénité des intérêts sociaux et des forces politiques et culturelles en cause.

A mon avis les socialistes doivent viser à une issue de ce type c'est-à-dire à une réélaboration complète des mesures économiques en fonction des propositions formulées par le P.S.I. et le P.C.I. En ce qui concerne les alliances il faudrait trouver une solution intermédiaire qui marquerait pourtant un tournant par rapport au centre-gauche, donc un gouvernement qui bénéficierait de l'abstention du P.C.I. à la Chambre et de son accord sur le programme. Si ces deux conditions minima ne sont pas respectées alors il n'y a pas d'autre issue que les élections politiques anticipées. Entre temps après les polémiques de ces dernières semaines, il faut reconstituer un front commun entre le P.S.I. et le P.C.I. sur le plan des programmes et des propositions politiques immédiates. Il faut mettre en échec la tentative des Morotei de diviser les gauches. Cette crise doit être gérée avec un comportement commun du P.S.I. et du P.C.I. même si des différences de stratégie demeurent.



Pour gérer la crise, adopter un comportement commun entre P.S.I. et P.C.I. FOTOLIB

Où en est l'élaboration du programme du P.S.I. ?

Le programme socialiste qui sera présenté au congrès est en cours d'élaboration. En ce qui concerne le programme économique à court terme le parti a déjà exprimé sa position. Il a obtenu quelques réactions favorables auprès des syndicats et de certaines branches de l'industrie. Les idées-force du programme socialiste sont le nouveau modèle de développement, les droits civils, l'autogestion, les libertés d'information, le démantèlement du système de pouvoir démocrate chrétien, un nouveau cadre de politique étrangère. On a cherché à faire assumer par le P.S.I. une position de troisième force, à la fois anti-catholique et anti-communiste, avec un programme qui se situerait exclusivement sur le terrain de la laïcité. A mon avis il faut choisir une ligne très différente sur le plan politique et sur le plan du programme. La lutte de classe et les droits civils doivent constituer les deux termes essentiels de l'initiative et de la bataille socialistes. Le P.S.I. doit être capable d'assembler en une synthèse unitaire les nouvelles exigences libertaires provenant de larges secteurs de la classe moyenne et la lutte sociale engagée par la classe ouvrière. Dans un tel cadre l'hypothèse de l'autogestion, conçue comme une gestion directe des travailleurs et des usagers dans le secteur des services et de l'exercice d'un contrôle dans les secteurs de la production peut être un élément unificateur.

Ligne politique, programme, transformation du parti sont les points essentiels de la relance socialiste.

Notes et critiques

Revel
jeune
théâtre
Papinsky

L'EXPRESS ET « LE SUICIDE SOCIALISTE »

Vous connaissez tous cet illustré pour enfants qui a échappé au lent dépérissement auquel il était promis en accompagnant chaque livraison d'un petit gadget. Illustré pour adultes, **l'Express** est à lui-même son propre gadget. Otez J.J.S.S., « Histoire d'O » et Jean-François Revel et que reste-t-il ? Cinquante pages de publicité.

La manchette du numéro du 12 janvier (« Un million d'exemplaires ») et le tapage fait autour de ce tirage exceptionnel donnent bien la mesure de ce médiocre sensationnalisme qui tente de se hisser à la hauteur d'un événement. Mécanique en forme de syllogisme qui tient le livre de Revel pour un événement (ou cherche à le faire passer pour tel) en tirant à un million d'exemplaires, ce qui est un événement (ou ce qu'on cherche à faire passer pour tel), etc. Ainsi parée de vertus commerciales, la sophistique justifie ce que l'on dit parfois de **l'Express** : il est vendu cinq francs parce que, gratuit, personne n'en voudrait.

Le numéro de **l'Express** tiré à un million d'exemplaires sous le titre « Le suicide socialiste » réduit en fait l'ouvrage lui-même (la Tentation totalitaire), à l'état de prétexte d'une opération politico-commerciale dont l'hebdomadaire de J.J.S.S. est désormais coutumier.



M. ROGER VIOLLET

Une seule alternative : la social démocratie ou le communisme

Curieux numéro, en vérité : il ne contient pas d'informations d'actualités. Rien que Revel et la publicité, Revel et l'armagnac. Revel et la Hi-Fi, Revel et la moquette de haute laine, Revel et les vacances d'hiver au Club Méditerranée... Lisez tout cela d'un trait, et vous avez là le texte et les images d'un manifeste de civilisation. D'un côté la fine champagne, la musique classique, les tapis moelleux et le Club où « c'est si bon de faire ce qu'on veut quand on veut », univers de consommation éphémère, de rêve d'évasion, de liberté d'oublier – bref, tout ce que les socialistes risquent de nous faire perdre ; de l'autre, l'hiver sibérien du Goulag, la réalité brutale du Chili de Pinochet, l'austérité inquiétante de la Chine, tout ce vers quoi leurs alliances coupables nous entraînent...

Voilà ce que ce numéro de **l'Express** susurre à l'inconscient de ses lecteurs. Tout de même, il s'agit là d'un glissement curieux pour un journal qui prétend traiter de l'événement politique de l'année.

Mais venons en au fond du problème. Le livre de Revel est irritant par ses inexactitudes et sa superficialité. C'est cependant un livre significatif. Il exprime les réactions non seulement d'une ex-gauche qui s'est « rangée des voitures » mais aussi d'un grand nombre de cadres et d'intellectuels qui souhaitent avoir de bonnes raisons de ne pas voter à gauche.

C'est pour ceux-là qu'il faut souligner les trois faiblesses essentielles de Revel. Premièrement il ne dit rien de sérieux sur la crise actuelle du monde capitaliste ; il se contente de rappeler qu'aucun système n'est exempt de faiblesses et que le capitalisme n'a pas que des aspects négatifs : ce qui est quand même un peu court. Deuxièmement il ne fournit aucune analyse des contradictions présentes des sociétés de type soviétique ce qui le conduit à ne pas avoir d'idée sur l'évolution possible de ces sociétés : pour lui elles doivent rester immuablement staliniennes. Troisièmement il ignore tout de la réalité du mouvement socialiste français en 1975-76. Ses polémiques parfois non dépourvues de drôlerie visent certains intellectuels de gauche qu'il a pu fréquenter au temps où il était lui-même de gauche. Elles passent complètement à côté du P.S. d'aujourd'hui.

Que reste-t-il donc de ce livre ? Une seule question importante. « Dans la mesure où il s'agit d'action, de pouvoir, écrit Revel, il n'y a pour s'opposer au capitalisme à ce stade de son histoire que deux systèmes éprouvés fonctionnant avec les limites et les défauts de toutes les choses qui existent : la social-démocratie et le communisme ». Voilà bien le problème : est-ce que « le socialisme qui n'a jamais existé » est ou non crédible ? Revel répond non. C'est qu'il voit la gauche socialiste comme il la connaissait il y a cinq ou six ans. Il ne comprend pas qu'après la traduction purement idéologique de mai 1968, il y a eu une traduction théorique et politique qui donne pour la première fois une véritable cohérence à un projet socialiste dépassant le vieux dilemme « stalinisme ou social-démo-

cratie ». Ce projet n'est pas sans faiblesse ni sans lacunes. Nous sommes bien placés pour le savoir. Mais il fait partie des « choses qui existent » et qu'ignore Jean-François Revel.

POUR LA SAUVEGARDE DU JEUNE THEATRE

200 jeunes compagnies théâtrales professionnelles se battent et vivent dans des conditions désespérées. Elles luttent, se maintiennent (on serait tenté de dire : s'accrochent), se veulent au service d'une population. Qui nommer ? Tant elles sont tellement nombreuses, tellement diverses : Théâtre de la Carriera, Théâtre Populaire Occitan, Théâtre Demain, Théâtre d'Action culturelle, Théâtre de la Planchette, Théâtre Action de Grenoble, Théâtre de l'Unité, Athévains, Théâtre du Pratos, Théâtre de la Cambrenoire, Compagnie du Lierre, Compagnie du Bois-Lacté, Théâtre Présent, Théâtre sur la Place, Théâtre Populaire du Midi, Compagnie théâtrale de la Mer, Théâtre de l'ACTE, etc.

Une centaine d'entre elles se sont regroupées au sein du mouvement Action pour le jeune théâtre (A.J.T.). Dernièrement (novembre 75) une vingtaine d'entre elles ont organisé des « rencontres » au Théâtre 71 de Malakoff. Ce qu'elles ont en commun : leur dénuement. « Le jeune Théâtre, parent pauvre d'une culture pauvre se voit dans l'obligation de travailler dans les pires conditions matérielles : misère, absence de sécurité, manque de locaux, endettement » (comment se définit le jeune Théâtre ? uniquement de façon économique...);

Et plus loin, elles ajoutent : « La politique culturelle du gouvernement ne consiste pas seulement, sous couvert d'un soutien de prestige réservé à quelques grands têtes d'affiches, à masquer la pénurie de l'immense majorité des troupes. Elle interdit l'extension de phénomène théâtral précisément en ce qu'il correspond à un besoin de débloquage subversif ».

Mais elles affirment, et ceci nous concerne particulièrement, nous socialistes : « Le jeune Théâtre prend racine dans les besoins d'expression de toute une population. » Dans une pétition lancée sur le plan national, la section régionale Languedoc-Roussillon-Provence-Côte d'Azur de l'Action pour le jeune Théâtre écrit : « Une trentaine de compagnies accomplissent dans notre région un énorme travail d'animation, de création, authentiquement populaires : ce sont ces jeunes compagnies qui pénètrent dans des lieux tels que les Maisons des Jeunes et de la Culture, les établissements scolaires, les quartiers, les comités d'entreprise, les foyers, généralement privés de toute animation culturelle faute de moyens. (...) Or, ce sont ces troupes qui, pour une grande part, recréent ou éveillent auprès du public régional la nécessité du théâtre vivant, et qui seraient aptes à promouvoir l'épanouissement culturel de la région qui sont à présent, dans leur grande majorité, menacées de disparition ».

Un grand danger pèse sur l'avenir du théâtre et de l'Action culturelle (dont il est une des composantes). Il concerne tous ceux qui participent à l'aventure théâtrale, en premier lieu les créateurs (les auteurs ne peuvent que s'affirmer solidaires du combat mené par le jeune Théâtre, c'est aussi le leur), et aussi tous ceux qui agissent dans le domaine de l'Action culturelle. Les uns et les autres subissent les effets d'une double censure : censure économique, censure de l'information (les deux intimement liées, bien sûr !...). Le problème du jeune Théâtre, c'est celui de la création, celui de notre culture vivante, en devenir, celui de l'action culturelle. C'est le problème de la liberté d'expression !

Dans les textes définissant les orientations générales d'une politique de l'action culturelle du P.S., parmi les grands axes de stratégie, on peut lire, entre autres : « développer une action culturelle qui privilégie la création et la formation, démocratiser l'action culturelle à partir de la base ».

De telles orientations, découle l'affirmation d'un certain nombre de choix : choix du fonctionnement par rapport à l'équipement, choix de l'aménagement des équipements existants (la construction d'équipements légers, plutôt que d'équipements lourds coûteux et centralisés), et surtout choix d'une réelle décentralisation de l'action théâtrale (de l'action artistique dans son ensemble) par la multiplication des équipes légères de création, à travers tout le territoire. Il existe encore en France des départements où ne vit aucune activité de théâtre professionnel ou semi- professionnel, des villes qui ne reçoivent pour ainsi dire aucune troupe, des villages oubliés...

C'est une situation inadmissible qu'il faut tendre à faire disparaître. Et le combat du jeune Théâtre est le nôtre. Car il veut s'épanouir, travailler, créer, vivre au sein et au contact d'une population dans laquelle il désire s'intégrer, pour pouvoir la ressentir, l'exprimer. Par les moyens de cette action permanente, ce combat doit aider à susciter une vie théâtrale locale. Les groupes de théâtre amateur, en contact avec des professionnels proches d'eux, ne pourront qu'affirmer pour eux-mêmes de plus grandes exigences voulant aussi traduire, la réalité locale. L'action culturelle, théâtrale dans ce cas, conçue en termes de formation. Le combat du jeune Théâtre doit permettre l'éveil de créateurs locaux et leur donner une possibilité d'expression démocratique. Il est le nôtre parce que, intégré à une population, traduisant ses aspirations et ses besoins, il acceptera, cherchera, organisera le contrôle des usagers sur son action.

Et ceci ne doit pas se limiter, bien sûr, au jeune Théâtre. Il y a un besoin urgent de multiplication des équipes de créations musicales, de créations chorégraphiques, de créations picturales... Nous avons besoin que les créateurs soient étroitement intégrés à cette action dont la mission sera à la fois de créer, et d'animer en tant que créateurs. C'est à ce prix que pourra s'établir une autre action culturelle qui ne serait plus conçue essentiellement en termes de consommation culturelle.

Animation culturelle, animation socio-éducative, animation sociale, animation artistique, création, tout un ensemble de moyens qui doivent être mis à la disposition d'une population pour lui permettre de s'exprimer, et de se donner les moyens de se prendre en charge.

Pour l'Action pour le jeune Théâtre « une véritable régionalisation culturelle – donne aux régions les moyens nécessaires pour qu'elles prennent en charge leur personnalité et besoins culturels.

Elle permet aux créateurs, interprètes et théâtres régionaux de demeurer dans leur région d'origine ou d'implantation, et d'y développer leur tra-

Privilégier la création et la formation



Michel CLÉVENOT

APPROCHES MATÉRIALISTES DE LA BIBLE

Approches :

c'est un ouvrage d'initiation, écrit à l'intention des non-spécialistes et qui utilise la méthode mise au point par F. Belo dans sa : *Lecture matérialiste de l'Evangile de Marc.*

196 pages 29F

CERF

vail de recherche, de création, d'implantation ».

Ses revendications les plus urgentes : « L'augmentation des budgets culturels en fonction des besoins réels (budgets d'Etat, des régions, et des municipalités) et dès 1976, 10 millions de subventions d'Etat pour l'ensemble du jeune Théâtre. Une véritable politique de concertation qui aboutisse à l'élaboration de structures spécifiques à chaque secteur du jeune Théâtre (théâtre pour enfants, de recherche, d'implantation, débutant, etc; ».

Oui, le problème est urgent, vital : sauver le jeune Théâtre ! S'associer à son juste combat, soutenir ses justes revendications, mais aussi l'aider à s'exprimer dans nos centres culturels et à engager un travail d'animation dans nos communes. Le jeune Théâtre doit vivre et se développer... Sans lui, pas d'action culturelle véritable, telle que nous la concevons.

Guy FOISSY

POUR PAPINSKI !

Depuis le 19 novembre, un instituteur de Meurthe et Moselle, Jacques Papinski, fait la grève de la faim (9 semaines au moment où cette note est rédigée). Il est décidé à tenir jusqu'au jugement du Tribunal Administratif de Nancy, c'est-à-dire pratiquement début février. Mais aura-t-il satisfaction ?

Bref, en ce début 1976, à Homécourt, un instituteur se laisse crever de faim, en attendant que justice lui soit rendue. Qui est en cause ? Le Ministère de l'Education semble réagir avec une étrange légèreté à cette action extrême.

Les faits ont été signalés dans de brefs articles de presse. Seul « libération » a perçu l'importance de l'enjeu. Ailleurs, la grève de la faim d'un « instit » contre le ministère,... on ne prend pas ça au sérieux. Il faudrait expliquer un jour pourquoi.

Jacques Papinski a été révoqué en une heure de conseil de discipline à la fin de l'année scolaire 74-75 et interdit d'enseigner à vie. Pourquoi ? Il avait publié un mois auparavant un pamphlet contre les inspecteurs, « le Bouiboui ». Cet écrit mettait en cause personnellement plusieurs inspecteurs, en raison de leurs manières d'agir. Il manifestait un immense refus de faire les grimaces hypocrites d'usage devant les inspecteurs. Bien que rien ne les en empêche, s'ils l'estiment nécessaire, aucun des inspecteurs mis en cause n'a jugé utile ou opportun de porter plainte en diffamation (1). L'administration a préféré se rendre justice elle-même en excluant l'intrus. Sublime administration ! « Mr Papinski s'est exclu lui-même (sic) du corps des instituteurs et il en demeurera exclu (re-sic) » (Communiqué du recteur de Nancy 3 décembre 75).

Le « puissant SNI » a mal conseillé Papinski dès le début d'une affaire qui remonte en fait en 66. A l'époque en effet, à la suite d'une inspection en Anglais par un inspecteur non-angliciste, Papinski perdit son poste en C.E.G. Le syndicat ne sut pas ou ne voulut pas lui donner le seul conseil logique : attaquer l'inspection incriminée devant le Tribunal Administratif. Le SGEN-CFDT a par la suite fait le nécessaire, et aujourd'hui encore, agit en solidarité avec Papinski.

De plus, le fait le plus remarquable en cette affaire est certainement l'existence et l'action exemplaire d'un comité de soutien formé essentiellement de parents d'élèves, de militants syndicalistes CFDT. Car l'affaire a un impact local considérable. En plus du SGEN-CFDT, des militants de l'Ecole Emancipée et de Rénovation syndicale ont appuyé Papinski.

Que faire ? Signer les pétitions, prendre contact avec Jacques Papinski, collecter des fonds (une brochure relatant l'affaire est en vente : 10 F, à Papinski, B.P. 18 - Hamécourt. 54)

Un appel **Pour Papinski** a déjà recueilli de nombreuses signatures de personnalités, de chercheurs, d'universitaires, d'enseignants, de militants ouvriers et syndicalistes.
Envoyez les signatures à Le Hêtre, 3 avenue de Stalingrad - 92220 BAGNEUX.

Guy COQ

Violence: Mythe et Réalité

**la violence est devenue
depuis peu un thème central
du discours politique gouvernemental
et de la presse.
Pourquoi une telle campagne d'affolement ?
Sans doute, est-ce là
une tactique de diversion classique
pour tout ordre établi en crise.
Une question est posée à la gauche,
il faut y répondre.
Pour cela nous avons demandé
à un représentant
du syndicat de la Magistrature
Philippe Robert
d'analyser les statistiques
de criminalité.
Puis nous publions une interview
de Georges Kiejman.**

La sécurité est, nous dit-on, la troisième préoccupation des Français. Mais ce terme de « sécurité » est très vague et très ambiguë. Certes, en période de crise la plus grande partie des français a de bonnes raisons de se sentir en insécurité, ne serait-ce qu'en raison du chômage et de la hausse des prix, alors surtout qu'on ne voit pas d'amélioration poindre à l'horizon. On pourrait encore imaginer qu'un bon nombre de français se sentent en insécurité parce qu'ils estiment leurs libertés mal assurées actuellement.

En fait, on nous explique qu'il n'en est rien, que si nous ne sommes pas en sécurité, c'est uniquement parce que notre vie et nos biens sont menacés par une inquiétante augmentation de la criminalité.

Avant de s'engager dans un tel débat, il faut commencer par étudier froidement ce que valent les données de base.

Pour affirmer l'augmentation de la criminalité, on se fonde généralement sur les statistiques produites par la police et la justice.

Il faut donc examiner successivement deux questions :
– correspondent-elles à ce qu'on dit ?
– quelle est leur signification ?

Il est naturel de penser d'abord aux statistiques de police. On trouve au tableau 1 un résumé des principales données pour la dernière année connue, en l'espèce 1974.

A l'inverse toutefois de ce qui se passe dans plusieurs autres pays, les statistiques de police sont en France très sujettes à caution. Cette situation tient à des raisons diverses, certaines involontaires, d'autres provenant de manipulations abusives.

Malgré la réforme intervenue en 1971 dans la méthode de recueil des renseignements statistiques de base, les données policières comportent un risque important de surestimation : souvent deux services de police ou de gendarmerie peuvent connaître à la fois une même affaire ; en principe, seul le premier saisi doit la porter en statistique, mais cette règle n'est pas toujours respectée, et surtout elle n'est pas toujours possible à respecter dans la mesure où cette double saisie peut être ignorée des interressés. De surcroît, ces statistiques sont comptées en affaires, notion fort imprécise qui conduit généralement à dénombrer comme constituant plusieurs faits indépendants les différents éléments d'un même évènement délinquant. Ainsi voit-on figurer dans un tableau le nombre de hold-up, dans un autre le nombre de prises d'otage, de sorte que les hold-up avec prises d'otage paraissent comptés deux fois.

D'autres faiblesses rendent cette statistique douteuse. Ainsi y emploie-t-on des catégories peu nettes, relevant les unes d'une logique juridique (incriminations), d'autre d'une logique policière (façon de faire des délinquants), certaines des a priori des auteurs. Ainsi classe-t-on avec les hold-up, cambriolages et vols avec violences qui sont des vols qualifiés crimes, des infractions nommées « vols avec entrée par ruse » dont on ne peut savoir avec certitude s'ils sont des vols qualifiés ou non. De même réunít-on sous la catégorie : « comportements contre soi-même », l'usage de stupéfiants (qui est une infraction) et le suicide (qui, jusqu'à preuve du contraire, ne l'est pas)...

D'autre part, cette statistique ne compte pas les infractions involontaires contre la vie humaine. Ceci a pour conséquence de faire disparaître les homicides et blessures involontaires liés à la circulation ou aux accidents de travail. Or, il se trouve que notre sécurité est beaucoup plus menacée statistiquement par ces causes là que par les homicides et blessures volontaires.

la criminalité

Comme si tout cela ne suffisait pas, on a imaginé depuis 1973 de pondérer différemment les diverses infractions. On a voulu sortir de l'arithmétique qui rend équivalentes toutes les affaires enregistrées. Pour ce faire, on a tenté de mettre au point une méthode sommaire d'indexation affectant à chaque affaire une pondération à la hauteur de la « gravité » qu'on lui suppose. Ainsi y distingue-t-on les « grande » et « moyenne » criminalités et la « délinquance ». En procédant ainsi, la « grande criminalité » est composée pour moitié de vols, tandis que des homicides apparaissent dans la « moyenne criminalité » et que les escroqueries ne sont classées que dans la « délinquance ». Toutes ces raisons devraient conduire à n'utiliser ces statistiques qu'avec beaucoup de réserves.

Tout au contraire, elles font très souvent l'objet de commentaires parfaitement illégitimes.

Un périodique affirme ainsi que la prise d'otage est devenue pratiquement de règle pour chaque hold-up... une règle qui s'applique dans 5% des cas.

On y parlait encore d'une augmentation de 2808 % des hold-up en oubliant que sur des chiffres absolus faibles, le calcul en pourcentage peut donner des variations très importantes pour une modification assez faible des valeurs absolues : ainsi on peut parler d'une augmentation de 1000% pour un passage de 1 à 11. En tous cas, on observe une baisse de 4,7% en 1974.

On monte souvent en épingle les homicides volontaires, mais l'ensemble des meurtres, assassinats et coups mortels apparaissant dans les statistiques de police n'est que de 2682 en 1974 alors que les homicides par im-



5 % des hold-up se font avec prise d'otage. *Fotolib*

prudence (accidents de travail et de circulation) représentent dans l'ensemble 16.000 décès par an et que la statistique de police ne parle pas de cette délinquance là.

En fait, la statistique de police ne permet pas de parler d'une insécurité notable en ce qui concerne la vie et l'intégrité physique. Elle met en exergue surtout une part considérable et croissante des affaires concernant la propriété, singulièrement des petits vols (vols dans les grands magasins, vols à la tire, vols à la roulotte) et des cambriolages simples.

vérité statistique

Mais devant l'incertitude et les défauts de la statistique policière il faut jeter un coup d'œil sur la statistique de condamnations (tableau 2). Elle concerne l'année 1973. Bien évidemment, n'y figurent pas les affaires que – de son propre aveu – la police n'a pu élucider, mais n'y figurent pas non plus celles qui ont fait l'objet de classement sans suite, de non-lieu, de relaxe, d'acquittement et qui donc n'avaient rien à faire en fin de compte dans la statistique.

On constate que les affaires de circulation (délits d'imprudence ou infractions aux règles de circulation) représentent presque 40% du total des crimes, délits et contraventions de 5° classe, les affaires de chèques 20%, celles d'atteintes violentes ou banales contre les biens 17,1% et les atteintes volontaires contre les personnes... seulement 6%.

En conséquence, les statistiques appellent notre attention :
– d'abord sur une croissance plus quantitative que qualitative ;
– ensuite sur la prédominance des vols simples et secondairement des cambriolages classiques ; alors que les atteintes violentes aux biens demeurent faiblement représentées dans ces statistiques (même si des commentaires imprudents ou malhonnêtes les montent en exergue) ;
– enfin sur une insécurité physique liée à des causes dont on ne parle guère (homicides et blessures par imprudence liés à la circulation et aux acccidents de travail) et non aux atteintes volontaires à la vie humaine qui demeurent très faiblement représentées dans ces données.

Mais ce serait faire preuve de peu de maturité politique que d'en rester à ce redressement de la « vérité statistique ». Il faut encore voir si ces chiffres ont bien la signification qu'on leur accorde communément.

A priori, ces colonnes de chiffres apparaissent comme le moyen par excellence de mesurer la criminalité et son évolution. Pourtant, l'assimilation est abusive et, là se situe le nœud du débat sur la criminalité et son évolution.

L'assimilation des statistiques de police et de justice à la mesure de la criminalité revient en réalité à considérer implicite-

ment que les stratégies de contrôle social sont quelque chose de neutre et de passif, entièrement agi par un phénomène externe : la criminalité.

justice pénale

Prendre les statistiques de police et de justice comme mesure de la criminalité constitue une assimilation abusive en soi, et cet abus est encore aggravé par l'usage que l'on fait de ces statistiques.

Point n'est besoin ici de fonder la démonstration sur des considérations de haute technicité. Il suffit de réfléchir à ce qui a dû se passer pour qu'une affaire apparaisse dans les statistiques.

Il faut d'abord - mais il ne suffit pas - que les faits soient suffisamment visibles ou qu'il se trouve quelqu'un pour avertir la police. Et voilà qui suscite tout de suite des difficultés.

Une infraction commise dans la rue est plus aisément visible que celle concoctée dans un bureau bien protégé des regards indiscrets. Des coups et blessures seront plus facilement reconnus de la police s'ils se passent dans une H.L.M. où tout le monde entend tout, que s'ils se déroulent dans une villa isolée au milieu d'un jardin. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que les membres de certaines classes sociales passent le plus clair de leur vie à l'abri des regards indiscrets, tandis que d'autres vivent en permanence dans des lieux à découvert.

Au surplus, les faits que la police découvre d'elle même ne sont pas les plus nombreux. Et ceci même pour des infractions où l'on pense que la police ne peut compter sur aucun concours de la population : s'il est vrai que la découverte des violations de règles de circulation dépend presqu'exclusivement - s'il n'y a qu'un accident corporel - de la présence du gendarme, en revanche, les dossiers de criminalité d'affaires émergent souvent par suite d'une discrète plainte, dénonciation ou indication et non, comme on le croit, de la seule initiative des services répressifs. C'est pourquoi l'intervention de la justice pénale en matière de criminalité d'affaires - dans les cas où elle se produit effectivement - donne irrésistiblement l'impression d'être manipulée par certains protagonistes pour éliminer maladroits et canards boîteux ou pour aider à faire place nette comme au moment de la liquidation des promoteurs individuels au profit de quelques banques d'affaires. En définitive, la majeure partie de sa matière première vient à la police parce que quelqu'un est de quelque manière venu signaler l'affaire.

Ne plus voir que la criminalité et oublier les appareils de répression NORMA



Or, qu'allons-nous reporter à la police ? Bien entendu, les faits que l'idéologie dominante nous a habitués à considérer comme relevant adéquatement de la justice pénale : le cambriolage de notre maison, par exemple ; mais la hausse illicite, la tromperie sur la marchandise vendue, la fraude fiscal, la publicité mensongère ne susciteront souvent qu'un sourire complice, ou au mieux, un soupir résigné. Ou bien, on pensera que cela ne relève pas vraiment de la justice pénale, ou bien on estimera que la lourdeur de son intervention causera plus d'ennuis qu'elle ne rapportera... Bref, on trouvera son intervention peu adéquate et on ne la déclenchera pas.

En fin de compte, l'idéologie dominante nous incline davantage à rapporter les illégalismes populaires que les autres. De surcroît, l'on sait que la pression idéologique s'exerce de manière plus hégémonique encore sur les classes les plus dominées.

Au reste, certains savent mieux utiliser les ressources de la justice pénale - comme on en a vu des exemples ces dernières années en matière immobilière ou fiscale - et d'autres (ou les mêmes) savent mieux éviter son intervention. Prenons un cas de délinquance juvénile. Dans les classes dominantes, les gens auront facilement et précocement recours à une armada de psychanalystes, psychiatres, psychologues, opérant dans le secteur privé, pour une intervention discrète qui évitera la repression ouverte. Dans les parties les moins favorisées de la société où ce recours est impossible ou non utilisé, l'issue sera plus dramatique.

Bref, avant qu'une affaire apparaisse dans les statistiques, il faut - s'il ne suffit pas - qu'ait eu lieu un processus pré-institutionnel de renvoi qui dépend à la fois :

– de conditions objectives varia-



Notre sécurité est surtout menacée par les homicides et blessures involontaires FOTOGRAM

bles selon l'appartenance de classe, comme la plus ou moins grande visibilité ;
– mais aussi des « idées que l'on se fait » sur ce qu'est un délinquant-type, un vrai « gibier de justice », et ce à quoi peut pertinemment servir chaque institution répressive. Mais ces « idées que l'on se fait » ne sont pas des phénomènes de génération spontanée. Tout se passe comme si l'appareil de justice pénale se livrait à une promotion des ventes : en montrant son produit fini, le condamné emprisonné, il diffuse une image-type de la clientèle qu'il souhaite recevoir. Parmi les données et individus disponibles comme matière première, police et justice taillent et reconstruisent en pliant tout à leur logique propre. De la sorte, leur intervention paraît avec les attributs inéluctables du destin. Ce faisant, le contrôle social se fait oublier ; ses mécanismes paraissent transparents, passifs, agis de l'extérieur par la survenance de la criminalité. Bref, par la vertu de ce tour de passe-passe, le bon peuple éberlué ne voit plus que la criminalité et oublie les appareils de répression (police, justice, prison) qui ont pourtant construit ce produit fini que l'on présente à son effroi.

contrôle social

Nous n'avons pas fini notre acheminement. Même si l'affaire est visible, même si quelqu'un vient avertir la police et demander son intervention, encore faut-il que celle-ci dresse un procès-verbal destiné au parquet. L'espérience de tous les jours montre qu'il n'en va pas toujours ainsi : surcharge de travail, volonté de se concilier les bonnes grâces d'indicateurs possibles, intervention hiérarchique... peuvent y mettre obstacle ; et ce raisonnement pourrait évidemment être repris avec encore plus de force quand l'action publique est déclenchée, non par la police, mais par des administrations spécialisées, notamment celle des finances. On sait quel effort acharné est consenti actuellement pour traquer la fraude des salariés et, à la rigueur, celle de la petite bourgeoisie non salariée, afin d'entrer dans le champ périlleux de la fraude des sociétés. Et si l'on considère les statistiques proprement judiciaires, d'autres évènements viennent également biaiser de manière non aléatoire mais systématique les données relevées. Il en va notamment ainsi des classements sans suite par le parquet pour des motifs qui vont de la surchage à « l'inopportunité », mais qui sont de toute manière incontrolables.

Donc, les statistiques de police et de justice sont modelées par la logique du fonctionnement interne de ce système de contrôle social.

En mesurant la criminalité par les statistiques de police et de justice, on évacue tous les phénomènes qui viennent d'être rappelés, c'est à dire tout ce qui fait intervenir les différences de classe dans ce secteur.

Dans des pays étrangers, on a fait des recherches sur la criminalité commise. On s'est aperçu qu'elle diffère fondamentalement des statistiques officielles. Plus précisément, celles-ci mettent l'accent sur les illégalismes populaires et gomment ou atténuent les illégalismes du bloc au pouvoir.

Que les statistiques de police et de justice donnent une image faussée du phénomène criminel, on s'en rend compte en observant qu'en termes purement économiques, les deux domaines les plus préoccupants du phénomène criminel, car plus coûteux, sont les infractions en matière de circulation et... la fraude fiscale et douanière qui représentent les trois quarts du coût pour la société. Celle-ci manifeste l'importance d'une criminalité d'affaires qu'on ne réprime guère et dont on parle peu.

Philippe ROBERT

Violence: Moins de «passion» plus de «profit»?

D'après les plus récents sondages, le problème de la violence vient en troisième position dans les préoccupations des Français (après le chômage et la hausse des prix). Qu'il y ait une augmentation des agressions dans les grandes villes, personne ne le nie. Encore faut-il distinguer entre celles qui ont pour objet le vol et celles qui sont liées à d'autres causes. Or il apparaît que contrairement à ce que l'on croit généralement, les « crimes de sang » sont en recul alors que le nombre des hold-up est en augmentation. Il y a donc moins de violences « passionnelles » et davantage de violences « de profit ». Et ceci est particulièrement net dans les principales agglomérations du pays (la tendance est différente dans les petites villes).
Mais pour saisir la réalité de ce phénomène, il faut commencer par faire une analyse critique des statistiques de la police. On s'aperçoit alors que les critères de classe jouent, dans cette affaire, un rôle déterminant.

TABLEAUX 1 : STATISTIQUE DE POLICE
(crimes et délits - année 1974)
(nombre de faits)

vols simples	919 931
vols qualifiés (1)	204 630
extorsions	737
délinquance astucieuse	329 905
trafics	4 379
homicides	2 321
coups mortels	361
autres coups volontaires	29 195
infractions aux mœurs	13 828
atteintes violentes aux biens	59 331
infractions c. enfant, famille	37 120
infractions contre l'Etat et la réglementation	51 351
toxicomanies	2 942
	1 656 038
non mentionnés	171 335
	1 827 373 (2)

(1) dont 1048 **hold-up** ayant entrainé 56 prises d'otage, 18 morts, 63 blessés.
2579 vols avec violence au domicile de personnes.
7884 vols avec violence dans la rue dont 5434 contre des femmes.
Le total de ces faits dont on parle le plus souvent représentant 5,6% des vols qualifiés et 0,6% de l'ensemble des crimes et délits apparaissant dans les statistiques de police.
(2) Plus de 56% de ces affaires n'ont pas été élucidées.
source : **la criminalité en France,** Paris, min. de l'Intérieur.

TABLEAU 2 : STATISTIQUES DE CONDAMNATIONS
(crimes, délits et contraventions de 5e classe - année 1973)
(nombre de personnes)

infractions volontaires contre les personnes	32 396
infractions involontaires contre les personnes	76 730
infractions contre les mœurs	8 650
infractions violentes contre les biens	3 915
infractions banales contre les biens	86 705
infractions astucieuses contre les biens	56 739
infractions contre la chose publique et la réglementation	64 005
infractions aux règles de circulation	129 319
infractions en matière de chèques	66 047
autres	9 777
	534 186

source : **Compte général de l'administration de la Justice,** Paris, doc. fr.

Philippe ROBERT



GUY LE GUERREC/VIVA

...Conditionnés pour ne pas enfeindre la loi

L'intervention de Georges Kiejman, lors d'un débat télévisé, l'opposant à un représentant de la police, avait connu un certain retentissement. « Minute » entre autres, l'avait accusé d'être un « pousse-au-crime ».

Faire : On parle aujourd'hui d'une augmentation de la criminalité particulièrement dans certaines couches de la population comme les jeunes et les travailleurs immigrés. Qu'en pensez-vous ?

Kiejman : Oui, au fond on essaye maintenant de faire croire qu'il y a une criminalité plus spectaculaire, et surtout une criminalité qui aurait des origines plus déterminées, une criminalité qui serait une criminalité de jeunes, d'étrangers... voire de pauvres. C'est à mon avis complètement faux. La criminalité des jeunes, par exemple, c'est une criminalité qui a toujours inquiété les Pouvoirs publics. Je dispose du rapport fait sur la justice en 1909, par le ministère de la Justice à l'époque : une de ses premières inquiétudes, c'est précisément la montée de la criminalité juvénile. Et on s'aperçoit qu'à l'époque, les juridictions qui connaissaient des délits et des crimes de jeunes étaient saisis de plus d'affaires qu'aujourd'hui. Et pourtant aujourd'hui on saisit le tribunal des mineurs parfois pour obtenir une mesure éducative beaucoup plus que pour lui demander de réprimer un véritable délit.

En ce qui concerne les étrangers, je lis dans « Minute », qui prétend citer un rapport des services centraux d'études de la délinquance de la Préfecture de Police, cette phrase : « Les immigrés commettent proportionnellement plus de crimes et de délits que les Français. Les délinquants nationaux représentent 1,2 % de leur population, les étrangers 2,2 % de la leur ». Je dis que c'est malhonnête, parce que, on ne peut pas comparer la population française qui comprend les femmes – lesquelles participent très, très peu à la délinquance : moins de 8 à 9 % de celle-ci – la population française qui comprend des vieillards – qui, bien entendu sont rarement responsables des délits, en particulier de délits de violence – qui comprend des enfants au berceau... et puis comparer cette population nationale à la population immigrée, qui est essentiellement une population de travailleurs masculins, déracinés, mais surtout actifs, dans l'âge adulte et dont il est parfaitement normal qu'ils fournissent 2,2 % de délinquants contre 1,2 % de Français. Ce qui serait intéressant c'est de déterminer dans la population française une catégorie socio-professionnelle véritablement comparable à la catégorie socio-professionnelle des travailleurs immigrés, et alors on s'aperçevrait peut-être que les Français ne sont pas moins délinquants, mais probablement plus, en proportion, que les travailleurs immigrés.

Faire : Plus délinquants, pourquoi ?

K. : Tout simplement parce qu'ils sont moins respectueux de leurs lois nationales que les travailleurs immigrés qui, quoi qu'on en dise, sont terrorisés par


PATRICK CONSANI/FOTOGRAM

la crainte de perdre leur travail, d'être renvoyés dans leur pays d'origine, de se voir mettre sur le dos non seulement les délits qu'ils auraient commis mais les délits du voisin... Je ne prétends pas que la population de travailleurs immigrés soit plus naturellement honnête qu'une autre (je ne vais pas faire du racisme à rebours), mais simplement que socialement, elle est conditionnée pour ne pas enfreindre la loi, alors que la population française ressent peut-être moins vigoureusement cette nécessité de respecter les lois nationales.

Faire : Mais cette disponibilité à la délinquance ne se traduit en fait pas par une augmentation réelle de la criminalité. Il y aurait un mythe autour de cette augmentation de la criminalité ?

K. : Oui, il y a chaque année quelques centaines d'affaires graves qu'on peut imputer à des jeunes et cela représente très peu de chose dans l'ensemble de la délinquance. (Par jeunes, j'entends mineurs de 18 ans). Mais les gens sont sensibilisés parce qu'on leur raconte abondamment dans quelles conditions une pauvre vieille femme a été assassinée après avoir été torturée par un jeune homme de 17 ans et ainsi, on justifie la condamnation à mort de ce jeune homme. Mais ce qu'il faut dire, c'est qu'il y a si peu de crimes par des mineurs de 18 ans, qu'une juriste qui avait voulu faire une thèse sur la criminalité, c'est-à-dire l'accomplissement de crimes, au sens technique du mot crime, accomplie par des mineurs de 18 ans, a dû y renoncer parce que la matière statistique manquait.

Mais dans cette affaire ce qui frappe, c'est que ce crime est accompli sur une vieille femme isolée. Et, c'est peut-être là qu'il y a un crime social beaucoup plus important. Pourquoi est-ce qu'il y a des centaines de milliers de personnes âgées qui vivent dans un isolement absolu, qui vivent dans la crainte parce qu'elles sont seules ; ça c'est un phénomène social qui mérite d'être étudié et qui rappelle des remèdes. Mais le fait qu'il y ait un jeune voyou pour tuer dans des conditions plus ou moins spectaculaires, une de ces vieilles dames, cela me paraît quand même quelque chose de très marginal.

Faire : Il y a deux phénomènes qui expliqueraient la concentration de l'attention de l'opinion publique sur la criminalité des jeunes, c'est d'une part la diffusion rapide de l'information par des mass media, à la recherche de l'évènement spectaculaire, et d'autre part les conditions sociales qui font que de plus en plus les gens se sentent isolés, inquiets, angoissés, et sont particulièrement réceptifs à tout danger permanent qui serait lié à certaines catégories sociales.

K. : Absolument. Il y a à la fois des moyens d'information plus puissant pour diffuser les nouvelles criminelles, et il y a un état d'esprit plus réceptif parce que les gens sont plus isolés. On a davantage peur quand on est vieille dame sans le secours de ses enfants et de ses petits-enfants, que si on appartient à une collectivité qui vous a intégré. Or pour les Pouvoirs publics, c'est toujours une tentation fan-

tastique que de mettre en lumière le phénomène de criminalité parce que cela évite de résoudre le problème beaucoup plus compliqué de ce qui permet à la criminalité de proliférer. Faire en sorte que les vieux aient des ressources et des moyens de vie qui leur permettent d'être intégrés à la communauté des gens jeunes, c'est plus difficile que de leur dire : « on va doubler les effectifs policiers dans votre quartier et dans ces conditions vous aurez deux fois moins de chances d'être assassinés ».

Faire : Le problème n'est-il pas que cette argumentation raciste, raciste anti-jeunes et racistes anti-travailleurs immigrés, n'est pas seulement le fait de « Minute », mais également une argumentation plus officielle ?

K. : Cela est évident. Ce qui me paraît grave, ce n'est pas que ce racisme anti-jeunes, anti-pauvres, ou anti-travailleurs étrangers soit celui de « Minute », qui après tout en a besoin pour vivre, mais que ce soit souvent l'expression d'une attitude officielle. Quand Michel Poniatowski, remettant des décorations à des policiers le 9 septembre 1975, à Nice, déclarait : « Un contrôle plus étroit sera fait sur les catégories de la population d'où émane les trois quarts de la criminalité », on a envie de lui demander : « De quelle criminalité s'agit-il ? Les trois quarts de la criminalité de haute violence ? Les trois quarts de la criminalité faite d'une multitude de déviances ? Qu'est-ce qu'on appelle « les catégories de la population » ? Est-ce que pour le ministre d'Etat aussi les pauvres sont plus criminels que d'autres, les jeunes sont plus criminels que d'autres, est-ce que les étrangers sont plus criminels que d'autres ?

Faire : Il reste quand même que la campagne d'affolement du gouvernement tombe sur un terrain déjà sensibilisé. Comment peut-on expliquer cela ? Est-ce qu'il y aurait des phénomènes contemporains ? Est-ce qu'il y a une spécificité de la criminalité violente constatée aujourd'hui ?

K. : Comme je l'ai dit, ce qui augmente surtout, c'est la criminalité perçue par les citoyens. On leur fait part des crimes les plus spectaculaires, ils peuvent donc avoir le sentiment qu'ils vivent entourés par ces crimes. Il ne s'agit pas de nier ces crimes, il ne s'agit pas surtout de dire : « La violence, c'est merveilleux ! ». Dès qu'on essaye de limiter le phénomène de violence à certaines porportions, on est accusé d'être un pousse-au-crime. Il s'agit simplement de constater que des crimes affreux, il y en a toujours eu, à un moment où pourtant les armes des crimes étaient moins perfectionnés qu'aujourd'hui. Autrefois on assassinait à la hache, au couteau ; ce n'était pas plus beau qu'aujourd'hui, où on peut disposer d'un revolver.

Il est possible en outre qu'à un niveau anecdotique, certains crimes frappent l'opinion parce qu'ils sont liés à notre société : par exemple, il est évident qu'autrefois on n'aurait pas imaginé de tuer de pauvres gens par des stock-cars volontaires, comme cela a été fait récemment. Mais en même temps, c'est très significatif de la place que prend l'automobile dans toute la vie sociale des pays industriels.

Ce qui change peut-être aussi c'est qu'aujourd'hui, il est facile d'atteindre les institutions à travers les individus du fait du développement du tissu institutionnel lui-même : par exemple, avant on enlevait quelqu'un, on demandait la rançon à la famille de la personne qu'on avait enlevée ; aujourd'hui, parce qu'on sait que les institutions seront impliquées, lorsqu'on enlèvera quelqu'un, on demandera une rançon à la banque dans laquelle cette personne a été enlevée, voire aux Pouvoirs publics. Ça ne veut pas dire d'ailleurs que les banques et les Pouvoirs publics aient le cœur plus tendre qu'autrefois, mais disons que la nécessité de ne pas perdre la face pour le pouvoir est plus important qu'autrefois, et que peut-être les criminels pensent à cela. Mais, il ne faudrait pas nous-mêmes tomber dans ce travers, qui consiste à accorder à cette criminalité très, très marginale et très limitée, une place plus importante que ce qu'elle représente dans la réalité quotidienne.

Dans la réalité quotidienne, c'est vrai qu'il y a toujours eu des agressions dans la rue. C'est lié à mon avis à tout ce qui touche à la vie urbaine. Autrefois, les villes étaient faites de cloaques, de coupe-gorges, de petites impasses mal éclairées et évidemment à ces phénomènes étaient liée la possibilité d'accomplir facilement quelques agressions. Aujourd'hui, il faudrait parler davantage d'autres phénomènes urbains comme l'ennui, l'impossibilité pour les jeunes de communiquer, de travailler, parce qu'il y a énormément de chômage, et pour ceux qui ont un travail, de se livrer à des activités de loisirs véritablement intéressantes. Il y a une sorte de disponibilité à la délinquance qui vient du fait que les jeunes ne sont pas fixés, ni même employés à une activité créatrice vraie.

Faire : Mais alors, ne faudrait-il pas poser le problème dans des termes encore plus généraux et se demander s'il n'y a pas en quelque sorte un double phénomène de société : une société où il y a à la fois une extraordinaire pression pour la conformité, une sorte de tentative de normalisation où, à travers la publicité, à travers les processus de consommation, on tend à réduire chacun à un modèle de comportement, à un modèle cul-

turel, uniforme et qui tend à interpréter comme criminalité tout ce qui est déviance sociale, tout ce qui est comportement non conforme ; et par ailleurs une société où la distance entre les générations s'accroît considérablement parce que toutes les institutions de socialisation qui garantissaient la reproduction par les jeunes du modèle des parents, étant en crise, plus personne n'est sûr du type de comportement futur qu'auront les jeunes. C'est-à-dire que la continuité sociale, en quelque sorte, est mise en question, à la fois par la crise des institutions de socialisation et par des phénomènes de démographie.

K. : Il y a en effet deux questions qui sont intéressantes à examiner dans l'attitude des Pouvoirs publics, lorsqu'ils mettent l'accent sur la criminalité. La première question que j'ai déjà abordée, mais que je voudrais développer encore un peu, est relative à l'expression d'une impuissance, c'est-à-dire : « je n'ai pas le moyen de remédier aux causes profondes de la criminalité alors je souligne les manifestations anecdotiques et je propose d'y remédier par la répression. La deuxième question, c'est la tendance qu'ont les Pouvoirs publics à ramener tout à des phénomènes criminels. Cela revient à dire : « l'infraction qui est une exception à la règle confirme le bien fondé de la règle et moi, je vais assurer le respect de cette règle : tout ce qui s'en écartera sera considéré comme un crime ou un délit ».

Je reviens sur la première question. Au mois de septembre il y a eu un sondage SOFRES-FIGARO et on a demandé aux Français : est-ce que vous estimez que le gouvernement doit d'abord se préoccuper de lutter contre la hausse des prix, de lutter contre le chômage ou de lutter contre la violence et la criminalité. A ce sondage SOFRES les Français ont dit dans la proportion de 40 %, que l'objectif prioritaire était de lutter contre le chômage, dans la proportion de 30 % de lutter contre la hausse des prix, et dans la proportion de 20 % de lutter contre la violence et la criminalité. Et puis après ce sondage est intervenu l'incident criminel dont j'ai déjà parlé : le jugement de l'assassin d'une vieille femme, cet assassin ayant 17 ans et ayant été condamné à mort, phénomène qui a été amplement relaté par tous les moyens de la presse. On a reposé les mêmes questions aux Français dans les jours qui ont suivi cette condamnation à mort, qui était d'ailleurs approuvée par la grande majorité des Français. Et on s'est aperçu que, alors qu'il y avait eu 40 Français sur 100 pour se préoccuper de la lutte contre le chômage le mois d'avant, il n'y en avait plus que 37. Alors qu'il y en avait eu 30 pour se préoccuper de la hausse des prix, il n'y en avait plus que 25, c'est-à-dire pour ces deux préoccupations 8 Français sur 100 de moins. Par contre, pour lutter contre la violence et la criminalité, on retrouvait ces 8 Français en plus (de 20 % à 28 %).

Il y a plus : on a analysé ces questions en distinguant selon ce qu'on appelle l'origine partisane des personnes interrogées, (leur sympathie pour tel ou tel parti politique), et on a trouvé, ce qui n'est pas étonnant qu'il n'y avait que 9 % des électeurs du P.C. qui plaçaient la criminalité au premier rang, tandis qu'il y en avait 39 % chez les électeurs de l'U.D.R. et 40 % chez les électeurs républicains indépendants. On voit bien l'intérêt de l'opération : placer les projecteurs sur le problème de la criminalité, c'est tout d'un coup rassembler autour de soi la clientèle électorale conservatrice qui avait tendance, elle aussi, à se préoccuper de la hausse des prix et de la lutte contre le chômage, et qui, tout d'un coup, se voit rappeler que ce qui est important, c'est d'assurer la protection des biens qu'elle possède.

La deuxième préoccupation des Pouvoirs publics, enfin celle qu'on peut les soupçonner d'avoir, c'est de renforcer le respect des règles qui sous-tendent la vie quotidienne et qui précisément, sont de plus en plus remises en question par l'ensemble de la population. S'il y a une loi, et que cette loi est méconnue, on peut soit considérer que cette méconnaissance prouve que la population ne considère plus cette loi comme nécessaire, que cette déviance est révélatrice de la nécessité de modifier la loi, ou bien on peut considérer que cette déviance est en réalité un crime, quelque chose de particulièrement grave et qu'il faut la réprimer tout en maintenant la loi. Les Pouvoirs publics vont se battre pour que l'on continue à considérer comme des crimes et pas simplement des déviances non conformistes, toutes les infractions aux principes qui leur paraissent devoir être sauvegardés au sein d'une sorte de bunker sacré. Par exemple, le droit de propriété. Tout ce qui va contester le droit de propriété va continuer à être considéré comme un délit grave et pas simplement comme une déviance, parce que le droit de propriété est un des fondements de la société. Dans une société où il y aurait à l'intérieur des villes, des dizaines de milliers de bicyclettes à la disposition des uns et des autres, qui les prendraient et les abandonneraient au pied de l'immeuble où ils sont parvenus pour que quelqu'un d'autre les emprunte à son tour pour se transporter, on supprimerait déjà toute une catégorie de petits vols, précisément comptabilisés dans les statistiques de la délinquance juvénile. Donc, on voit très bien qu'à chaque fois l'infraction est liée à la conception sociale toute entière. Si vous considérez qu'une bicyclette fait

forcément l'objet d'un droit de propriété, vous aurez des statistiques qui enregistreront de nombreux vols de bicyclettes ; si la bicyclette devient tout simplement un instrument de transport en commun, il n'y a plus vol.

Faire : Il y aurait une « criminilisation » de la déviance (comme on a parlé d'une médicalisation des problèmes sociaux), c'est-à-dire qu'on tirerait du côté de la criminalité les problèmes sociaux pour éviter le changement social. C'est tout le problème du rôle des conflits dans le changement social...

Tout parti de l'ordre tend naturellement à transformer le conflit social, moteur du changement, en acte criminel qui justifie à ce moment l'arrestation des individus et des groupes contestataires et le maintien de la règle antérieure. D'ailleurs l'idée que la violence puisse être socialement « utile », a suscité quelques réactions lors de l'émission de télévision...

K. : D'abord je ne sais pas si j'ai parlé de l'utilité de la violence, encore que je pourrais accepter cette idée à condition d'en préciser le contenu, je ne sais pas si j'ai parlé de liberté créatrice comme le prétend « Minute », ce que j'ai voulu dire simplement c'est que nous ne respectons plus un certain nombre d'institutions que nous respections autrefois de manière évidente, je pense à l'Eglise, à l'Armée, à la Patrie, à la Famille – savoir si nous avons tort ou raison ce n'est pas le moment d'aborder cette question – mais par contre, tout est fait pour nous conditionner, nous imposer dans la vie quotidienne un certain nombre de comportements conformistes, conventionnels. Et je me demandais précisément si les actes qu'on considère comme des actes de délinquance de droit commun, des actes sans contenu politique, ne sont pas une des formes un peu rustre, mais en même temps bouleversante, qui exprime le refus de ce comportement stéréotypé. Est-ce que les jeunes gens en colère donc ne sont pas tout simplement des jeunes gens, qui par une sorte de réflexe voudraient éviter d'être conduits à l'abattoir, c'est-à-dire d'être conduits à une vie limitée par le métro, le dodo et le boulot. Encore une fois, il ne s'agit pas de se réjouir de la violence et d'approuver la violence, il s'agit d'essayer de comprendre la part de refus, et quelle part de refus politique, qui se dissimule derrière certains actes considérés comme des actes de délinquance pure.

Faire : On peut d'ailleurs s'interroger sur l'utilité de la répression.

K. : Oui, cela me paraît évident. Les Pouvoirs publics font semblant de pouvoir traiter l'ensemble de la délinquance par une politique purement répressive. Or, encore une fois, je suis de ceux qui savent bien qu'à l'égard d'une certaine haute criminalité, de ce que j'appellerais une criminalité professionnelle, la répression, il ne faut pas se faire d'illusions, est la seule solution possible ; seulement ces hauts malfaiteurs sont très peu nombreux parmi les délinquants recensés. Et à l'égard de la délinquance, qui porte en elle une sorte de cri maladroit vers le changement des règles sociales, qui porte en tout cas en elle l'expression d'un refus de règles qui sont intolérables à certains, les Pouvoirs publics n'ont rien à offrir que cette répression. Or, cette répression a toujours, je dis bien toujours, été inefficace.

Il est toujours de mode de dire par exemple que les tribunaux ne condamnent pas assez, que s'ils étaient plus sévères, on verrait la délinquance refluée. Or, je fais exprès d'emprunter un exemple qui est cité par le chroniqueur judiciaire de l'Aurore, qui ne passe pas spécialement pour un dangereux gauchiste, et qui commentait les comptes de la justice publiés en janvier 1971, à l'occasion de l'activité judiciaire de 1968. Je prends exprès une période relativement récente tout en n'étant pas à la pointe de l'actualité. Et tout en prenant 68, ce chroniqueur soulignait que la moyenne des peines de prison ferme, infligées aux mineurs délinquants, avait accru de 147 % pour la prison, et de 39 % pour les amendes. Donc, il soulignait qu'on prononçait des peines de prison plus de deux fois plus sévères qu'on ne l'avait fait jusque là. Et il était obligé de constater l'échec de la répression pure en ces termes qui étaient ceux du rapport : « Les mesures rééducatives ne suivent pas le rythme d'accroissement de la criminalité et stagnent tandis que les peines croissent plus rapidement. Si la machine continue à fonctionner, c'est au prix d'un recours croissant à des modalités purement répressives ».

Tout gouvernement responsable devrait regarder à deux fois avant d'offrir pour toute solution à l'affolement des citoyens une solution d'ordre et de répression. Il est évident que le sentiment d'insécurité existe aujourd'hui très fortement chez chacun de nous, d'autant plus qu'à cette insécurité s'ajoute une inquiétude plus profonde : chacun de nous peut se reprocher d'être jeune, d'être vieux ou d'être gros ou d'être maigre ; il y a tant de canons divers qui sont censés régir notre comportement quotidien, qu'on est toujours certain de ne pas les respecter tous. Et bien on ferait mieux de s'attaquer à ce que doit être précisément notre vie, plutôt que de se contenter de confiner les gens vers une solution expéditive et inefficace qui est : faites confiance au gouvernement et que le gouvernement fasse confiance à sa police.

(Propos recueillis par J.-P. WORMS.)

IMPRIMERIE ROTOPRINT , 23, rue Alain Chartier Paris. Diffusion N.M.P.P. Commission paritaire n° 56924

Au cœur des recherches et des débats de la gauche, tirant les leçons des luttes et donnant des informations inédites sur les expériences entreprises, "FAIRE" est un instrument indispensable pour tous les partisans du socialisme auto gestionnaire.

Pour recevoir régulièrement "FAIRE" ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI.
Vous bénéficierez de notre tarif spécial de lancement :
100 F pour 12 numéros au lieu de 120 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix spécial de lancement :100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de "FAIRE"

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix spécial de lancement :100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de "FAIRE"

Georges Montaron
Quoi qu'il en coûte

Stock

- Des « fortifs » à la Résistance
- Les clandestins de la J.O.C.
- « Peuple, te voilà libre ! »
- J'entre à Témoignage chrétien
- Les points chauds de la guerre froide
- Ce que je crois sur Pierre Mendès France
- Algérie : Guy Mollet choisit la répression
- De Gaulle II : les petits côtés de la grandeur
- La longue marche de François Mitterrand
- « Chrétiens, rompez avec la droite »
- Les « sales guerres »
- La Palestine au cœur
- Rogne au Vatican, grogne chez les évêques
- Vatican II : portes ouvertes au printemps
- Mes lecteurs m'émerveillent
- Chrétiens pour le socialisme

360 pages - Prix : 35 F

En vente chez tous les libraires et à
la librairie TC, 49 Fg Poissonnière, 75009 PARIS

cinéma 75

LA revue de cinéma
pour les VRAIS amateurs

Tous les 1er du mois
N° 206 février

Où en est le cinéma québécois ?

Entretiens avec : Rossellini, Renaud Victor, Gérard Depardieu, Marie Dubois, Chantal Akerman, Jean-Louis Comolli.

L'INDEX 75

LES DIX MEILLEURS FILMS DE l'ANNEE

En vente partout : 8 F
6, rue Ordener - Paris 18e.

6 rue Ordener Paris 18e
Tél. : 208.72.93

CHAQUE VENDREDI

L'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

avec la chronique de François Mitterrand

A publié notamment en janvier

★

- Plusieurs pages spéciales avec des interviews exclusives sur les rencontres des socialistes de l'Europe du Sud
- Une série d'analyses sur le 22e Congrès du P.C.F.
- Des grandes enquêtes sur les « points chauds » du monde

Pour vous abonner, écrivez à L'UNITE 41, bd Magenta 75010 Paris.